



Direction des relations européennes et internationales

VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU CIRAD

**CONSULTATION DES PARTENAIRES SUR LES AVANTAGES
COMPARATIFS DE L'ÉTABLISSEMENT**

Décembre 2004

SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
➤ INTRODUCTION	6
➤ 1ère PARTIE	
Synthèse des consultations et premiers éléments de réponse	8
1. Présentation de la démarche	9
2. Résultats	12
3. Premiers éléments de réponse.....	18
➤ 2ème PARTIE	
Recommandations des partenaires du Sud lors des rencontres régionales	23
4. Recommandations des partenaires d'Afrique	24
5. Recommandations des partenaires d'Asie et du Pacifique	32
6. Recommandations des partenaires d'Amérique latine et des Caraïbes	46
➤ 3ème PARTIE	
Analyses des résultats de l'enquête par Technopolis France : rapport final	62
Annexe de la 3 ^{ème} partie	101

ACRONYMES

AARD : The Indonesian agency for agricultural research and development
ACIAR : Australian centre in international agricultural research (Australie)
ADB : Asian development bank
ADRAO/WARDA : Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest
AIT : Asian institute of technology (Bangkok)
ALC : America Latina y el Caribe
APAARI : Asia Pacific association of agricultural research institutes (Bangkok)
ASD : Agricultural services and development
ASEAN : Association of South East Asian nations
AUF : Agence universitaire de la francophonie
AVRDC : Asian vegetable research and development centre
BAIF : BAIF development research foundation (Inde)
BCRD : Budget civil de recherche et de développement
BFAR : Philippines's bureau of fisheries and aquatic resources
BM : Banque mondiale
CAPSA (ex CGPRT) : Centre for alleviation of poverty through secondary crops' development in Asia and the Pacific
CARBAP : Centre Africain de recherche sur bananiers et plantains (Cameroun)
CATIE : Centro agronómico tropical de investigación y enseñanza (Costa Rica)
CEFIPRA : Centre Franco Indien pour la promotion de la recherche avancée
CEMAC : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (RCA)
CERAG : Centre d'études et de recherche sur l'amélioration génétique des plantes (Congo)
CERAAS : Centre d'étude régional pour l'amélioration de l'adaptation à la sécheresse (Sénégal)
CERVE Congo : Centre d'études sur les ressources végétales
CIAT : Centro internacional de agricultura Tropical
CIMMYT : Centro internacional de mejoramiento de maiz y trigo (Mexique)
CIRDES : Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (Burkina Faso)
CITA : Centro nacional de ciencia y tecnologia de alimentos (Costa Rica)
CNRA : Centre national de recherche agronomique (Côte d'Ivoire)
CNRST : Centre national de la recherche scientifique et technologique (Burkina Faso)
CORAF : Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles
CORPOICA : Corporacion Colombiana de investigacion agropecuaria (Colombie)
CRAL : Centre de recherches agronomiques de Loudima (Congo)
CRFL : Centre de recherche forestière du littoral (Congo)
DGRST : Direction générale de la recherche scientifique et technique (Congo)
DOA : Department of agriculture
ECO SA : Eucalyptus du Congo
EISMV : Ecole inter-état des sciences et médecines vétérinaires à Dakar
EPIC : Etablissement public à caractère industriel et commercial
EMBRAPA : Empresa Brasileira de pesquisa agropecuaria (Brésil)
FAO : Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (Rome)
FARA : Forum for agricultural research in Africa

FORAGRO : Foro de las Americas para la investigacion y el desarrollo tecnologico agropecuario
 GCRAI : Groupe consultatif pour la recherche agronomique internationale
 GFAR : Forum mondial de la recherche agricole
 GIS : Groupement d'intérêt scientifique
 GMOs : genetically modified organism
 GMS : Greater Mekong Sub-region
 IAC : Institut agronomique néo-Calédonien (Nouvelle-Calédonie)
 IBAMA : Instituto Bralileiro do meio ambiente e dos recursos naturais renouaveis (Brésil)
 ICCRI : Indonesian coffee and cocoa research institute (Indonésie)
 ICRISAT : International crops research institute for the semi-arid Tropics (Inde)
 ICSB : Innoprise corporation Sdn Bhd
 IER : Institut d'économie rurale (Mali)
 IICA : Instituto interamericano de cooperación para la agricultura (San Jose)
 IITA : International institute for tropical agriculture
 ILRI : International livestock research institute
 INCAGRO : Innovacion y competitividad para el agroperuano (Pérou)
 INERA : Institut d'études et de recherches agricoles (Burkina Faso)
 INIBAP : International network for the improvement of bananas and plantains
 INRA : Institut national de la recherche agronomique (France)
 INRAB : Institut national de recherches agricoles du Bénin
 INSAH : Institut du Sahel
 INTA : Instituto nacional de tecnologia agropecuaria
 IPGRI : International plant genetic resources institute
 IRAD : Institut de recherche agricole pour le développement (Cameroun)
 IRAG : Institut de recherche agronomique de Guinée
 IRD : Institut de recherche pour le développement (France)
 ITC : International trypanotolerance center (Gambie)
 ITRA : Institut Togolais de recherche agronomique
 JIRCAS : Japan international research centre of agricultural science (Japon)
 KU : Kasetsart University (Thaïlande)
 LABEX : Laboratoire extérieur (Embrapa à Montpellier)
 LCV : Laboratoire central vétérinaire
 MARD : Ministry of agriculture and rural development (Vietnam)
 MERI : Mekong environmental research institute (Thaïlande)
 NAFES : National agriculture and forestry extension services (Vietnam)
 NAFRI : National agriculture and forestry research institute (Vietnam)
 NGOs : Non governmental organizations
 NIAH : National institute of animal husbandry (Vietnam)
 NSTDA : National science and technology development agency (Thaïlande)
 ONG : Organisation non gouvernementale
 PCARRD : Philippines council of agriculture and natural resources research for development
 PCP : Pôles de compétence en partenariat
 PME : Petites et moyennes entreprises
 PRASAC : Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale
 PROMECAFE : Programa cooperativo regional para el desarrollo tecnologico y la modernizacion de la caficultura

PSU : Prince of Songkhla University (Thaïlande)
PVD : Pays en voie de développement
R et D : Recherche et développement
SNRA : Système national de recherche agricole
SNR : Service national de reboisement (Congo)
UE : Union européenne
UMR : Unité mixte de recherche
UR : Unité de recherche
URA : Université royale d'agriculture (Cambodge)
URP : Unité de recherche en partenariat
USAID : United States agency for international development (USA)
USDA : United States department of agriculture (USA)
VASI : Vietnam agricultural science institute (Vietnam)
WTO : World trade organisation (OMC)
Yunnan DOST : Yunnan department of science & technology (Chine)

INTRODUCTION

En 1996, le Cirad a été à l'origine des principes qui ont prévalu pour lancer le Forum mondial de la recherche agricole : instaurer un espace de concertation entre tous les acteurs publics et privés, du Nord et du Sud, nationaux, régionaux et internationaux de la recherche agricole pour discuter des enjeux, élaborer des priorités et mettre en œuvre des activités fondées sur la complémentarité des acteurs et des objectifs partagés. En 1997, le Cirad mettait en œuvre une première fois ces principes en invitant à Montpellier les principaux responsables de la recherche africaine pour débattre de la stratégie du Cirad.

Pour ouvrir le chantier de la préparation du contrat d'objectif 2006-2009 de l'établissement, il a paru nécessaire à la direction générale du Cirad de donner à nouveau la parole à ses partenaires. L'idée principale de cette démarche est d'identifier l'image qu'ils perçoivent de l'établissement, sa valeur ajoutée, et de situer cette image dans une perspective d'évolution de l'établissement. L'évolution entendue dans cette démarche porte essentiellement sur la politique internationale mais dans ses multiples dimensions : géopolitiques, partenariales, scientifiques, de valorisation, de communication, etc. Cela a constitué l'un des principaux chantiers de la direction des relations européennes et internationales en 2003 et 2004.

La méthode retenue a été longuement discutée en interne au sein d'un groupe de travail réunissant une grande diversité de compétences et d'expérience à l'échelle de l'établissement. Elle a été guidée par l'identification, dans un premier temps, la plus objective possible de la vision du Cirad qu'ont l'ensemble de ses partenaires, partenaires « amont » (tutelles, agences nationales et internationales, bailleurs de fond, ...), partenaires « équivalents » (organismes de recherche, centres internationaux, ...), partenaires « aval » (utilisateurs privés ou publics des produits de recherche). Une enquête par questionnaire unique a été réalisée pour cela.

Dans un deuxième temps, il a été souhaité enrichir cette vision de recommandations d'évolutions vis-à-vis de l'établissement élaborées directement par les partenaires. Des ateliers destinés à mettre des responsables représentatifs des partenaires du Cirad en situation de réfléchir ensemble à ces perspectives d'évolution ont été organisés à l'échelle régionale.

Les résultats obtenus à ce stade de la démarche ne permettent pas de différencier les points de vue de chaque type de partenaires du Cirad. La priorité a été accordée aux spécificités régionales à large échelle (les continents) et, de fait, ceux qui ont le plus spontanément répondu aux différentes invitations du Cirad sont les partenaires de recherche publics du Sud, issus des systèmes nationaux de recherche agricole : ils représentent les premiers partenaires de recherche et de formation du Cirad à ce jour, les plus directement intéressés par les activités du Cirad et les plus proches des destinataires finaux. Cet exercice a donc vocation à être complété d'analyses supplémentaires sur, par exemple, les avantages comparatifs du Cirad dans la communauté scientifique française, dans l'outre-mer français ou dans l'espace européen de la recherche. Ces réflexions seront conduites dans le cadre du chantier engagé par la direction générale pour le contrat d'objectif.

Mais les résultats de ces consultations constituent un socle sur l'image du Cirad telle qu'elle est perçue au Sud 20 ans après sa création et un point de départ solide pour proposer des évolutions. Les conclusions des ateliers régionaux portent un nombre de recommandations pour certaines déjà connues, pour d'autres inattendues mais toutes à prendre en considération. Ces résultats ont été débattues au sein des comités assurant la gouvernance du Cirad. Des premiers éléments de réponse aux recommandations des consultations régionales ont été discutés avec les directeurs de départements. Mais ces propositions préliminaires doivent être enrichies dans le premier semestre 2005, notamment à travers l'expérience du partenariat vécue au sein des départements et dans les directions régionales, ou, par exemple, à travers les réactions qu'elles peuvent susciter à l'Ird ou au sein des postes diplomatiques. C'est à cette échéance-là et avec ce travail additionnel que seront adoptés les éléments de réorientation de la politique internationale du Cirad. Ils pourront alors être restitués à l'ensemble des partenaires du Cirad.

Des remerciements chaleureux sont dus à ceux sans lesquels ce travail n'aurait pas pu être conduit, à savoir les membres de groupe de travail (cf. p. 21), les délégués géographiques André de Courville, Patrick Durand et Jérôme Gauthier, les assistantes de la DREI, les directeurs régionaux et les correspondants, la direction scientifique (Jacques Meunier), les trois animateurs des rencontres régionales et l'Ird toujours présent lors de ces rencontres, le réseau des valos, la direction de l'outre-mer français, la direction de l'innovation et de la communication qui ont enrichi la liste des destinataires, l'AIT, le Coraf, l'IICA, le secrétariat exécutif du Forum mondial, Technopolis France et les Ambassades de France à Bangkok (Thaïlande) et à San José (Costa Rica).

Gilles Saint-Martin

13 décembre 2004

1^{ère} Partie

SYNTHESE DES CONSULTATIONS

ET PREMIERS ELEMENTS DE REPONSE

DU CIRAD

GILLES SAINT-MARTIN

1. PRESENTATION DE LA DEMARCHE

1.1. JUSTIFICATIONS DE L'EXERCICE

Le Cirad avait programmé de restituer à ses partenaires le résultat des réflexions stratégiques internes qui ont conduit, en 2001, à la rédaction du projet stratégique et, en 2002, à celle du contrat d'établissement. Cela n'a pas pu être réalisé, alors que les principaux acteurs de la recherche agricole pour le développement, au niveau régional, mondial et international élaborent leurs priorités en concertation.

- La 1^{ère} justification de l'exercice est **de créer un débat ouvert sur les priorités de l'établissement.**

La tension au sein de l'établissement entre science et développement s'exprime régulièrement. La sophistication des outils scientifiques préoccupe davantage que les questions sur l'état du Monde, l'évolution de la pauvreté ou la gestion de l'eau. Le recrutement de jeunes scientifiques n'est pas toujours fondé sur les thèmes du développement. L'établissement met peu en débat les grands sujets de coopération internationale. Les principaux interlocuteurs sont les partenaires scientifiques, beaucoup moins les ONG ou les organisations professionnelles.

- La 2^{ème} justification de l'exercice, de niveau interne, relève donc de la culture d'entreprise pour la recherche finalisée : **relancer la culture de la recherche pour le développement dans l'établissement.**

La raison d'être de la recherche pour le développement est de traduire en interrogations scientifiques les grandes questions du développement. Les programmes ou les départements réalisent régulièrement cette tâche. Mais quel rôle institutionnel joue le Cirad dans cette démarche ?

- La 3^{ème} justification interne réside dans le regain de légitimité de l'établissement en tant **qu'interprète pour la communauté scientifique des grands sujets de développement.**

Le terme « partenaires » couvre, pour le Cirad, une très grande diversité d'acteurs, d'utilisateurs, de décideurs et de bailleurs de fonds. Certains départements ont fait l'étude de leurs réseaux d'acteurs. Cette diversité a également fait l'objet d'analyses à l'échelle géographique. Les études prospectives sur les nouveaux partenaires à démarcher sont extrêmement rares. Il n'existe pas de bilan ni de prospection à l'échelle de l'établissement.

- La 4^{ème} justification de l'exercice est donc de **mieux connaître ce que représente le terme de « partenaires » pour le Cirad, à ce jour, ou à moyen terme.**

Les modes de relation avec les partenaires sont complexes : collaborations de recherche ou universitaires, acteurs associés du développement social et économique, formateur, associé ou concurrent dans la recherche de ressources contractuelles, etc. Comment ces modalités de coopération se complètent-elles ? Quel poids les différentes catégories de partenaires du Cirad leur accordent-ils ?

- La 5^{ème} justification est liée à **l'adéquation entre les modalités de collaboration utilisées par le Cirad et les attentes des différents partenaires.**

1.2. METHODES DE CONSULTATION DES PARTENAIRES

1.2.1. Principes généraux

Un groupe de travail interne a été constitué en juin 2003 pour discuter les attendus de cet exercice et en mettre au point la méthode. Les justifications mentionnées au paragraphe précédent résultent des débats du groupe de travail. Pour la méthode d'approche, il a été retenu que le processus devait :

- partir des grands axes thématiques sur lesquels le Cirad est engagé à ce jour, tels qu'ils sont précisés dans le contrat d'objectifs, des produits de la recherche en partenariat et des modalités privilégiées pour conduire ces partenariats ;
- mobiliser le secrétariat du Forum mondial pour analyser les convergences et les vides entre ces thématiques et les priorités régionales définies par les forums régionaux ;
- consulter tout d'abord directement un grand nombre de partenaires à partir d'un questionnaire électronique puis engager des rencontres régionales avec une sélection représentative des principaux responsables associés aux activités du CIRAD.

Pour garantir l'objectivité et la confidentialité des travaux, il a été jugé préférable de confier à un consultant extérieur à l'établissement l'élaboration technique des méthodologies de consultation et l'analyse des données. Après sollicitation de deux prestataires de service, la proposition de Technopolis France a été retenue.

1.2.2. 1^{ère} étape : consultation électronique

Les cibles

- Les partenaires sollicités dans la consultation électronique sont les divers responsables des institutions partenaires et non l'ensemble des chercheurs/développeurs engagés dans des relations avec le Cirad.
- Toute la diversité des partenaires du Cirad a été ciblée, depuis les bailleurs de fonds aux organisations professionnelles avec une forte proportion d'institutions de recherche du Sud.
- Les listes ont été élaborées par le Cirad. 1000 personnes ont été destinataires du questionnaire. 289 ont répondu
- Une information générale sur le processus a été conduite par la DG du Cirad à l'attention des dirigeants des institutions ciblées et des agents du Cirad.
- Le questionnaire a été envoyé par Technopolis.

Le questionnaire

- Un questionnaire unique a été élaboré tenant compte de la diversité de ceux qui auront à répondre, des politiques ou bailleurs de fonds comme des scientifiques du Sud, d'Europe ou du système international.
- Il est fondé sur une partie dite « objective » des collaborations en cours puis sur une partie plus « subjective » des évolutions souhaitées.

- Trois axes sont privilégiés :
 1. Les thématiques scientifiques actuelles qui sont mentionnées dans le contrat d'objectif
 2. Les relations qui existent sur ces thématiques entre le Cirad et ses partenaires : nature, moyens, adéquation aux attentes en terme de services rendus, en terme de proximité (vision de l'expatriation), de production scientifique, d'expertise technique, de développement de compétences, impact sur l'activité des partenaires, positionnement en terme de concurrence ou de complémentarité, etc.
 3. La place occupée par le Cirad au sein du réseau des partenaires des personnes interrogées.
- Il a été laissé dans le questionnaire plusieurs espaces ouverts à l'expression libre.

1.2.3. 2^{ème} étape : les consultations régionales

Les choix d'organisation

- Les partenariats sont fortement liés aux niveaux de développement économique et scientifique des pays dans lesquels le Cirad intervient. La confrontation de cette diversité dans un contexte culturel et politique cohérent a été jugée intéressante pour établir une stratégie d'ensemble du Cirad. C'est donc l'échelle continentale qui a été retenue pour organiser ces consultations régionales.
- Un échantillon représentatif de la diversité des partenaires a été rassemblé en limitant le nombre de participants entre 30 et 40 pour garder un caractère direct aux échanges.
- Ces rencontres ont donc eu lieu :
 - pour l'Afrique à Brazzaville le 17 avril lors de l'assemblée générale du Coraf avec pour animateur Michel Sédogo (Burkina Faso), président du conseil scientifique du Coraf ;
 - pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok les 31 mai/1er juin dans les locaux de l'*Asian Institute of Technology* avec pour animateur Le Van Minh (Vietnam) directeur de la coopération internationale au ministère de l'agriculture ;
 - pour l'Amérique latine et les Caraïbes les 29 et 30 septembre à San-José, Costa-Rica dans les locaux de l'*Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura* avec pour animateur Victor Palma (Pérou), directeur d'Incagro.

La conduite des rencontres

- Les Ambassadeurs de France ont ouvert les rencontres d'Asie et d'Amérique latine. Un représentant régional de l'IRD a toujours participé à ces rencontres.
- La direction scientifique et la direction des relations européennes et internationales ont organisé mais pas piloté ces rencontres, en prenant une place limitée à l'explication des attentes du processus et des activités en cours de l'établissement. Technopolis a présenté les résultats du questionnaire et les recommandations finales ont été élaborées par des animateurs choisis à titre d'experts pour leur objectivité et leur personnalité reconnue.
- Ces rencontres ont été présentées comme destinées à mieux préciser les éléments recueillis par le questionnaire sur la valeur ajoutée des activités du Cirad. Celle-ci a été étudiée à travers trois approches où ont été présentées les résultats de l'enquête et les principales questions que se pose le Cirad :

1. Adéquation à la demande des produits obtenus par le Cirad.

Questions pour le Cirad :

- *Quels produits valorisent le mieux les savoir-faire spécifiques du Cirad ?*
- *Quels nouveaux produits doivent être développés ?*
- *Comment ces produits sont-ils partagés avec les partenaires ?*

2. Adéquation des modalités de partenariat à l'évolution des systèmes de recherche, universitaires et de développement.

Questions pour le Cirad :

- *Comment instaurer des partenariats durables ?*
- *Le nombre décroissant de scientifiques du Cirad au Sud remet-il en question la mission de l'établissement ?*
- *Quelle présence les chercheurs du Sud doivent-ils avoir dans les unités de recherche du Cirad ?*
- *Comment associer davantage le secteur privé aux partenariats de recherche ?*
- *Quel rôle le Cirad devrait-il jouer vis-à-vis des réseaux ?*

3. Adéquation des priorités scientifiques du Cirad et de celles de ses partenaires.

La direction scientifique a mis en discussion le résultat de l'organisation en unités de recherche du Cirad.

2. RESULTATS

Globalement, l'initiative a été reçue très favorablement car unique dans la recherche française. Cet accueil favorable est associé aux attentes fortes que suscite l'exercice. Les réponses obtenues au questionnaire et les consultations régionales privilégient le point de vue des partenaires du Sud. Les attentes présentées ici reflètent donc en priorité celles de cette catégorie de partenaires du Cirad. Le processus développé pour le contrat d'objectif intègrera ces recommandations aux réflexions plus larges sur le positionnement scientifique français et européen du Cirad ainsi qu'aux priorités des tutelles du Cirad.

2.1. ANALYSE DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE

Seule une synthèse des principaux résultats est présentée dans ce paragraphe. L'analyse effectuée par Technopolis a fait l'objet d'un document plus complet qui devra être consulté pour des informations plus précises. Les expressions libres ont fait l'objet de documents séparés non diffusés car permettant souvent d'identifier les répondants. L'analyse comparative des données a porté essentiellement sur les différences entre les réponses obtenues selon les régions d'origine des personnes enquêtées. Ces analyses ont été discutées avec les partenaires lors des rencontres régionales.

Qui a répondu au questionnaire ?

Le taux de réponse a été de 29 % (281 complétés/983 reçus par les destinataires).

Ce sont essentiellement des responsables d'institutions de recherche africaines qui ont répondu.

Figure 1 : origine géographique des répondants

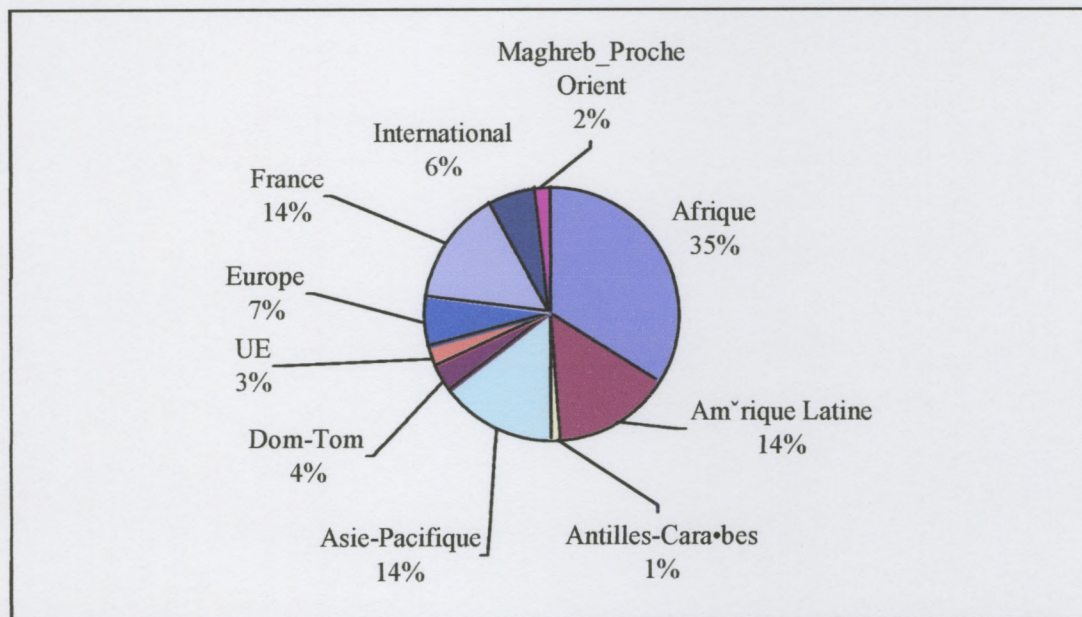
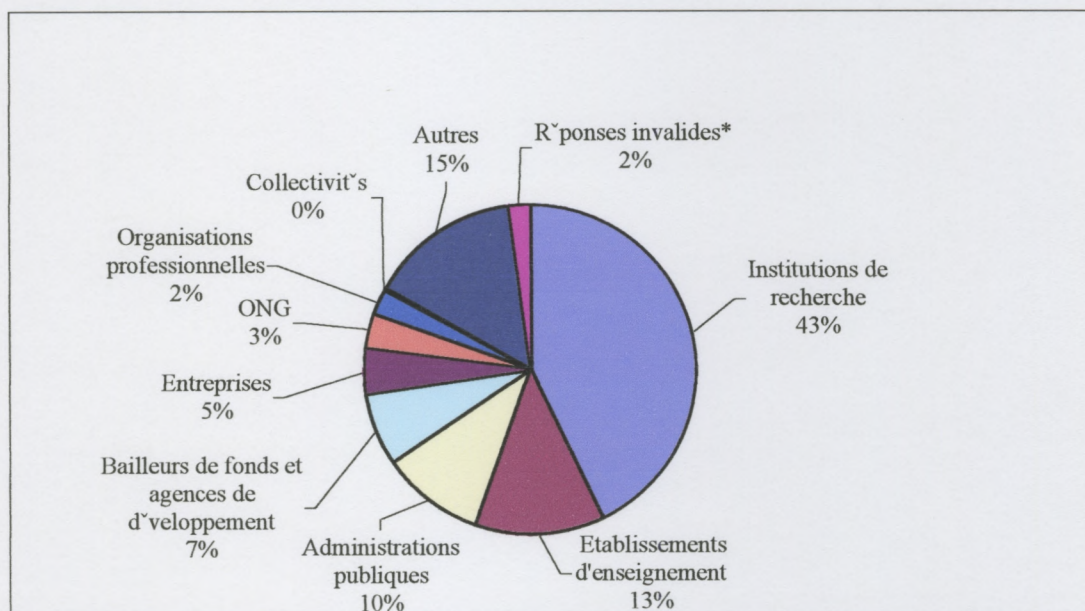


Figure 2 : Type de partenaire ayant répondu



Le positionnement du Cirad

Le Cirad est plus perçu comme un partenaire de recherche (59%) que de développement (40%) ou d'enseignement (28%). Dans l'espace concurrentiel du Cirad, c'est l'IRD qui est cité le plus fréquemment, puis la FAO, le GCRAI et l'université de Wageningen.

Les modalités de partenariat

Des figures 3 et 4, il ressort que les modes de coopération à développer en priorité sont :

- la formation, le renforcement des compétences (Afrique)
- les réflexions communes sur l'agenda de la recherche
- les plates-formes partenariales

Figure 3 : Importance des modes de coopération actuels

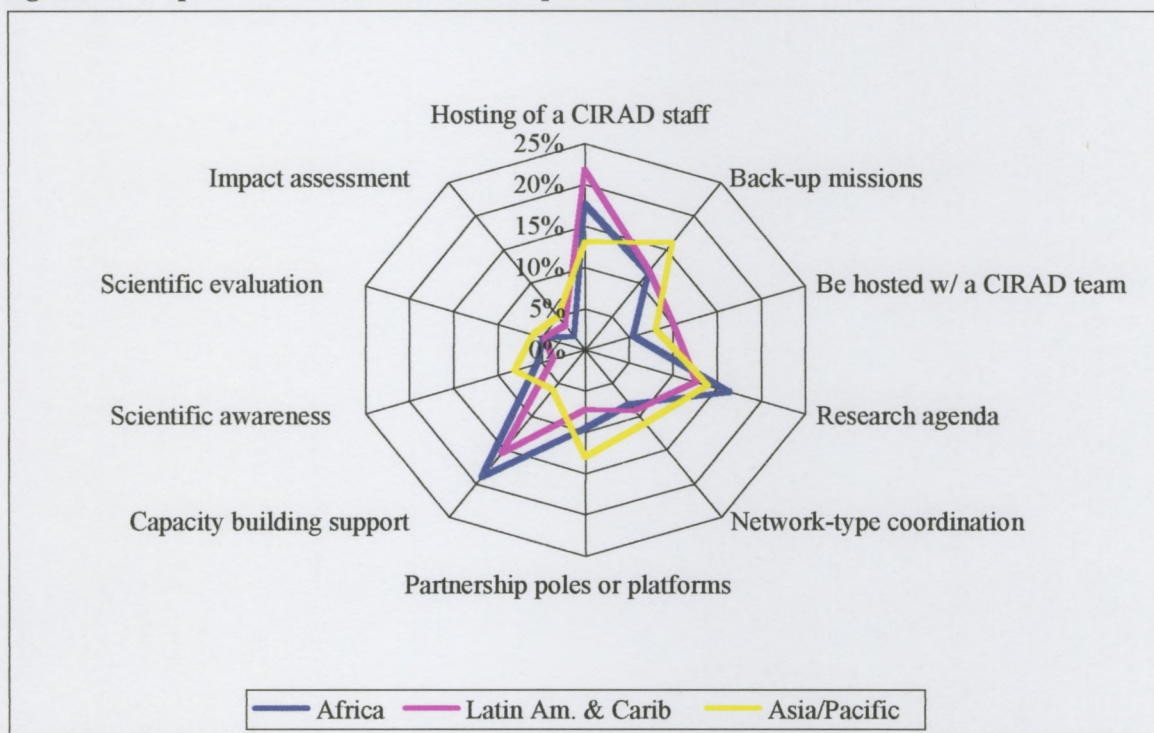
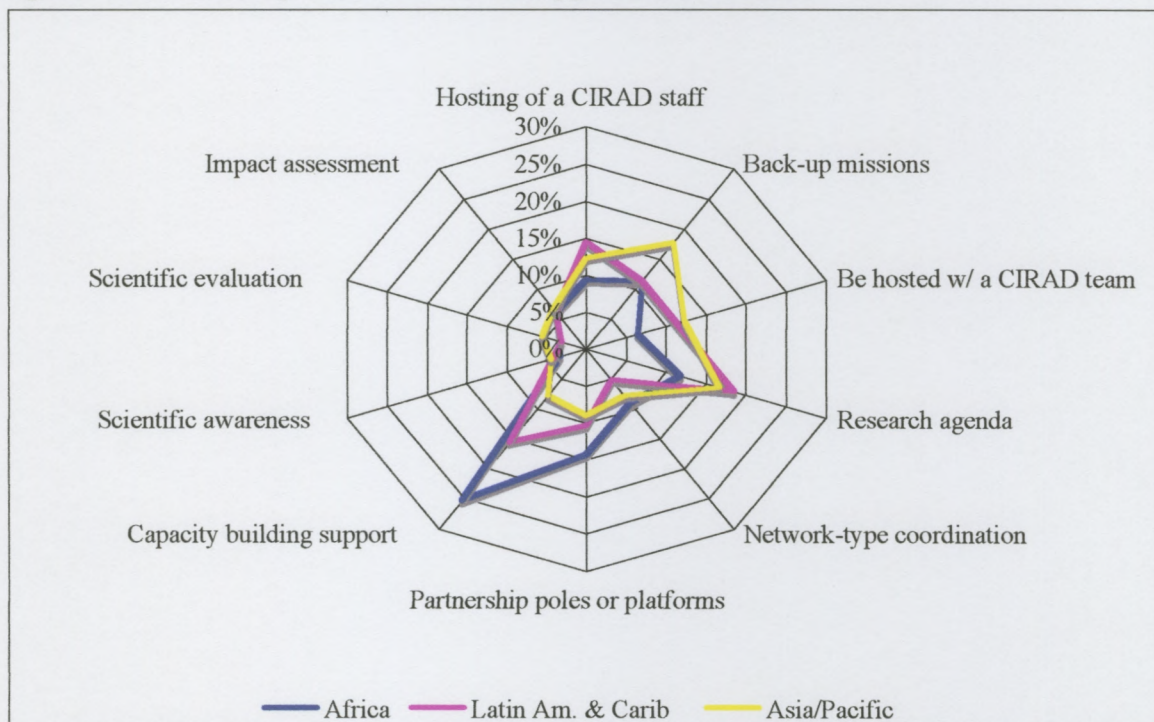


Figure 4 : Modes de partenariat à développer dans le futur



Les produits de la coopération

Des figures 5 et 6, il ressort que les produits du partenariat à privilégier sont :

- ceux de la formation
- les contrats conjoints (Afrique)
- les publications conjointes, brevets (Asie, Amérique latine)
- les biens immatériels (expertise, politiques, ...)

Figure 5: Importance des produits de la coopération actuels

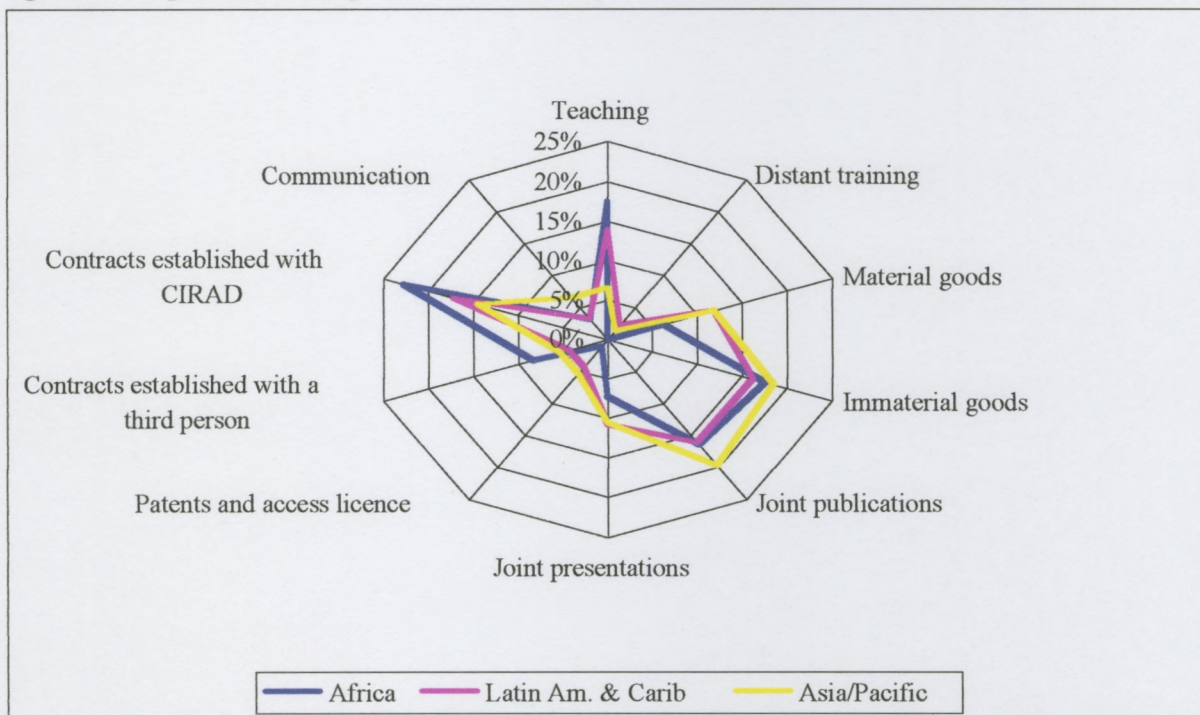
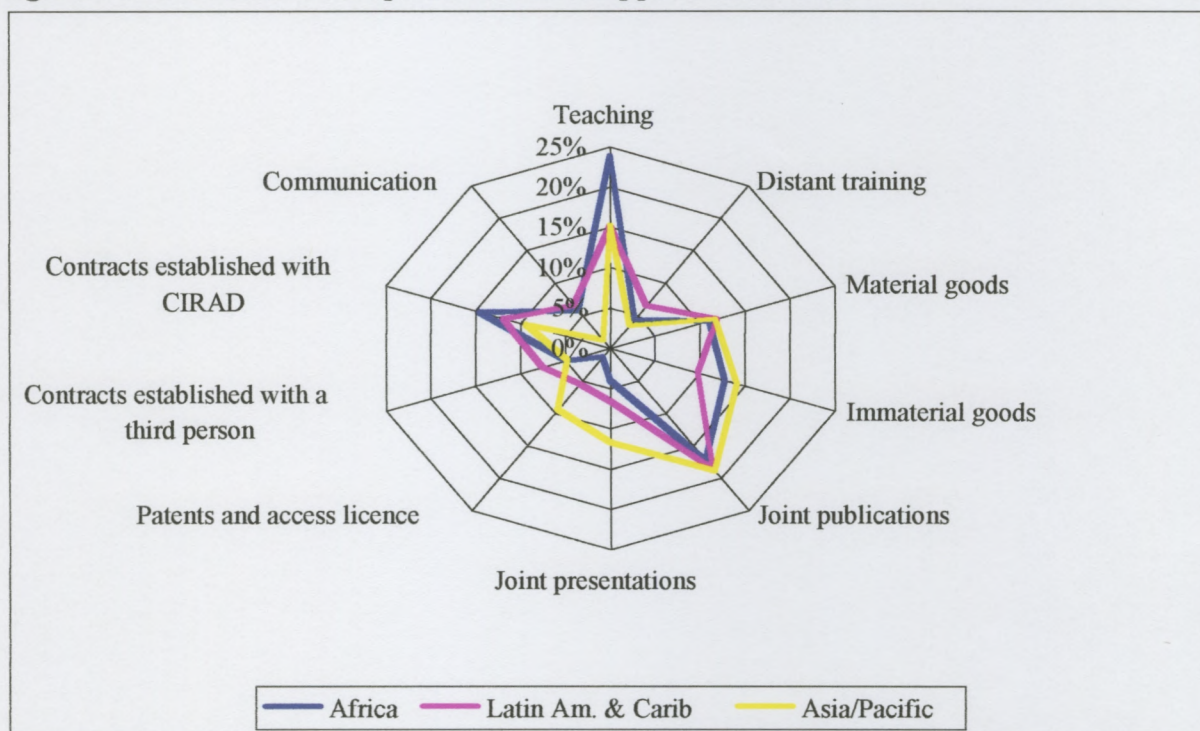


Figure 6 : Produits de la coopération à développer dans le futur



L'équilibre du partenariat

Celui apparaît équilibré à 51 % des répondants. Pour 19 %, il est déséquilibré en faveur du Cirad, pour 17 % des répondants en faveur des partenaires.

Les axes scientifiques du Cirad

L'analyse des réponses à cette dernière partie du questionnaire n'est pas très discriminante. Sur les 18 axes scientifiques présentés, l'apport de la coopération avec le Cirad a toujours été jugé positif.

Deux thèmes où la coopération avec le Cirad a été jugée la plus significative dans les 5 dernières années ressortent :

- la gestion intégrée des écosystèmes
- l'amélioration végétale et animale

2.2. ANALYSE DES CONCLUSIONS DES RENCONTRES REGIONALES : 17 RECOMMANDATIONS

- La réponse favorable des responsables à l'invitation faite par le Cirad représente un indicateur encourageant sur le bien-fondé de l'exercice. Beaucoup de participants se sont exprimés dans ce sens dans les premières séances de ces rencontres.
- Une majorité de participants venaient des institutions de recherche et d'enseignement supérieur ou des organisations de développement nationales. Les organisations régionales et les centres internationaux ont toujours été mobilisés. La participation (faible) des ONG ou des industriels a souvent donné des perspectives originales aux débats.
- Les échanges ont été d'une grande franchise, vis-à-vis du Cirad, ou directement entre les différentes parties prenantes de ces consultations : la participation de responsables d'agro-industriels lors des rencontres d'Amérique latine ont donné lieu à des débats très directs sur les relations privé-public dans la recherche.
- Malheureusement, la localisation de l'assemblée générale du Coraf à Brazzaville n'a pas permis à des invités d'Afrique australe et orientale de se joindre à ceux de l'Afrique de l'ouest et du centre : ils ont jugé la durée et les aléas du déplacement trop contraignants.
- En marge de ces rencontres, les échanges ont permis de relancer des partenariats en dormance : par exemple, la rencontre Asie/Pacifique a conduit à la reprise d'un partenariat avec la Malaisie et une forte manifestation d'intérêt de la Banque asiatique de développement vis-à-vis du Cirad.
- Les rencontres ont été divisées en séances d'ouverture plénières, en groupes de travail sur modalités de coopération et sur produits et priorités de recherche. Ces derniers ont formulé des recommandations qui ont été discutées, reformulées puis validées en séance finale. Les rapports des animateurs rendent compte de ces recommandations et de leurs observations personnelles sur ces rencontres, leur organisation et les résultats obtenus.

17 recommandations générales peuvent être retenues de ces rencontres régionales. Certaines reprennent des constats qui ne sont pas nouveaux mais qui montrent que les

partenaires jugent que le Cirad ne les prend pas suffisamment en compte ou n'évolue pas assez vite. D'autres sont plus originales. Elles relèvent de quatre domaines :

a) La communication institutionnelle et le partage des savoirs

1. Une méconnaissance des évolutions de l'établissement
2. Clarifier la coopération du Cirad avec le secteur privé (définir un cadre, des lignes directrices).
3. Contribuer à construire des bases de données, pour la gestion des connaissances ou pour l'aide à la décision politique (conventions internationales).

b) La présence au Sud

4. L'aspect quantitatif de la présence au Sud
 - en Afrique moins préoccupant que l'aspect qualitatif : appel pour accueillir des experts dans des domaines de technologie avancée ; notion de contractualisation des chercheurs basés à Montpellier.
 - Asie et Amérique latine plus intéressées par une présence physique sur le terrain du Cirad, notamment pour des approches intégrées et des compétences appliquées
5. Une demande pressante pour que le Cirad s'engage à valoriser l'expertise locale et à aider les systèmes nationaux de recherche agricole à accroître leurs ressources (perception de concurrence).
6. La confirmation de la demande forte en matière de formation en Afrique mais aussi en Asie/Océanie (*« pas de projets en partenariat sans formation d'un scientifique national »*).
7. Rôle de catalyseur du Cirad recherché : entre types de partenaires, entre disciplines, entre régions (pays émergents-pays en développement).

c) L'engagement institutionnel

8. De fortes préoccupations (critiques) sur la façon dont les partenariats se construisent : programmation partagée, engagements durables.
9. Un appel à une plus forte présence du Cirad dans les activités des organisations régionales (réseaux du Coraf, INSAH, actions de l'Apaari, de l'Iica). Perception d'un désengagement ou d'une faible visibilité.
10. Investissements souhaités pour les centres de recherche à vocation régionale et pour les unités de recherche localisées dans les pays partenaires.
11. Éviter les duplications avec les autres acteurs, notamment français.

d) L'engagement scientifique

12. Pas d'antagonismes majeurs avec les priorités scientifiques actuelles du Cirad ni de rejet de la réorganisation en cours.
13. Importance de la notion de recherche associée au développement nécessitant une approche multidisciplinaire.
14. Faire davantage apparaître la notion de lutte contre la pauvreté.
15. Piloter la recherche en fonction des orientations du marché (approche filière, plantes pérennes) (Amérique latine/Caraïbes).
16. Intérêt pour une recherche plus orientée vers des questions environnementales (Asie/Pacifique).
17. Revenir à des thèmes de recherche abandonnés (par ex. forêts en zones sèches d'Afrique) ou en devenir (noix de Cajou) et des disciplines considérées comme insuffisamment présentes au Cirad (sciences humaines et sociales).

3. PREMIERS ELEMENTS DE REPONSE

Les suites à donner à ces recommandations ont été évoquées par les partenaires eux-mêmes lors des consultations. Les débats du conseil scientifique et du comité d'entreprise ont également apporté des éléments de réponse. Une première réunion entre les directeurs de département, la direction scientifique et la direction des relations européennes et internationales a conduit à proposer des suites constructives. Enfin, les réorganisations récentes avaient anticipé certains de ces constats et proposent quelques améliorations. Tous ces éléments sont repris dans ce paragraphe.

a) La communication institutionnelle et le partage des savoirs

- Communiquer mieux et davantage sur ce qu'on fait et avec qui on le fait : résultats de la recherche à mettre en évidence sur les sites Internet du Cirad et des unités de recherche.
- Faire évaluer le site (nouvelle formule) par les partenaires
- Le réseau des Valo et le comité d'éthique proposent une charte de conduite avec le secteur privé
- Lier l'engagement avec le privé à des objectifs de lutte contre la pauvreté et les inégalités.
- Réfléchir à l'engagement du Cirad pour le développement du (petit) secteur privé.
- Organisation d'un congrès (virtuel ?) du Cirad avec ses partenaires pour faire le point sur l'état des connaissances acquis par les unités de recherche du Cirad.
- Lancer une formation permanente « politiques publiques » et identifier les chercheurs ayant une expérience proche ou lointaine en matière de formation de politiques publiques (macro, sectorielles ou territoriales). Réunir les informations sur l'intranet.
- Organiser un premier cour international de formation en politiques publiques (en partenariat avec Sciences Po, INRA, London school of Economics, etc.).

b) La présence au Sud

- Ces recommandations s'inscrivent aussi dans la suite à donner au rapport du groupe de travail sur la mobilité et dans l'élaboration du plan d'investissements scientifiques de l'établissement.
- Favoriser la mobilité entre continents des chercheurs expatriés du Cirad.
- Dans le renforcement quantitatif de la présence au Sud du Cirad, privilégier les zones hors Afrique de l'Ouest et du Centre.
- Formaliser les partenariats « terrain » des chercheurs basés à Montpellier.
- Développer l'accueil des chercheurs du Sud, notamment par le biais d'allocations de recherche pour des doctorants.
- Mieux valoriser l'investissement « expatriation » par des moyens de partenariats plus diversifiés : ouvrir un débat sur l'articulation entre volonté de plus forte présence au Sud et demande qualitative des partenaires africains ; proposer à équivalent budgétaire identique des modalités plus diversifiées de présence au Sud.
- Evaluer la mobilisation actuelle des chercheurs du Sud dans les activités contractuelles du Cirad (réponses à appel à propositions, projets de développement, ...).

- Réfléchir à un « statut » de chercheur associé du Sud en fonction de divers objectifs et pour mieux valoriser l'investissement au Sud du Cirad.
- Rendre compte sur les produits conjoints avec les partenaires.
- Préciser dans les lettres de mission la nécessaire mobilisation des chercheurs du Sud.
- Engager le chantier prévu au plan triennal de la DREI sur la politique de l'établissement en matière de formation et, plus généralement, de renforcement des compétences, en intégrant les engagements des unités de recherche et des chercheurs dans ce domaine, à Montpellier et dans l'outre-mer.
- Utiliser les PCP/URP pour internationaliser les équipes scientifiques.
- Réponses à trouver à travers les engagements dans les structures régionales et internationales, notamment grâce aux programmes communautaires.

c) L'engagement institutionnel

- Généraliser/améliorer les plans stratégiques issus de réunions de concertations avec les institutions partenaires nationales, régionales ou internationales. Contractualiser les engagements pris puis les évaluer de façon conjointe à échéance.
- Organiser des ateliers de réflexion conjoints sur des questions scientifiques majeures.
- Réunion de concertation avec le Coraf prévue en décembre 2004. Prévoir une démarche identique en Asie/Pacifique et en Amérique latine/Caraïbes.
- Favoriser l'engagement conjoint avec d'autres partenaires européens vers les organisations régionales.
- S'engager dans le développement/renforcement de plates-formes biotechnologiques en Afrique de l'Ouest et centrale (ex. : coton, CARBAP, CERAAS, CIRDES, ...).
- Promouvoir les engagements de type PCP-URP sur financements propres (BCRD).
- Partager néanmoins avec les partenaires le principe de financements additionnels nécessaires au développement des activités (notion de projet).
- Créer des dynamiques conjointes avec les acteurs français de la recherche et de la formation vers le Sud, par exemple pour le renforcement des capacités scientifiques locales, pour les investissements scientifiques, etc.
- S'engager dans la construction du pôle d'agronomie de Montpellier et dans ses interactions vis-à-vis du Sud.

d) L'engagement scientifique

Ce qui ressort de l'image que nous renvoient les partenaires c'est celle d'un établissement qui n'a pas évolué au même rythme que ses partenaires. La recherche pour le développement n'est plus un processus de simple production de connaissances et de valorisation dans le cadre d'actions de développement ponctuelles. La relation au partenaire de recherche est aussi essentielle que le processus de production et de valorisation de connaissances. Elle ne se limite pas à celle de client *versus* producteur. Une évolution forte vers la notion de parité en recherche est attendue. Le Cirad a encore une forte image de paternalisme, en premier lieu en Afrique de l'ouest et du centre. Quelle place les acteurs du Sud prennent-ils dans la formulation de la

demande de recherche au Cirad ? Quel rôle les chercheurs du Sud jouent-ils dans la définition des objets de la recherche du Cirad ? dans la traduction en questions scientifiques des enjeux du développement ? Quel est l'impact du secteur privé dans l'identification de la pertinence des travaux conduits par le Cirad ? Comment la spécificité des activités du Cirad se traduit-elle de façon complémentaire par rapport à ce qui se fait ailleurs ? Comment compenser par des activités de type réseau les aléas des soutiens budgétaires additionnels ?

Toutes ces questions doivent donner lieu à des réflexions en interne sur la programmation scientifique en se fondant sur le principe d'un co-développement et de partenariats plus égaux. L'un des éléments moteurs de cet exercice sera la définition des interactions, de toutes natures. Les modèles proposés par les PCP et les URP semblent, dans la mise en œuvre et peut-être aussi dans la programmation de la recherche, de plus en plus incontournables dans le dispositif scientifique et international du Cirad.

Conclusion

Au plus tôt, le projet scientifique des unités de recherche doit être élaboré en intégrant les premiers éléments de réponse proposées aux recommandations des partenaires. L'exercice qui conduira à la rédaction du contrat d'objectif va se complexifier. Plusieurs chantiers vont l'alimenter dans le début de l'année 2005 : évaluation des PCP, stratégie en matière de renforcement des compétences, réflexions de nature scientifique. Un rendez-vous est prévu en mai 2005 à Montpellier avec un échantillon représentatif de la diversité des partenaires du Cirad pour partager avec eux les suites données à cet exercice, notamment en matière de programmation scientifique.

Annexe de la 1^{ère} partie :

Groupe de travail interne – Echancier et documents produits

a. Composition du groupe de travail

Nom	Département	Fonction
Gilles Saint-Martin (animateur)	DG	Directeur DREI
Mireille Mourzelas (secrétaire)	DG	Déléguee DREI
Michel Benoît-Cattin	DG	Délégué DS
Pierre Fabre	CA	Chef de programme
Hubert Guérin	EMVT	Directeur adjoint pour les affaires scientifique
Rolland Guis	TERA	Directeur de département
Hélène Joly	FORETS	Chercheur
Marie de Lattre-Gasquet	DG	Conseillère
Christophe Montagnon	CP	Chef de programme
Jean-François Renard	EMVT	Chargé de valorisation
Henri Rouillé d'Orfeuil	DG	Chargé de mission DREI

b. Calendrier du chantier

Juin - Novembre 2003	Discussion du groupe de travail avec le consultant retenu sur le processus Mobilisation du secrétariat du Forum mondial Présentation du processus lors de l'assemblée annuelle du groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
Décembre 2003	Sensibilisation des partenaires français et des tutelles Mise au point des listes de partenaires à cibler et du questionnaire
Janvier 2004	Communication générale sur la consultation des partenaires du Cirad Lancement de l'enquête
Mars-Avril 2004	Analyse des réponses au questionnaire
Avril - septembre 2004	Organisation des 3 rencontres régionales : <ul style="list-style-type: none"> • Afrique lors de l'AG du CORAF au Congo • Asie/Pacifique à l'AIT (Bangkok) • Amérique latine/Caraïbes à l'IICA (Costa-Rica)
Septembre - novembre 2004	Mise au point des rapports de conclusions des consultations régionales par les animateurs Présentation des résultats lors des rencontres de septembre, au CE et au CS Discussions avec les départements des suites à donner aux recommandations.
Décembre 2004	Débat au sein du Conseil d'administration
2005	Contribution à la rédaction du premier document de travail pour la contractualisation Restitution auprès des partenaires

c. Documents produits

- 1) Premier document de travail – DREI, avril 2003
- 2) Comptes-rendus de réunion du groupe de travail Cirad (de juin 2003 à mars 2004)
- 3) Proposition technique par Technopolis – novembre 2003
- 4) Rapport d'étape du groupe de travail – décembre 2003.
- 5) Questionnaire en français, anglais, espagnol et portugais – février 2004
- 6) Analyses des résultats par Technopolis :
 - résultats du questionnaire – mai 2004
 - résultats régionaux pour l'Afrique, l'Asie/Pacifique, l'Amérique latine/Caraïbes – avril/septembre 2004
- 7) Compte-rendu de l'atelier régional pour l'Afrique par Michel Sédogo
- 8) Compte-rendu de l'atelier régional pour l'Asie/Pacifique par Lee Van Minh
- 9) Compte-rendu de l'atelier régional Amérique latine/Caraïbes par Victor Palma

2^{ème} PARTIE

RECOMMANDATIONS

DES PARTENAIRES DU SUD

LORS DES RENCONTRES REGIONALES

4 RECOMMANDATIONS DES PARTENAIRES D'AFRIQUE

(Michel Sedogo)

En marge des travaux de la 5^e Assemblée Générale du CORAF/WECAR, une rencontre a eu lieu le 17 Avril 2004 à l'Hôtel Méridien de Brazzaville entre le Cirad et ses partenaires africains représentés par la plupart des Directeurs Généraux des SNRA membres de CORAF, des centres et organismes sous-régionaux, régionaux et internationaux de recherches agricoles.

La rencontre dont l'animation a été confiée au Dr Michel P. Sedogo, directeur de Recherche du CNRST/INERA du Burkina Faso a été menée selon les séquences suivantes :

- Mots introductifs de l'animateur et du président de Comité Exécutif de CORAF/WECAR ;
- Présentations des objectifs de la consultation, de l'évolution du Cirad et des premiers résultats de la consultation électronique respectivement par Sie Koffi, Jacques Meunier du Cirad et Sophie Bussillet de Technopolis ;
- Discussions en plénière sur les présentations et l'état du partenariat entre le Cirad et les SNRA africains ;
- Travaux au sein de deux groupes, d'une part sur les produits et les orientations scientifiques et d'autre part sur les mécanismes de partenariat ;
- Présentation des travaux de groupe et synthèse de la rencontre en plénière.

4.1. MOTS INTRODUCTIFS

Dans son mot introductif, le Dr Michel P. Sedogo a souhaité la bienvenue aux participants au nom des responsables du Cirad. Il a aussi rappelé les différentes concertations qui ont eu lieu dans le passé, les objectifs du processus en cours et souhaité des discussions ouvertes et franches dans l'optique de bâtir un partenariat fort, dynamique et durable.

M. Sie Koffi, Président du Comité Exécutif de CORAF/WECAR s'est réjoui de cette initiative du Cirad, ce d'autant plus que depuis Bangui, il y avait un sentiment de défection de la France vis à vis du CORAF.

Bien que le Cirad et l'IRD aient été présents à la 5^e Assemblée, le CORAF aurait souhaité la présence du partenaire France qui dès le départ avait accompagné la dynamique CORAF. Il a souhaité que ce faux pas puisse être rectifié.

S'adressant aux participants, Sie Koffi a souhaité un dialogue franc et l'élaboration d'une philosophie commune avec le Cirad.

4.2. PRESENTATION DES RESPONSABLES DU CIRAD ET DE TECHNOLIS

4.2.1. Objectifs de la consultation

La présentation faite par Gilles Saint-Martin, directeur des relations européennes et internationales, s'est focalisée sur le processus en cours au niveau du Cirad dans le cadre de l'élaboration du projet stratégique 2001-2010.

Ce processus nécessite des concertations avec les différents partenaires pour une prise en compte de leurs priorités, de leurs attentes (en terme de recherche, des formations et d'appui au développement), pour apporter des réponses adéquates sur certaines questions en réflexions, notamment :

- le rôle du Cirad vis-à-vis des réseaux ;
- la place des chercheurs du Sud au sein des équipes du Cirad ;
- les modes de partenariat avec le secteur privé ;
- les conditions d'un partenariat durable.

4.2.2. Orientations du Cirad

Jacques Meunier, directeur scientifique adjoint du Cirad a présenté les réflexions en cours sur l'organisation scientifique du Cirad :

- amélioration des connaissances, analyse, production ;
- amélioration de la productivité, valorisation des produits ;
- écosystèmes et gestion des ressources naturelles ;
- durabilité des systèmes de production (viabilité, reproductibilité et bien être).

4.2.3. Présentation des premiers résultats de la consultation électronique des partenaires

Cette présentation faite par Mme Sophie Bussillet de Technopolis a permis aux participants d'avoir les premières tendances résultant de la concertation électronique.

4.3. DISCUSSIONS GENERALES

Les discussions qui ont suivi les présentations ont porté aussi bien sur les présentations que sur la perception que les participants ont du partenariat avec le Cirad.

4.3.1. Sur le partenariat

Il a été constaté que le Cirad subissait de fréquentes restructurations entraînant des changements d'approche au niveau du partenariat. Ces changements fréquents déroutent et perturbent les différents partenaires, ce d'autant plus qu'ils ne sont pas souvent informés et *a fortiori* impliqués dans les réflexions. Il a été souhaité une meilleure information des partenaires dans les choix stratégiques. L'exemple des PCP, UR, URP et UMR a été cité.

Le problème de l'accueil et de la gestion des chercheurs du Cirad dans les équipes de recherche a été posé. Comment arriver à une meilleure intégration de ces chercheurs sur le terrain ?

- Certains participants ont positivement apprécié les activités menées par le Cirad mais ont déploré la faible visibilité de l'institution. Des efforts devraient être faits pour rendre le Cirad plus visible, pour sa promotion en particulier au niveau de la zone anglophone.

- Il a été noté une forme de compétition entre le Cirad et ses partenaires de terrain pour l'accès aux ressources, notamment les structures à statut privé. Cette situation ne facilite pas le partenariat. Des mécanismes appropriés devraient être mis en place pour une coopération saine avec les partenaires.
- Depuis la restructuration du CORAF et de ses réseaux, le sentiment qui se dégage est un retrait du Cirad vis-à-vis du CORAF. Des concertations devraient être faites entre CORAF et Cirad afin que celui-ci puisse à nouveau collaborer activement au niveau des programmes scientifiques du CORAF.
- Les rapports entre le Cirad et l'IRD ont aussi été abordés. Sur certains champs disciplinaires, la différence entre les deux structures n'est pas évidente. Parfois même, il semble exister une sorte de concurrence.
- Il y a eu un désengagement du Cirad dans certaines activités des pays (cas de la recherche forestière du Bénin) ou dans certaines structures sous régionales (cas de l'INSAH). Souvent ces retraits sont liés à l'arrêt des financements (cas de la Guinée). Les questions qui se posent sont d'une part les possibilités de retour du Cirad sur ces sites et d'autre part les modalités de préparation d'une relève au niveau des SNRA pour pallier le départ des chercheurs du Cirad.

4.3.2. Produits et orientations scientifiques

Les discussions ont porté sur :

- les terminologies utilisées dans les tableaux d'axes thématiques ;
- la non mise en exergue de certains axes, notamment les sciences sociales.

4.3.3. Questionnaire

Des questions d'éclaircissement sur les premiers résultats du questionnaire électronique et le mode d'échantillonnage utilisé ont été posées. D'une manière générale le taux de retour des fiches a été jugé faible. Ce questionnaire a été aussi jugé complexe, difficile à comprendre. Par exemple, une forme plus simplifiée aurait dû être élaborée pour les bailleurs de fonds. Pour la plupart des questions soulevées, il a été décidé de les discuter à fond dans les groupes de travail.

4.4. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE GROUPES

4.4.1. Groupe 1

Président : Prof. BOLY Hamidou, INERA Burkina
 Rapporteurs : Prof. Abdoulaye GOURO, CIRDES
 Dr. Harold Macauley, CERAAS
 Thème traité : Produits, activités et priorités scientifiques

Ce groupe a débuté ses travaux par un exposé sur l'organisation scientifique du Cirad.

1 Mandat du Cirad

- Recherche surtout dans le domaine agricole : produits jusqu'à la transformation et la mise en marché
- Formation : professionnelle – diplômante
- Appui institutionnel (matière scientifique et technique) et conseil à la demande des états concernant les politiques agricoles.

2 Organisation interne

Sept départements :

Cultures annuelles : cultures alimentaires (riz, maïs, mil, sorgho, igname, canne à sucre, coton, écosystèmes cultivés)

Cultures pérennes : (cacao, café, cocotier palmier à huile et hévéa)

Productions fruitières et horticoles : arboriculture fruitière (manguiers, papayers, agrumes: bananier plantain, ananas, productions horticoles)

Emvt : production animale centrée sur les bovins et les monogastriques et les petits ruminants, la pisciculture, santé animale et les maladies émergentes).

Forêts : forêts naturelles (gestion biodiversité valorisation des produits ; Politique et plantation forestière avec un accent sur l'Eucalyptus et le Tek).

Tera : aménagement de territoires, exploitations familiales, collectives générales

Amis : Méthodes diagnostiques connaissance de base (modélisation aide à la décision, biotechnologie).

Conclusions

Au niveau des produits

1. la formation. Axe principal du renforcement des capacités, la formation doit être opérationnelle et pratique. Il faut veiller à travers les accords de coopération pour que la formation d'un homologue africain devienne un principe. Outre les formations diplômantes, un accent devrait être mis dans les domaines comme le transfert des technologie ou l'élaboration de projets « bancables » ;
2. des contrats doivent être élaborés entre le Cirad et ses partenaires (SNRA, organisations sous-régionales) pour bien préciser les domaines de coopération ;
3. ces contrats et protocoles régleront de fait les problèmes de brevets, licences d'exploitation et d'une manière globale d'accès aux ressources, de répartition des bénéfices et de gestion des chercheurs ;
4. eu égard à la rareté des ressources financières, la mise en place de centres régionaux d'excellence disposant d'équipements adéquats apparaît de plus en plus comme une solution incontournable. Il est souhaité que le Cirad s'implique dans cette dynamique ;
5. tenant compte des compétences disponibles aussi bien dans les SNRA qu'au niveau du Cirad, il est proposé une valorisation commune de ces compétences par le biais de la consultance et de l'expertise ;
6. avec l'informatique, il y a des risques de diminution de la qualité scientifique. Il a été souhaité que le Cirad puisse s'investir à côté des SNRA sur cette problématique de démarche qualité.

Au niveau des priorités scientifiques

Par rapport aux réflexions en cours au niveau du Cirad, il a été noté :

1. la faible prise en compte des aspects sociologiques, notamment dans le domaine de la foresterie ; un accent doit être mis sur les questions liées aux effets de la pression démographique ;
2. une attention doit être portée sur les relations entre les cultures et leur environnement et la l'agro biodiversité en zone humide ;
3. dans le domaine des écosystèmes et gestion des ressources naturelles, la caractérisation des forêts naturelles et plantées demeure une priorité ;
4. au niveau des productions animales, les systèmes d'élevage et l'aviculture ne semblent avoir été suffisamment pris en compte ;
5. l'agriculture péri-urbaine et l'horticulture hors de la zone péri-urbaine sont à prendre en compte.
6. la transformation et les normes de qualité constituent aussi des priorités : mise au point de paquets technologiques, conséquences des produits sur l'environnement.

4.4.2. Groupe 2

Président : Dr KOALA Saïdou, ICRISAT Niamey
Rapporteurs : Netoyo LAOMAIBAO, INSAH Bamako
Thème traité : Modalités de partenariat

Ce groupe, après s'être accordé sur la typologie des partenaires a fait une série de recommandations dans l'optique d'un partenariat dynamique et durable avec le Cirad.

La typologie des partenaires

Systèmes nationaux de recherche agronomique SNRA (recherche, formation)
Centres sous-régionaux et régionaux
Organisations sous-régionales (CORAF) et régionales (FARA)
Secteur privé

- de recherche
- agro-industriels

Organisations de producteurs
Agences gouvernementales et intergouvernementales
Centres internationaux de recherche agricole

3 Les cadres et mécanismes de collaboration entre le Cirad et ses partenaires

Eléments de synthèse

- Il est important de voir les nouveaux cadres de concertation qui émergent, en plus des cadres existants. Ce processus est dynamique : cf. émergence des fonds compétitifs, exploitation de l'expertise du Cirad.
- Le Cirad est un partenaire et non un organisme d'assistance, ce qui implique une réciprocité. Même un « partenaire pauvre » a du personnel, des infrastructures etc. à mettre dans la balance.
- Au niveau national par exemple, dans l'élaboration de nos stratégies, il nous faut impliquer nos partenaires. Prenons l'exemple de cette consultation du Cirad.

- La collaboration, le partenariat ne signifie pas nécessairement la présence en poste d'un chercheur du Cirad. Un chercheur basé à Montpellier peut tout à fait intervenir dans un projet de recherche.

Comment

- concevons- nous les partenariats ?
- construire des partenariats durables ?
- mettre en œuvre les partenariats
- mettre nos ressources en commun ?
- les conventions doivent être élaborées et ensuite respectées ?

Recommandations

- Il faut contractualiser les chercheurs du Nord. C'est un élément des protocoles d'accord.
- La diminution du nombre de chercheurs du Cirad sur le terrain peut être compensée par d'autres mécanismes comme la formation ou l'appui matériel.
- Dans le cadre des projets conjoints, quand il manque des experts locaux il faut affecter, sur une base contractuelle, des chercheurs du Cirad. Mais quand l'expertise existe le partenariat peut se faire à travers le chercheur Cirad basé à Montpellier, et/ou un appui matériel. Il faudrait que l'on s'oriente plus vers des missions « d'échange » que vers des missions « d'appui ».
- L'envoi des post-doc ou même des thésards dans les équipes du Sud est à encourager car contribuant à résoudre les problèmes de ressources humaines.
- Souci de voir le Cirad contribuer réellement au renforcement des capacités par l'association des chercheurs du Sud aux expertises réalisées dans leur espace ;
- Recherche de financements et montage de projets : privilégier la conception commune des projets et rechercher les financements ensemble en mettant à contribution les avantages respectifs ;
- Propriété intellectuelle : ce sont des éléments de contractualisation ;
- Repenser le partenariat dans le nouvel espace européen ;
- Améliorer la lisibilité des actions du Cirad par rapport aux autres espaces linguistiques ;
- Avoir des protocoles avec les structures sous régionales en ce qui concerne les préoccupations/activités sous-régionales ;
- On est de plus en plus dans une période de rareté des ressources. Le Cirad grâce à son dispositif mondial, à son label, doit pouvoir s'impliquer plus pour aider les SNRA à trouver des ressources (auprès de l'UE etc). Le Cirad peut aider à mobiliser les ressources financières disponibles au niveau des diverses agences ;
- Redynamisation des réseaux pertinents dans la construction ou la reconstruction des plates formes d'excellence. Il faut à cet effet que les systèmes nationaux fassent un exercice de clarification des priorités. Cela nécessite également une évaluation, un bilan, un état des lieux. Le Cirad est appelé à s'impliquer dans la mise en place de ces centres d'excellence.
- Nécessité d'une communication permanente entre le Cirad et ses partenaires afin de permettre à ces derniers de suivre ses restructurations ;
- Nécessité d'élaborer de nouveaux domaines de coopération : ex. : les biotechnologies ;

- Le Cirad doit s'inscrire dans le cadre d'un projet inter-institutionnel, et pas seulement dans des projets particuliers ;
- Les fonds compétitifs quand ils existent, doivent être un cadre privilégié de coopération (ex. du Sénégal).
- Il a été souhaité que le Cirad s'implique beaucoup plus dans les réflexions régionales actuellement en cours sur les thématiques.

Après l'adoption par acclamation des rapports des groupes, Messieurs Gilles Saint-Martin et Sedogo P. Michel ont tour à tour félicité les participants pour la qualité du travail. La clôture de la rencontre est intervenue à 16 h 15 mn.

4.5. CONCLUSIONS ET OBSERVATIONS

Bien que cette rencontre ait été brève, les résultats escomptés ont été pleinement atteints. En effet, la qualité des discussions caractérisée par un dialogue ouvert, direct et franc a permis de dégager des pistes pouvant aider le Cirad à revoir sa politique de coopération en fonction des attentes de ses partenaires africains.

Il est indéniable que le Cirad n'est pas un bailleur de fonds. Il ne peut non plus être partout à la fois. Mais ce qui est ressorti de cette rencontre c'est qu'il existe un besoin en communication. L'instauration d'un dialogue permanent, d'un mécanisme de communication avec ses partenaires africains va permettre au Cirad de compenser ce que certains prennent comme un désengagement et/ou des changements incessants de politiques.

Le Directeur Général du Cirad était fortement attendu à la 5^{ème} Assemblée Générale du CORAF suivie de cette concertation. La construction d'un partenariat dynamique et durable va nécessiter son implication personnelle aux cotés de CORAF et de ses SNRA membres, du moins pendant les phases critiques de son évolution. Cette assemblée Générale en était une dans la mesure où elle se tenait sous l'égide d'un nouveau Secrétaire Exécutif.

Il subsiste encore des incompréhensions avec les partenaires sur le terrain, notamment par rapport à la gestion des activités post-projets, à l'insertion des chercheurs dans les équipes, l'accès aux ressources, etc. Une généralisation des accords de coopération avec des mécanismes de concertations périodiques devraient permettre de régler ces problèmes à terme. Dans cette optique, la signature d'un protocole d'accord avec le CORAF devrait permettre la relance de la dynamique qui existait à travers les réseaux.

La formation apparaît comme une préoccupation majeure de la plupart des responsables des SNRA. C'est certainement un créneau dans lequel le Cirad devrait marquer la différence avec les autres partenaires, et cela en relation avec les universités (formations diplômantes) et les institutions spécialisées (formation à la carte pour rendre les équipes opérationnelles : valorisation des résultats, élaboration de projet, etc.).

4.6. LISTE DES PARTICIPANTS

1. AGBOBLI Comlan Atsu	ITRA	Groupe 1
2. AGYEMANG Kwaku	ITC	Groupe 2
3. AKYEAMPONG Ekow	INIBAP	Groupe 1
4. ANGUE OBAMA Isaias	CEMAC	Groupe 2
5. ARODOKOUN Y. David	INRAB	Groupe 2
6. ATTA-KRAH Kwessi	IPGRI	plénière
7. AYUK-TAKEM Jacob	IRAD	Groupe 2
8. BADU-APRAKU Baffour	IITA	Groupe 2
9. BANI Grégoire	CRAL Congo	Plénière
10. BASSEY Michael W.	ILRI	Groupe 2
11. BOLY Hamidou	INERA/Burkina	Groupe 1
12. BOTTINBERG Harry	USAID	Plénière
13. BRUCE-OLIVER Samuel	ADRAO	Groupe 2
14. BUSSILLET Sophie	Technopolis France	Groupe 2
15. CARREAU Robert	Commission Européenne	Groupe 2
16. CHADMA M. L.	AVRDC	Groupe 2
17. CISSE Amadou B.	IER	Groupe 2
18. CISSE Sékou	IRAG	Groupe 2
19. DADY Demby	CORAF/WECARD	Groupe 2
20. DIABANGOUAYA Maurice	CRFL/Congo	Groupe 1
21. DIOMANDE Kédro	CNRA/Côte d'Ivoire	Groupe 1
22. ESTRELLA Jaime	IPGRI	Groupe 1
23. GANGLO C. Jean	SNRA/Bénin	Groupe 1
24. GAUTHIER Jérôme	CIRAD	Groupe 1
25. GOMA Maurice	ECO.SA	Groupe 1
26. GOTOECHAN-HODONOU H.	INRAB	Groupe 1
27. GOURO Abdoulaye	CIRDES/Burkina	Groupe 1
28. ITOUA-NGAPORO Assori	DGRST/Congo	Groupe 2
29. KOALA Saïdou	ICRISAT	Groupe 2
30. KOFFI Sie	CNRA CI CORAF	Groupe 2
31. LAOMAIBAO Nétoyo	Institut du Sahel	Groupe 2
32. MAGANGA Joseph	CERAG Congo	Groupe 2
33. MEUNIER Jacques	CIRAD	Groupe 1
34. MOUNTANDA Antoine	SNR Congo	Groupe 1
35. NWALOEZIE Marcel	CORAF/WECARD	Groupe 1
36. OUABONZI Antoine	CERVE Congo	Groupe 2
37. PALMIER Harry	IRD	Groupe 2
38. PANGUI Joseph	EISMU	Groupe 2
39. ROY-MACAULEY Harold	CERAAS	Groupe 1
40. SAINT-MARTIN Gilles	CIRAD	Groupe 2
41. SANYANG Sidi	WARDA	Groupe 2
42. SEDOGO Michel	INERA/CNRST	Groupe 1
43. SEINY-BOUKAR Lamine	PRASAC	Groupe 2
44. SEREME Paco	CORAF/WECARD	Groupe 2
45. TATHY Jean-Pierre	DGRST/Congo	Groupe 1
46. TEMBELY Saïdou	LCV/Mali	Groupe 1
47. TOMEKPE Kodjo	CARBAP	Groupe 2

5. RECOMMANDATIONS DES PARTENAIRES D'ASIE ET DU PACIFIQUE (*Le Van Minh*)

5.1. EXECUTIVE SUMMARY OF DISCUSSIONS AND PROPOSED RECOMMENDATIONS

This executive summary presents the main outcomes of the discussion : on the one hand, the priorities, outputs and modes of cooperation Cirad should develop ; an on the other hand, the main recommendations the participants of the meeting addressed the Cirad.

5.1.1. Priorities

- Environmental-friendly research
- Policy research
- Protection and post-harvest research
- Development of appropriate tools
- Specific commodities
- Technology adoption

5.1.2. Outputs

- Capacity building
- Improved technologies and knowledge
- Sharing of materials and information
- Methodology and models
- Appropriate policy recommendations
- Human resources development
- Business partnerships

5.1.3. Modes of cooperation

- Cirad should take into account
 - the application of the “Indigenous Knowledge” related to agriculture
 - the research outputs
- Cross-cutting issues
 - partnership with regional institution (it should be more institutionalized)
 - partnership with private sector
 - capacity building
 - networking
 - work on “common” agenda e.g food security, poverty reduction, environmental sustainability
 - more consultation process
 - monitoring and evaluation including policy research
 - flexibility of research platform

- Cirad should do more
 - Joint-research program or research unit in countries
 - Partner-specific strategy of Cirad (Cirad strategy need to be adapted to the research partner)
 - Cirad should take into account the regional perspective's, but be flexible enough to adapt to each country's priorities
 - Exchange young scientist from the region with France

5.1.4. Overall recommendations

- The need for research *for* development has been highlighted
- There is a necessity of a multi- and inter- disciplinary research to solve complex problems
- Students and researchers mobility (scholarships...) is an important tool that should be improved
- Cirad has to send more experts in the region and put an emphasis on training and capacity building, that could be done through staff exchanges
- Cirad has to prioritise according to its strategy and capacities, and adapt its priority from country to country
- Cirad must have a more proactive role in supporting regional coordination to solve regional problems (networking)
- The importance of dissemination of technologies from research institutions to end-users (farmers...)
- The importance of monitoring and evaluation
- The importance of cooperation with private sector
- The importance of joint projects based on shared expertise

5.2. PRESENTATION

In order to open a direct discussion with managers and decision makers of institutions and organizations involved in agricultural and rural development for the Asian-Pacific region, a Cirad Consultation seminar has been organized on 31st May-1st June 2004 at the Bangkok based Asian Institute of Technology (AIT).

The seminar, of which Mr Le Van Minh¹ was chairman, was organised as follow :

- Opening ceremony by the President of AIT Jean-Louis Armand, and by Patrick Quidel, Regional Counsellor for cooperation at the French Embassy in Bangkok
- Presentation of
 - the objectives of the consultation by Gilles Saint-Martin Director of European and International Relations of Cirad
 - the new scientific organisation of Cirad by its Deputy Scientific Director Jacques Meunier

¹ See List of participants

- the activities of APAARI in the region and the cooperation programme with Cirad, by Sahdev Singh, Assistant Executive Secretary of APAARI
- the results of a questionnaire survey sent to international partners of Cirad, by Sophie Bussillet, Technopolis France
- Discussion in plenary session on the above presentations
- 2 working groups sessions, one on products and scientific priorities, and another on cooperation modalities
- A plenary wrap up session

5.3. OPENING CEREMONY

Prof. Jean-Louis Armand, President AIT welcomed the participants and expressed his gratitude and thanks to Cirad for excellent cooperation with AIT in the field of Agriculture and Rural Development Research.

Then Prof. Patrick Quidel, Regional Counsellor for cooperation, French Embassy in Bangkok presented the French Government's policy in the Agriculture and Rural Development in the region.

5.4. PRESENTATIONS OF CIRAD, APAARI AND TECHNOPOLIS

5.4.1. Cirad expectations from the consultation process

In his speech, Mr. Gilles Saint-Martin, Director of European and International Relations of Cirad, has presented why and how Cirad could work towards defining a new international strategy in order to improve its partnerships. According to him, it is very important for Cirad to open the discussion on Cirad priorities to its partners, to make modes of cooperation better coherent with the expectations of its partners. There is also a need for a reflexion on the *raison d'être* of research and/or development. This consultation process is the way of answering these questions. It is two fold :

- from February to March 2004, a thousand of questionnaires have been sent to senior managers
- 3 consultations with regional stakeholders (Africa, Asia/Pacific, Latin America) have been/will be organised

Partners' recommendations are received and analyzed. The outcomes of this process will be reported to Cirad board of trustees at the end of 2004 together with the new international strategy. Negotiation of the quadrennial contract 2006-2009 with the Ministries of Research and Foreign Affair will be made in 2005 and returned to the partners.

Cirad expectations from the process are to better understand the added value of its activities in research (public, plant and animal mat.,) in training (professional training, Ph.D.,...) and in development (expertise services...). Mr. Saint-Martin reported that 500 students from developing countries have been received in France for training and scientific exchange programme.

Cirad expects to have

- appropriateness of outputs obtained and requests expressed by the whole partners
- adaptation of the modes of collaboration to the changing development, research and higher education policies and systems
- synergies between CIRAD and partners scientific priorities

5.4.2. Cirad and its new scientific approach

Mr. Jacques Meunier, Deputy Scientific Director of Cirad, presented the new scientific approach: on basic knowledge, analysis and diagnosis methods, the way to improve productivity and product value and quality, ecosystem, adoption - diffusion impacts.

5.4.3. Interaction between Cirad and Asia/Pacific region priorities

Mr. Sahdev Singh, Assistant Executive Secretary of APAARI presented the activities of APAARI in the region and the cooperation with Cirad.

5.4.4. Results of the questionnaire survey

In her presentation, Ms. Sophie Bussillet from Technopolis France reported the results of analysis the opinions of 281 completed questionnaire received, including 43 from the Asia/Pacific region (a response rate of 41% for the region).

The following charts give the main results of the questionnaire responses processing.

Figure 5-4-1 Importance of the following modes of cooperation with CIRAD

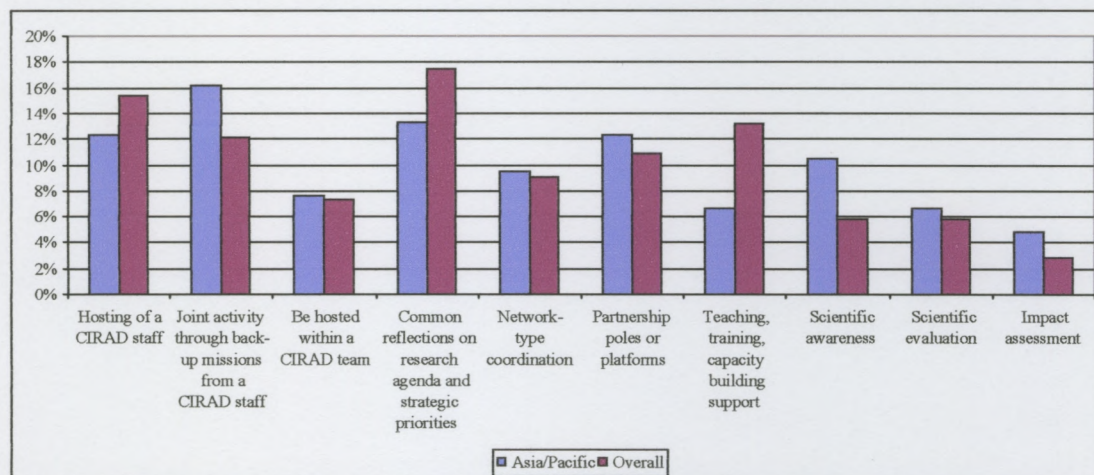


Figure 5-4-2 Modes of cooperation to develop in the future

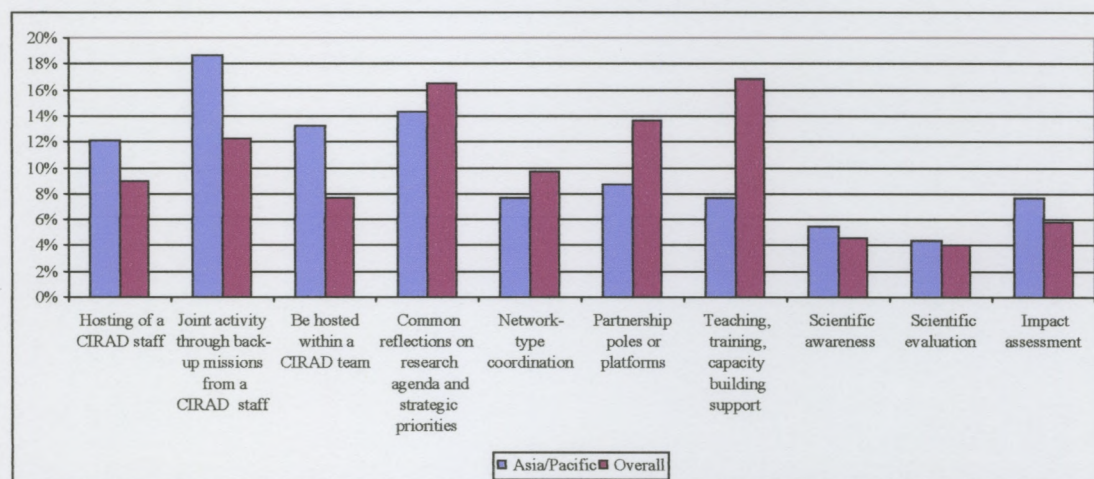


Figure 5-4-3 Importance of the following products resulting from the cooperation with CIRAD

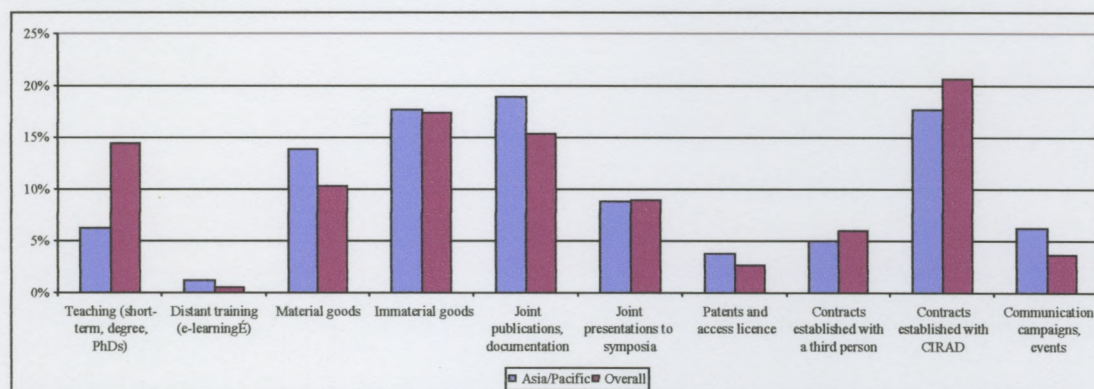
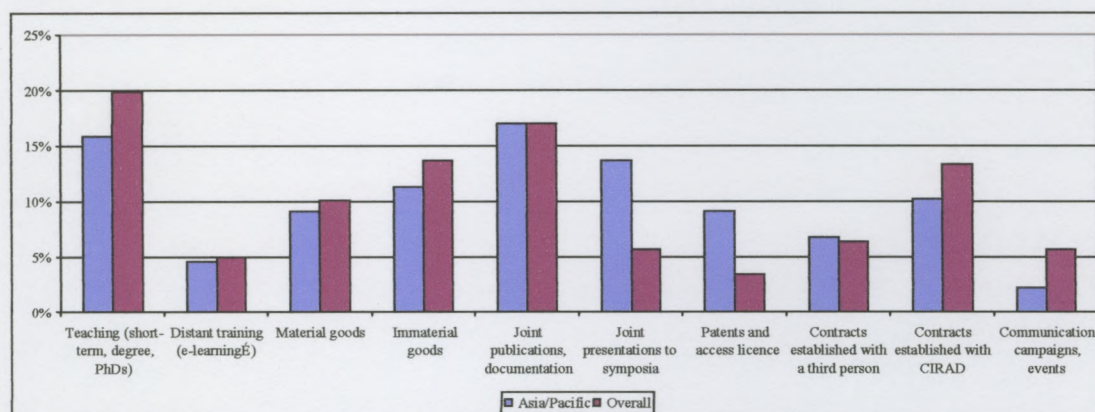


Figure 5-4-4 Products of cooperation to develop in the future



Finally, in the analysis of the free expressions of the respondents, mainly 3 issues appeared:

- Supporting the building of collaborations with third partners is frequently quoted as an important added value of CIRAD (international research networks, developing countries esp. Africa)
- Problem of financial and policy continuity
- Some advises have been expressed : e.g. Cirad should “move more towards multi- and inter-disciplinary research”, ensure result’s dissemination, develop extension activities...

5.5. GENERAL DISCUSSION

The audience then discussed the above presentations. The participants expressed their high appreciations and thanks to Cirad for the quality of cooperation.

The discussions mainly related to the following areas :

- the importance of the strategy and needs of the partners
- the modes of cooperation
- the areas of cooperation

5.5.1. The partners' needs and strategy

Cirad policy has to be in line with its partners’ interests, needs, strategies, specificities. The size of the country, whether it is scattered or not, its level of poverty, etc., are variables Cirad must take into account. There is a need for a scope of needs of developing countries.

Cirad representatives agreed in saying that their partner’s specific strategy is a crucial problem : there is extreme diversity of possible partnerships among countries, continents, islands, on equipments, facilities, knowledge etc. One of the solution would be, according to Gilles Saint-Martin, to define common agendas, with the setting up of specific priorities.

5.5.2. Mode of cooperation

The fact there is a decline of hosting of Cirad scientists, especially in Africa, has provoked numerous reactions among the participants, who stressed that human resources and human support on the field was an important tool for them.

Also, it has been asked Cirad should improve long term cooperation action plans, as "trend is now more on long term cooperation." Gilles Saint-Martin suggested that it could be implemented through PCPs (*"Pôles de Compétence en Partenariat"*). Jacques Meunier insisted on the need for impact assessment, a methodology Cirad has to improve.

Finally, the interaction between Cirad and regional institutions in agriculture research activities has also been stressed.

It has been said however that the mode of cooperation is less important than the achievements/activities of Cirad in the region, especially in the following areas.

5.5.3. Areas of cooperation

Among the suggestions and demands of the participants, the following areas of cooperation can be highlighted : biology and research on genetic resources, especially on indigenous resources, ecoforestry initiatives, sustainable crop system development and food production.

Reducing poverty, improving human health are also important issues and they did not appear in the presentations done by Cirad. There is also a consensus on the need for introducing environmentally friendly products.

The last part of the discussion focused very much on the need for research *for* development.

5.6. WORKING GROUP on "SCIENTIFIC PRIORITIES and PRODUCTS" **(Chairman : Hazelmann – Rapporteur : Murbarik Ali)**

The group had to deal with 2 issues : scientific priorities and products. The method adopted was as follow : after a round where every participant raised 2-3 products CIRAD should define as a priority, the group organised the priorities by theme and agreed finally on the outputs and products resulting from these priorities.

5.6.1. Priorities

Priorities have been divided into "research" and "technology adoption" themes. They are not in order of importance.

5.6.1.1. Research

Environmental-friendly research

- Protection of soil erosion (esp. in mountain areas)
- Eco-friendly production of fruits, vegetables and milk
- Agriculture and environmental quality
- Water-shed management
- Forest and land rehabilitation
- Biotechnology, food and environmental safety
- Water purification technologies
- Water conservation for agriculture
- Biodiversity conservation
- Biomass and renewable energies

Policy research

- Trade balance in GMOs
- IPR
- Strengthening of institutions for decentralisation

Protection and post-harvest research

- IPM, especially for fruits
- Post-harvest for high-value crops
- Early-warning system & Accurate loss-assessment

Development of appropriate tools

- Networking (strategy)
- Standardised databases, especially for GIS to facilitate policy making
- Establishment of a database centre on agricultural issues
- Research and extension interface
- Biotechnology for food security

Specific commodities

- Cashew nut processing industry building
- Improvement in cashew nut and sugar cane research capacity
- Improvement in rubber tree productivity
- Sandalwood
- Improvement in rice and cereal productivity
- Livestock production
- R&D programmes in environmental-friendly aquaculture and fish genetics
- Integrated agro-forestry for livelihood improvement
- Biopharmaceuticals
- Non timber forest products

5.6.1.2. Technology adoption

- Technology transfer
- Strengthen the link between research, extension and dissemination + feed-back systems (value chain), especially for small farmers
- Transforming small subsistence farmers into commercial farmers
- Improvement in R&D for agricultural business for small farmers

5.6.2. Outputs and products

The group agrees on all the “products” appearing in the questionnaire :

Teaching (short-term, degree, , PhDs...)
Distant training (e-learning...)
Material goods (livestock , plant, processes, equipments...)
Immaterial goods (expertise, policy elaboration...)
Joint publications, documentation
Joint presentations to symposia
Registration of patents and access licence
Contracts established with a third person through CIRAD contributions
Contracts established between CIRAD and your institution
Communication campaigns, events

There is a special need for capacity building, however other broad outputs for all priorities have been put forward.

Capacity building

- Capacity building in research
- Capacity to elaborate a strategy and to implement it
- Capacity building for proposal writing
- Problem soil climate capacity building
- Exposure of national scientists for international R&D capacities
- Capacity to implement R&D

Broad outputs for all priorities

- Improved technology
- Management systems
- Body of knowledge
- Appropriate policy recommendations
- Human resources development
- Models of technology transfer (research aspect of technology transfer)
- Development of partnerships ensuring technology transfer and business development
- Sharing of materials (include. genetic materials...) and information
- New research methodologies (include. social, policy research)

5.7. WORKING GROUP ON “MODES OF COOPERATION” (Rapporteur : Erna Maria Lokollo)

5.7.1. Issues

Here are some of the issues raised by the group 2.

Cirad should take into account

- national R&D priorities
- application on the “Indigenous Knowledge” related to agriculture
- more on how to use the research output
- research on non-timber forest product
- high-tech adaptability to Asia and pacific region
- integrated farming system
- apiculture
- collaboration with relevant R&D agencies, forum, initiatives

The cross-cutting issues are

- partnership with regional institution (it should be more institutionalized)
- partnership with private sector
- capacity building
- networking
- work on “common” agenda e.g food security, poverty reduction, environmental sustainability
- more consultation process
- monitoring and evaluation including policy research
- flexibility of research platform

Cirad should not be “trapped” into the separation between research and development, it could be bridged by collaborative research between CIRAD and other agencies that have been working in the region (public or private org., or regional institutions).

Cirad should take into account that there are big differences between the countries of the Asia and Pacific region. In some of them, for example in the Pacific, Cirad can play role in capacity building at the initial level. Whereas in other parts of the region, Cirad can make a collaborative effort with other agencies (such as DFID, ADB, GMS) to avoid duplication and make an efficient use of resources.

5.7.2. Recommendations

Here follow some of the recommendations discussed by the group 2.

Cirad should

- Do more joint-research programs or research units in countries
- Define more partner-specific strategy (Cirad strategy needs to be adapted to its research partners)
- Assign Cirad representatives to GMS (Great Mekong Sub-region)

- Establish joint laboratory with its partners
- Take into account the regional perspective, but be flexible enough to adapt to each country's priorities
- Implement specific working groups (e.g. with JIRCAS) to work on specific issues
- Make its Regional representatives interact closely with national representatives to implement the program and activity
- Exchange young scientist from the region with France. They then can work and represent both Cirad and the country they are from. This will be a low-cost burden to Cirad comparing to assigned scientist from France directly

5.8. DISCUSSION IN PLENARY SESSION

5.8.1. Networking

Networking is seen as crucial for the region, especially with local partners.

One participant suggested that, given the difficulty for Cirad to network at the regional level, it could manage cooperative results centres. A network of agencies in the region could also address multilateral cooperation.

Cirad could also back up the institutions in need of collaborative activities with other institutions of the region in supporting bilateral or multilateral cooperations between some countries.

Some participants mentioned the importance of collaboration with the private sector. In Asia the role of private sector in agricultural research is tremendous and cannot be ignored. This would help the limited capacities of our public institutions. Private sector can help to fill in some gaps.

Collaboration and networking is of course a way to develop multi- and inter-disciplinary research. Because of the appearance of new areas of research Cirad may not have the expertise or only on science and technology. Because of the complexity of development there is also a place for economists etc. This could be addressed through joint projects, counterparting expertise : a true partnership where expertises come together. Jacques Meunier mentioned that in multi-disciplinary research it is difficult to address everything. But Cirad believes in the networking approach, i.e. find the right partners collaborating on research areas where they would instead not have the capacity.

There should also be capacity building activities towards multi- and inter-disciplinary research.

5.8.2. Capacity building and mobility

Staff exchange is highly important, especially regarding the hosting of Cirad agents in the region.

In term of training and exchange of student, regional institutions like AIT, CIRCA raised the importance of setting up with Cirad in order to connect scholars to the problems of the countries and to get the high level research topics. PhD students production is also an important issue.

5.8.3. Evaluation and knowledge management

The financial institutions like ADB, Mekong expressed that they don't have experts in every area and that they are looking for partners : institutions within the region, consulting firms, NGOs, Cirad... Monitoring and evaluation allow them to see if research is relevant for the farmers, for poverty reduction etc., i.e. to see the applicability of research. This is linked to basic research and commercialisation.

Adding to the ADB-Mekong opinion, it was recognized that in some regional issues like knowledge management issues, Cirad could work closely with the Asian Development Bank or the World Bank to better help the countries.

5.9. CLOSING ADDRESS (Gilles Saint-Martin)

In the closing remarks, Gilles Saint-Martin mention that participants asked for more consultation so this one can be considered as a success.

Here are the recommendations that seemed important to Cirad:

- The integrating function that Cirad could play, on specific issues bringing different stakeholders and disciplines together (this is already done as Cirad Research Units are multidisciplinary.) However CIRAD will only help to set national and regional RTD agendas. Cirad will not coordinate everything, play a political role
- Importance of partnerships and collaborative approach
- Post-harvest productivity is an important area of research and cooperation
- Capacity building will be part of the development of Cirad's policy strategy in 2005
- The need for open doors in France and in Europe
- Young scientists should be trained in France and they must go back in their native countries to increase the knowledge and expertise of the region

5.10. FINAL OBSERVATIONS (Le Van Minh)

- The way that Cirad is handling the consultation process (questionnaire and regional meetings) creates possibilities for partners the chance to express their opinions frankly and comprehensively. Through the answers to questionnaires from the electronic survey partners understand more deeply on the strategies and policy of Cirad. by answering the questions, partners who has the cooperation program with Cirad could also analyse and review their collaboration modality with Cirad and adjust their activities and accordingly. From the seminars, we observed that there are many participants from countries and regional/international institutions have no cooperation program with Cirad yet. The seminar created for them the chance to talk with many Cirad partners and they could find the way to cooperate with Cirad in the future.
- The quality of the works in Asian developing countries like Vietnam, Thailand., etc, lead to the high reputation of Cirad in the region. Today not only the countries appreciate Cirad activities but the regional financial institution like Asian Development Bank also recognized it. In many GMS

focal point meetings the name of Cirad has been repeated, especially when countries talk for the Agriculture Technology transferring, knowledge management issues,. etc.

- In order to set up the new strategy to work in the Southeast Asia, We should recognize that today regional markets have changed, when countries still dealing with poverty alleviation exercises, they are also ready to integrate themselves to the world market. China and Cambodia became the WTO members, Vietnam is targeting to 2005 year. What should be done by agriculture in the globalisation and opening process. Countries in the region have adjusted their agriculture policy: The main focus is agriculture and food product diversity and quality of agriculture products. But the more we focus on diversity and quality of agriculture product, the more rural community is facing challenges. Growth should be sustainable and hand in hand with the job creation and income for the farmers.
- Agriculture in Asia has been developed for thousand years. There are a lot of indigenous knowledge of the farmers in the population. Could Cirad have some activities related to raising - up, mobilizing and using for agriculture development in the region.
- Many participants from the seminar talked about the development-oriented research. I totally agree with them and think that It should be done in partnership with the community-based organizations, private enterprises and other local research institutions.
- In Vietnam the role of private sector is increasing rapidly in the economic development. it is very important to find the modality to work with them and help them to develop activities in the sustainable manner.
- Cirad is not donor that why their activities are still limited. Could Cirad develop a plan for financial study. In this context, regional activities are more attractive for donors than individual country activates.

5.11. LIST OF PARTICIPANTS

Organismes nationaux

Noms	Organisation	Fonction	Pays
Dr Lauv Ny	URA	Vice-Recteur	Cambodge
Dr Xu ZhiJiang	Yunnan DOST	Dep. Director	Chine
Dr Fang XuanJun	HITAR	Director	Chine
Dr P.G.S.Mony	CEFIPRA	DG	Inde
Dr Narayan Hedge	BAIF	President	Inde
Dr John Baco Baon	ICCRI	Head Research	Indonesie
Dr Ahmad Dimyati	AARD	Sec. DG	Indonesie
Dr Maman Mansyur	FORDA	Sec. DG	Indonesie
Dr Satoru Miyata	JIRCAS	Research Develpt	Japon

Ms Khamvay Nanthavong	MAF	Int'l Coop Division	Laos
Dr Khamsone Sysanhouth	MAF	Deputy Dir Planning	Laos
Dr Poothong Sopothirath	NAFRI	Deputy Dir Planning	laos
Dr Phet Phomphipack	NAFES	Dep DG	Laos
Dr Doreen Goh	ICSB	Senior Manager	Malaisie
Dr Ahmad Tajuddin	MARDI	Dir. Economics	malaisie
Thierry Mennesson	IAC	Director General	Nouvelle-Calédonie
Dr Richard Juanillo	PCARRD	Director Planning	Philippines
De Westly Rosario	BFAR	Research Officer	Philippines
Dr Christian Bellec	IRD	Representative	Thaïlande
Sanchai Tontyapom	DOA	International Affairs	Thaïlande
Dr Sornprach Thanisawanyankura	KU	V/ President	Thaïlande
Dr Piti trisdikun	PSU	V/ President	Thaïlande
Anthony Zola	MERI / MIDAS	President	Thaïlande
Dr Chatri Sripaipan	NSTDA	V/ President	Thaïlande
Francisco Benevides	MinAgri	Vice Minister	Timor
Dr Nguyen Minh Chau	SOFRI	Director	Vietnam
Dr Nguyen Manh Dung	NIAH	Assistant to Dir	Vietnam
Dr Ta Minh Son	VASI	Director	Vietnam
Dr Le Van Minh	MARD	DG Int'l Coop	Vietnam

Organisations internationales / régionales

Noms	Organisation	Fonction
Dr Ian Willett	ACIAR	Program Manager
Ms Juri Oka	ADB	Project Specialist
Prof. Jean-Louis Armand	AIT	President
Dr Sadhev Singh	APAARI	Scientific Assistt
Dr Ruben Umaly	ASEAN Foundation	Exec Dir
Dr Mubarik Ali	AVRDC	Susper Proj Manager
Dr Erna Maria Lokollo	CAPSA ex CGPRT	Prog Leader
Dr Aleki Sisifa	CPS Land Resources	Director
Dr Patrick Quidel	Ambassade France	Counsellor Regional Coop

Cirad and consultants

Noms	Organisation	Fonction
Gilles Saint Martin	Cirad	Directeur DREI
Jacques Meunier	Cirad	Scient. Dir Adjt
Patrick Durand	Cirad	Délégué Asie Pacifique
Gilles Mandret	Cirad	Directeur Régional
Jean-Guy Bertault	Cirad	Directeur Régional
Li Zheng	Cirad Inra	Representative
Eric Gohet	Cirad	Representative
Sophie Bussillet	Technopolis	Expert

6. RECOMMANDATIONS DES PARTENAIRES D'AMERIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

6.1. TRADUCTION EN FRANÇAIS DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES GROUPES DE TRAVAIL (André de Courville)

6.1.1. Groupe I. Priorités scientifiques et produits du Cirad : résumé des discussions et recommandations (modérateur : M. Jorge Tezón. Rapporteur : M. Rafael Ortiz)

A l'analyse de la liste des UR du Cirad, le groupe a déterminé qu'elles couvrent des thèmes de grand intérêt pour la région et que cela représente de grandes opportunités pour l'ensemble des pays d'Amérique Latine et de la Caraïbe.

Le groupe considère comme important de souligner quelques thèmes qui ne doivent pas rester absents des priorités. Parmi ceux-ci :

1. les systèmes d'analyse d'information et la gestion de bases de données sur l'agriculture, l'environnement et le mode de vie des acteurs de la recherche à réaliser.
2. l'appui à la gestion de la connaissance et des ressources humaines destinées à la recherche/innovation pour l'agriculture durable, conduisant à la réflexion sur l'aliment et non sur la production elle-même.
3. L'usage de l'information agroécologique pour préciser les niches de production présentant les avantages maximaux pour les différentes cultures (productions) de la région. Modélisation et formation de ressources humaines.
4. l'utilisation de l'eau dans ses différentes modalités, qui permette un accès avantageux aux marchés.
5. l'ajout de valeur à l'agriculture de la région, par exploration d'autres usages potentiels de nos cultures, tels que antioxydants, nouveaux métabolites, fibres diététiques, etc...,
6. l'exploitation de la biomasse cultivée ou de résidus pour son utilisation dans la construction, la génération d'énergie, l'alimentation animale, l'artisanat, ...
7. l'appui à l'innovation en cultures pérennes sur des thèmes tels que
 - la socio-économie de ces systèmes,
 - les technologies de production,
 - les variétés et/ou clones améliorés,
 - la propagation de matériel semencier,
 - la certification de matériel de plantation.
8. les recherches sur forêts tropicales sur divers thèmes :
 - Produits forestiers et non forestiers,

- Biomasse et énergie,
 - Socio-économie et gestion durable de la forêt,
 - Etude des espèces natives,
 - Physiologie des semences.
9. le renforcement et la diversification des exportations, essentiellement en ce qui concerne :
- les cultures maraîchères,
 - l'utilisation de matériel génétique amélioré,
 - l'alimentation animale moyennant l'utilisation de résidus ou avec de nouvelles options de cultures,
 - l'appui à la qualité pour éviter l'exclusion des principaux marchés mondiaux de beaucoup de nos producteurs.
10. dans le domaine de l'élevage, est recommandée une approche de *durabilité*, avec une composante de paiement de services d'environnement, en incluant une approche socio économique et systémique.
11. la poursuite de l'approche filières dans les différents thèmes à traiter, en encourageant dans la mesure du possible la participation de tous les acteurs engagés dans ces filières
12. l'énergie alternative est un domaine dans lequel existent de larges besoins dans la région, et il est suggéré une intense activité de diffusion et de validation de technologies, orientée à réduire la pression sur le bois de chauffage et le charbon dans certaines de nos sous-régions. Une autre approche peut être de réduire les coûts des activités rurales qui nécessitent la génération d'électricité.
13. le paiement pour les services environnementaux. Encourager l'échange d'informations entre les pays de la région et le Cirad. L'appui requis du Cirad est celui du traitement et de la synthèse de l'information, en vue d'atteindre des formes plus objectives de reconnaissance de ces services environnementaux.
14. le thème des législations a été signalé comme important, tout spécialement en matière de propriété intellectuelle, de patrimoine génétique, d'organismes génétiquement modifiés, etc.

L'Amérique Latine et la Caraïbe constituent des partenaires inégalables du Cirad pour accéder à des fonds compétitifs en Europe, dans la région et dans les pays mêmes. La région est riche en scénarios de grand intérêt pour le Cirad, qui intervient lui-même dans une large gamme de thèmes de recherche revêtant une grande importance pour l'Amérique Latine. Nous espérons trouver les stratégies pour unir ces complémentarités.

6.1.2. Groupe II. Modalités de coopération du Cirad : résumé des discussions et recommandations (modérateur: M. Gustavo Chianca. Rapporteur: M. Jorge Echeñique)

1. Caractère général de la coopération avec le Cirad

- les modalités sont variables et dépendent de facteurs tels que : la nature du partenaire (public, privé) ; les thèmes ou thématiques de R-D ; les capacités du partenaire ; les domaines d'expertise et de vocation du Cirad.
- le Cirad doit être un **allié**, plus qu'une source de technologie, par partage de la connaissance scientifique en une coopération qui enrichisse les deux parties.

2. Axes transversaux. Critères partagés qui composent les principes de base des priorités de Recherche-Développement (R-D)

- combat contre la pauvreté et recherche de l'accès aux marchés et à l'information,
- sécurité alimentaire et biosécurité,
- augmentation de compétitivité,
- durabilité (environnementale, sociale, économique),
- valorisation du rôle des petits producteurs dans un cadre de multiactivité,
- construction de bases institutionnelles durables.

3. Typologie des partenaires et domaines de recherche

3.1. En ALC, les institutions de R-D d'organisent et se spécialisent en trois types ou groupes d'institutions :

- celles qui définissent les politiques et les priorités
- celles qui financent la R-D, publiques et privées,
- celles qui exécutent la R-D, publiques et privées

3.2. on peut distinguer trois principaux domaines de recherche :

- La recherche de caractère public, orientée vers des thèmes d'intérêt national, avec de hautes externalités, non appropriable, pré-compétitive,
- la recherche privée, demandée et appropriable par les entreprises,
- celle de portée interaméricaine, qui intègre plusieurs pays.

4. Recommandations

4.1. Générales

- le Cirad pourrait privilégier la recherche pré-compétitive ; les alliances tripartites avec le secteur privé et les universités (centres technologiques) ; les projets interaméricains intéressants,
- le Cirad devrait intervenir comme catalyseur d'initiatives entre différents acteurs de la R-D., en renforcement des réseaux Europe -ALC, et intra ALC,
- le Cirad doit définir un cadre régulateur (code d'éthique) pour normer les relations avec ses partenaires privés et publics en matière de propriété des résultats, et en particulier sur le thème des ressources génétiques.

4.2. Spécifiques

- Il faut donner une plus grande importance à la présence de chercheurs du Cirad dans les pays ;
- Il faut enrichir l'échange mutuel d'experts ;
- Le Cirad doit créer des alliances avec les universités et les centres technologiques d'ALC pour une coopération avec l'Afrique, l'Asie et intra régional en ALC,
- Le Cirad pourrait créer des méthodologies pour recueillir les demandes directes du secteur privé
- Le Cirad renforcerait les domaines de conception de projets, en incorporant différents acteurs, et en valorisant le pré-investissement ;
- étant donné l'hétérogénéité de l'ALC, les échanges de chercheurs, la formation de spécialistes à Montpellier, l'usage des laboratoires du Cirad, l'assistance technique traditionnelle et d'autres modalités, sont à valoriser au cas par cas ;
- Est proposée la réalisation d'un congrès (réel ou virtuel) entre le Cirad et ses partenaires, pour connaître l'ensemble de projets que le Cirad met en œuvre ;
- Est recommandée l'extension du projet LABEX à d'autres instituts de R-D d'ALC, dans un effort commun entre Cirad et EMBRAPA ;
- Est recommandée l'incorporation du Cirad dans le Programme de Coopération Interaméricain pour la Science et la technologie (CYTED D-21 pays).

6.2. RAPPORT SUR LA CONSULTATION DES PARTENAIRES EN AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES (Victor Palma)

6.2.1. Antecedentes

A principios del presente año el Cirad tomó la iniciativa de hacer una consulta con sus principales interlocutores sobre la colaboración que les ofrece, con el objetivo de hacerla más pertinente y eficaz.

La primera etapa de esa consulta consistió en una encuesta que se envió a más de 1000 personas. La segunda etapa consiste en encuentros regionales con directores y responsables de instituciones nacionales de investigación y desarrollo agrario y rural. Estas reuniones retoman el objetivo citado, pero esta vez mediante un diálogo directo entre los participantes. Las reuniones de consulta de África y Asia se realizaron en abril y mayo del presente año, respectivamente

Los principales temas propuestos para la reunión de consulta del Cirad para América Latina y el Caribe (ALC) son:

1. el nuevo enfoque científico del Cirad
2. la interacción entre las prioridades de ALC y del Cirad
3. los resultados de la encuesta en ALC.

Estas concertaciones entre el Cirad y sus socios no son nuevas. En años anteriores el Cirad las ha realizado en varios países de ALC, tanto a nivel bilateral como multilateral, especialmente con institutos de investigación y universidades. Esta, sin

embargo, es la primera vez que esta consulta se lleva a cabo formalmente a nivel de toda la región.

El encuentro que hoy empieza es muy importante, dado que también es una respuesta a los numerosos cambios ocurridos en los últimos años, tanto a nivel mundial como en ALC, entre los que se puede citar:

- La creación del Forum Global para la Investigación Agrícola (GFAR) y de otros foros regionales;
- En el CGIAR han habido reflexiones hacia una mejor focalización de las actividades de los Centros Internacionales;
- En Europa los procesos definidos en el marco de la Unión Europea han contribuido a orientar las estructuras de investigación de esa región;
- En ALC han ocurrido cambios importantes en las estructuras nacionales y regionales de investigación; la inversión pública en investigación ha disminuido sensiblemente en los últimos 15 a 20 años; se ha incrementado la participación del sector privado, especialmente ONG's que actúan a nivel descentralizado con recursos de la cooperación financiera internacional; y diversos fondos concursables han sido establecidos en varios países de la región.

En virtud a dichos cambios, el Cirad, en el marco de sus nuevas estrategias, está revisando su política internacional, cuyas principales orientaciones son:

- Un análisis de las prioridades geopolíticas;
- Una focalización de sus instrumentos de cooperación, y la creación de unidades mixtas de investigación con otras entidades académicas y de desarrollo.

6.2.2. Objetivos y productos esperados

Actualmente, el Cirad está revisando su estrategia de manera a responder mejor a las interrogaciones por medio de sus actividades y productos, así como con adecuados mecanismos de cooperación vinculados a las prioridades científicas. Por ello, un diálogo con el conjunto de sus socios de ALC se hace absolutamente necesario, a fin de que las relaciones con ellos sean los elementos clave de esta estrategia.

En síntesis, los objetivos de la reunión de consulta fueron: a) presentar a los representantes de los países de ALC las nuevas prioridades que se están definiendo en el Cirad; b) comparar esas prioridades con las de los países de ALC; c) informar a los participantes sobre los resultados de la encuesta aplicada en ALC; d) propiciar el diálogo directo entre los participantes y los directores y funcionarios del Cirad.

En consecuencia, los productos esperados de la reunión se relacionan a las conclusiones y recomendaciones en torno a dos grandes temas:

1. Las prioridades científicas del Cirad;
2. Los modos de cooperación del Cirad.

El encuentro de estos dos días (ver el Programa de la reunión en el Anexo 1), forma parte de un proceso que se ha desarrollado durante varios meses de trabajo. Por lo

tanto, es sumamente importante que los elementos que se recojan en esta reunión se basen, no sólo en el trabajo ya realizado por el Cirad, sino especialmente en las opiniones, expresiones, preocupaciones y experiencias de los participantes (ver en la lista de los participantes).

Se trata, en suma, de ofrecer al Cirad indicaciones y sugerencias específicas que le permitan fortalecer sus lazos de cooperación con las entidades dedicadas a la investigación y desarrollo de la región, en forma dinámica y sostenible. Se trata, así mismo, de que el diálogo se desarrolle en forma muy franca y abierta, pero siempre sustentado en un espíritu constructivo.

6.2.3. Desarrollo de los trabajos

La reunión se inició con las palabras de bienvenida por parte del Dr. Mario Seixas, Subdirector General del IICA. La inauguración estuvo a cargo del Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de Francia en Costa Rica, Sr. Norbert Carrazco-Saulnier. Luego de la inauguración, el Sr. Víctor Palma, moderador de la reunión, pronunció unas palabras de introducción a la temática de la reunión y a los resultados esperados de la misma.

La reunión se desarrolló por medio de sesiones plenarias y grupos de trabajo.

En la primera parte de la sesión plenaria se cubrió el tema: "Proceso de información y primeros resultados". En esta sesión, el Sr. Gilles Saint-Martin desarrolló el tema de las expectativas del Cirad en cuanto al proceso de consulta en ALC. El Sr. Jacques Meunier abarcó el tema: El Cirad y su nuevo enfoque científico. Luego, siguió un período de preguntas y respuestas entre los participantes y los expositores, para las aclaraciones del caso.

La segunda parte de la sesión plenaria analizó el tema: "Interacción entre Cirad y prioridades de la región ALC". Las primeras presentaciones estuvieron a cargo del Sr. Olanrewaju B. Smith, del GFAR Secretariat y del Sr. Enrique Alarcón, del FORAGRO – IICA. Luego, la Srta. Sophie Bussillet, de la empresa consultora Technopolis, presentó los resultados de la aplicación de la encuesta en ALC. A renglón seguido, se desarrolló un período de preguntas y respuestas entre los participantes y los expositores, para aclaraciones.

Los Grupos de Trabajo. Al final de la mañana del primer día se constituyeron dos grupos de trabajo. El Grupo I se conformó para analizar las prioridades científicas del Cirad, mientras el Grupo II se constituyó para revisar los modos de cooperación del Cirad. Los grupos realizaron sus trabajos durante la tarde del primer día.

El segundo día de la reunión, los relatores de los dos grupos de trabajo presentaron a la plenaria sus respectivas conclusiones y recomendaciones. Tras un período de discusión, el moderador presentó a la plenaria un resumen de las conclusiones y recomendaciones globales de la reunión. La clausura de la reunión estuvo a cargo del Sr. Jacques Meunier, Director Científico Adjunto del Cirad.

6.2.4. Conclusiones y recomendaciones

GRUPO I. PRIORIDADES CIENTÍFICAS Y PRODUCTOS DEL CIRAD (Moderador: Sr. Jorge Tezón. Relator: Sr. Rafael Ortiz)

Del análisis del listado de Unidades de Investigaciones (UR) existente en el Cirad, el grupo determinó que las mismas cubren temas de alto interés para la región y que ello representa grandes oportunidades para el conjunto de países de América Latina y Caribe.

El grupo consideró importante subrayar algunos temas que no deben quedar fuera de las prioridades. Entre esos temas se hallan los siguientes:

1. Sistemas de análisis de información y gestión de bases de datos sobre agricultura, ambiente y modo de vida de los blanco de público de la investigación a realizar.
2. Apoyo a la gestión del conocimiento y de los recursos humanos destinados a la investigación/innovación para la agricultura sostenible, induciendo a la reflexión al alimento y no a la producción misma.
3. Uso de información agroecológica para precisar los nichos de producción de máxima ventaja productiva para los diferentes cultivos (producciones) de la Región. Modelización y formación de recursos humanos.
4. Aprovechamiento del agua en las diferentes modalidades que permita un acceso ventajoso a los mercados
5. Agregación de valor para la agricultura de la región, explorando otros usos potenciales de nuestros cultivos, tales como antioxidante, nuevos metabolitos, fibras dietéticas, entre otros.
6. Explotación de la biomasa cultivada o de desecho para su utilización en construcciones, generación de energía, alimento animal, artesanía, entre otros.
7. Apoyo a la innovación en cultivos perennes en temas como:
 - Socioeconomía de estos sistemas
 - Tecnologías de producción
 - Variedades y/o clones mejorados
 - Propagación material de siembra
 - Certificación material de plantación
8. Investigación en bosques tropicales en temas como:
 - Productos forestales y no forestales
 - Biomasa y energía
 - Socioeconomía y manejo sostenible del bosque
 - Estudio de especies nativas

- Fisiología de semillas
9. Fortalecimiento y diversificación de las exportaciones, esencialmente en los temas siguientes:
 - Hortalizas
 - Uso material genético mejorado
 - Alimentación animal mediante aprovechamiento de desechos o con nuevas opciones de cultivo.
 - Apoyo al tema de la calidad para evitar la exclusión de muchos de nuestros productores de los principales mercados del mundo.
 10. En el ámbito de la ganadería se recomienda un enfoque de sostenibilidad de la actividad ganadera y con componente de pago por servicios ambientales, incluyendo enfoque socioeconómico y sistémico.
 11. Continuar con el enfoque de cadenas en los diferentes temas a tratar y en la medida de lo posible propiciar la participación de todos los actores involucrados en dichas cadenas.
 12. Energía alternativa es un campo en el que existen necesidades amplias en la región y se sugiere una intensa actividad de difusión y validación de tecnologías, orientada a reducir la presión por leña y carbón que tienen algunas de nuestras subregiones. Otro enfoque puede ser el de reducir costos a las actividades rurales que requieren de generación de electricidad.
 13. Pago por servicios ambientales. Propiciar el intercambio de información entre los países de la región y el Cirad. El apoyo necesitado del Cirad es el de tratamiento y síntesis de la información con miras a lograr formas mas objetivas de reconocimiento de estos servicios ambientales.
 14. El tema de las legislaciones fue señalado como importante, muy especialmente en lo relacionado con la propiedad intelectual, patrimonio genético, organismos genéticamente modificados, entre otros.

América Latina y el Caribe son socios inigualables del Cirad para competir por fondos concursables en Europa, en la región y aun en los propios países. La región es rica en escenarios de alto interés para el Cirad, el cual a su vez interviene en una muy amplia gama de temas de investigación que revisten mucha importancia para ALC.

Esperamos encontrar las estrategias para unir estas complementariedades.

GRUPO II. MODALIDADES DE COOPERACIÓN DEL CIRAD (Moderador: Sr. Gustavo Chianca. Relator: Sr. Jorge Echenique)

Resumen de la discusión y recomendaciones

1. Carácter general de la cooperación con Cirad

- Las modalidades serán variables y dependerán de factores tales como: naturaleza del socio (público, privado); tópicos ó temáticas de I&D; fortaleza del socio; áreas de expertise y vocación de Cirad.
- Cirad debe ser más un aliado que una fuente de tecnología, compartiendo el conocimiento científico en una cooperación que enriquece a ambas partes.

2. Ejes transversales. Criterios compartidos que conforman principios básicos de la matriz de prioridades de I&D

- Combate a la pobreza y búsqueda de acceso a mercados e información.
- Seguridad alimentaria y bioseguridad.
- Aumento de competitividad.
- Sustentabilidad (ambiental, social, económica, entre otras)
- Valoración del papel de pequeños productores en un marco de multiactividad.
- Construcción de bases institucionales sustentables.

3. Tipología de socios y ámbitos de investigación

- 3.1 En ALC las instituciones nacionales de I&D se están organizando y especializando en tres grandes tipos o grupos de instituciones:
 - Las que definen políticas y prioridades.
 - Las que financian I&D, públicas y privadas.
 - Las ejecutoras de I&D, públicas y privadas.
- 3.2. Los principales ámbitos de la investigación son tres,
 - La de carácter público, orientada a temas de interés nacional, con altas externalidades, no apropiables, precompetitiva.
 - La investigación privada, demandada y apropiable por las empresas.
 - La de alcance interamericano que integra a varios países.

4. Recomendaciones

4.1 Generales

- Cirad podría privilegiar:
 - o la investigación precompetitiva
 - o las alianzas tripartitas con sector privado y universidades (centros tecnológicos);
 - o proyectos interamericanos interesantes.
- Cirad debe actuar como catalizador de iniciativas entre diferentes actores de la I&D, fortalecimiento redes entre Europa y ALC, e intra ALC.
- Cirad debe definir un marco regulatorio (código de ética) para normar relaciones contractuales entre socios privados y públicos en materias de propiedad de resultados (patentes, royalties, exclusividad, entre otros). En este sentido, se mencionó el caso de EMBRAPA que ya tiene marco normativo propio, especialmente en el tema de la propiedad de los resultados y, en particular, en el tema de recursos genéticos.

4.2 Específicas

- Se debe dar mayor importancia a la presencia de investigadores de Cirad en los países.
- Se debe enriquecer el intercambio de profesionales mutuo.

- Cirad en alianza con universidades y centros tecnológicos de ALC para cooperación con África, Asia e incluso cooperación intraregional en ALC.
- Cirad podría crear metodologías para recoger demandas directas del sector privado.
- Cirad fortalecería áreas de diseño de proyectos, involucrando a diferentes sectores y actores, dando valor agregado a la preinversión.
- Dada la heterogeneidad de ALC, la cooperación del Cirad debería ser valorada caso a caso (país por país), en los siguientes aspectos:
 - o intercambios de investigadores,
 - o formación de especialistas en Montpellier,
 - o uso de laboratorios de Cirad,
 - o tradicional asistencia técnica y otras modalidades.
- Se propone la realización de un Congreso (real o “virtual”) entre Cirad y sus socios, para conocer el conjunto de proyectos que desarrolla Cirad.
- Se postula extender el Proyecto LABEX a otras instituciones de I&D de ALC, en un esfuerzo conjunto entre Cirad y EMBRAPA.
- Se recomienda la incorporación de Cirad al Programa de Cooperación Interamericana para la Ciencia y Tecnología (en el cual están participando 19 países de ALC, más España y Portugal).

6.2.5. Informe del Moderator

6.2.5.1. Introducción

A principios del año 2004 el Cirad decidió hacer una consulta con sus principales interlocutores en varias regiones del mundo, en relación a la colaboración que les ofrece, a fin de hacerla más pertinente y eficaz. La primera etapa de esa consulta consistió en una encuesta que se envió a más de 1000 personas. La segunda etapa consistió en realizar encuentros regionales (África, Asia y América Latina y el Caribe -ALC). Las reuniones de consulta de África y Asia se realizaron en abril y mayo del presente año, respectivamente. La reunión de consulta con directores y responsables de instituciones nacionales de investigación y desarrollo agrario y rural de ALC se llevó a cabo los días 29 y 30 de septiembre de 2004 en la sede del Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA).

6.2.5.2. Representatividad de los participantes

Un total de 36 personas participaron en la consulta regional de ALC, de las cuales 17 representaron a organismos nacionales, 18 a organizaciones internacionales y una correspondió a la representación diplomática de Francia en Costa Rica.

Los representantes de organismos nacionales provinieron de: Argentina (1) Brasil (4), Chile (2), Colombia (1), Costa Rica (4), Ecuador (3), Perú (1) y República Dominicana (1). De estos participantes, 11 provinieron del sector público y 6 del sector privado.

En cuanto a los representantes de los organismos internacionales, la participación fue la siguiente: Cirad (4) y una consultora de Technopolis, IICA (5), Banco Mundial (1), Banco Interamericano de Desarrollo (1), CATIE (2), FAO (1), GFAR/FAO (1), IRD (1), CIAT (1) y CIMMYT (1).

Si bien hubo un buen número de representantes de organizaciones nacionales, también hubiera sido deseable contar con la participación y colaboración de especialistas de otros países, particularmente de México, Uruguay y Venezuela. Un mayor número de participantes de organismos nacionales hubiera compensado la fuerte representatividad (18 personas) de las delegaciones de los organismos internacionales.

Sin embargo, y más allá de los números, es importante reconocer el alto nivel de los participantes de las instituciones nacionales, pues la reunión contó con la asistencia de: 3 directores ejecutivos, el presidente de una fundación nacional, 1 gerente de relaciones institucionales, 5 directores de investigación, 1 director de extensión, 3 representantes de instituciones académicas y 3 del sector privado.

6.2.5.3. Interés de los participantes

La no participación de representantes de México, Uruguay y Venezuela --que podría ser considerado como una pequeña deficiencia de la organización--, fue subsanada por la activa y eficiente participación de los profesionales nacionales que asistieron a la reunión. Tanto en las sesiones plenarias como en los grupos de trabajo, el alto grado de interés de los participantes de los países quedó de manifiesto. De buen grado, 4 de ellos aceptaron los encargos de moderar y de ser relatores en los grupos de trabajo, en los cuales, además, se pudo conformar una adecuada distribución y equilibrio entre los participantes nacionales y los de organismos internacionales.

En las sesiones plenarias, los participantes, en particular los representantes de instituciones nacionales, realizaron activas e importantes intervenciones. Los puntos de vista por ellos sustentados, derivados de sus conocimientos y experiencias vividas, fueron fundamentales para orientar los debates de los temas hacia conclusiones y recomendaciones válidas, en el sentido de su pertinencia y de sus posibilidades de atención y cumplimiento.

Por otra parte, el trabajo de los moderadores de los grupos fue excelente pues, en el tiempo asignado, los dos grupos pudieron atender los temas con precisión y eficiencia. A su vez, el trabajo de los relatores de los dos grupos y sus respectivas presentaciones en plenaria, garantizaron la calidad de los resultados de la reunión de consulta. Por lo tanto, se sugiere que el Cirad extienda una nota de agradecimiento por el trabajo realizado, tanto a los moderadores de los grupos, señores Jorge Tezón y Gustavo Chianca, como a los relatores de los mismos, señores Rafael Ortiz y Jorge Echenique.

6.2.5.4. Pertinencia de los objetivos

Se considera que los objetivos de la reunión de consulta en ALC fueron satisfactoriamente alcanzados, pues: a) los representantes de los países de

ALC tomaron conocimiento de las nuevas prioridades que se están definiendo en el Cirad para la región, así como de los resultados de la encuesta llevada a cabo en ALC; b) hubo la posibilidad de comparar esas prioridades con las de los países de ALC; y c) se propició el diálogo directo entre los participantes y los directores y funcionarios del Cirad.

6.2.5.5. Pertinencia de los temas propuestos y tratados

Los temas propuestos para la reunión de consulta fueron: a) el nuevo enfoque científico del Cirad; b) la interacción entre las prioridades de ALC y del Cirad; y c) los resultados de la encuesta en ALC. Los productos esperados de la reunión se relacionaron a dos temas: a) las prioridades científicas del Cirad; y b) los modos de cooperación del Cirad. Por eso, la organización de los grupos fue muy pertinente, pues cada grupo enfocó sus trabajos hacia la obtención de los resultados esperados de la reunión.

Por otra parte, los temas analizados también fueron una respuesta a los numerosos cambios que vienen ocurriendo en los últimos años, tanto a nivel mundial como en ALC, entre los que se destacan: a) la creación del Forum Global para la Investigación Agrícola (GFAR) y de otros foros regionales; b) las reflexiones en el marco del CGIAR hacia una mejor focalización de las actividades de los Centros Internacionales; c) los procesos definidos en el marco de la Unión Europea, que están reorientando sus estructuras de investigación; y d) los cambios estructurales en las instituciones nacionales y regionales de investigación ocurridos en ALC durante los últimos 15 a 20 años (inversiones públicas en investigación que han disminuido sensiblemente, mayor participación del sector privado, y establecimiento de fondos concursables en varios países de la región, con el apoyo del financiamiento internacional).

6.2.5.6. Pertinencia de las recomendaciones

Las recomendaciones se dirigieron hacia los productos esperados de la reunión: a) las prioridades científicas del Cirad; y b) los modos de cooperación del Cirad.

6.2.5.6.1. En cuanto a las prioridades científicas del Cirad

La reunión analizó la lista de Unidades de Investigaciones (UR) del Cirad, y determinó que cubren temas de alto interés para la región, representando buenas oportunidades para el conjunto de países. Sin embargo, también se consideró importante subrayar algunos temas que no deberían quedar fuera de las prioridades. Por todo ello, se considera que las 15 recomendaciones sobre el tema de las prioridades científicas son altamente pertinentes y relevantes. Entre ellas, el moderador destaca la importancia y relevancia de las siguientes recomendaciones en relación a:

- la necesidad de agregar valor y competitividad a la agricultura de la región, dados los desafíos que imponen los tratados de libre comercio que actualmente se están negociando en la región;

- al apoyo al fortalecimiento y diversificación de las exportaciones, tanto en cantidad como en calidad e inocuidad;
- al apoyo a la innovación en cultivos perennes y a la investigación en bosques tropicales;
- al enfoque de sostenibilidad de la actividad ganadera;
- al enfoque de cadenas productivas;
- al pago por los servicios ambientales;
- los temas vinculados a la propiedad intelectual, patrimonio genético, organismos genéticamente modificados, entre otros; y
- la participación conjunta del Cirad y sus socios en las oportunidades que ofrecen los fondos concursables en los países de la región.

6.2.5.6.2. En cuanto a las modalidades de cooperación

La reunión analizó tres aspectos de la cooperación del Cirad: a) el carácter general de esa cooperación; b) los ejes transversales (bajo la forma de criterios compartidos que conforman principios básicos de la matriz de prioridades de investigación y desarrollo); c) los tipos de socios y ámbitos de investigación. Entre dichos aspectos, el moderador destaca la importancia y relevancia de las siguientes recomendaciones dirigidas hacia el Cirad, en el sentido que:

- podría privilegiar tanto la investigación precompetitiva como las alianzas tripartitas con sector privado y universidades (centros tecnológicos);
- participe en algunos proyectos interamericanos, en los cuales podría actuar como catalizador de iniciativas entre diferentes actores, fortalecimiento redes entre Europa y ALC, e intra ALC;
- defina un marco regulatorio (código de ética) para normar relaciones contractuales entre socios privados y públicos en materias de propiedad de resultados (patentes, royalties, exclusividad, entre otros);
- fortalezca la presencia de sus investigadores en los países;
- apoye el intercambio mutuo de profesionales;
- cree metodologías para recoger demandas directas del sector privado;
- fortalezca áreas de diseño de proyectos, involucrando a diferentes sectores y actores, dando valor agregado a la preinversión;
- que valore su cooperación país por país, en los aspectos de: intercambios de investigadores, formación de especialistas en Montpellier, uso de laboratorios, asistencia técnica, entre otras modalidades de cooperación;
- realice un congreso (real o "virtual") entre Cirad y sus socios, para conocer el conjunto de proyectos en desarrollo;
- en un esfuerzo conjunto entre Cirad y EMBRAPA, extienda el Proyecto LABEX a otras instituciones de investigación y desarrollo de ALC; y
- se incorpore al Programa de Cooperación Interamericana para la Ciencia y Tecnología.

6.3. LISTE DES PARTICIPANTS

1. Enrique Alarcón, Ph.D.
Especialista en Tecnología y
Secretariado del FORAGRO. IICA
San José, Costa Rica
Tel.: (506) 216 0222
Fax: (506) 216 0221
enrique.alarcon@iica.int
2. Marcus Vinicius Alves, Ph.D.
Jefe del Laboratorio de Productos
Forestales. IBAMA
SCEN Trecho 02 - Ed. Sede do Ibama
Brasília-DF CEP. 70818-900. Brasil
Tel.: (55 61) 316 1500
Fax: (55 61) 225 1182
Marcus.Alves@ibama.gov.br
3. Jean-Claude Balcet
Director, Ruta / BM
B° Escalante. Del Parque Francia, 25
mts sur, Casa # 342.
San José, Costa Rica
Tel.: (506) 255 4011
Fax: (506) 222 6556
jbalcet@ruta.org
4. John Beer
Director del Departamento de
Agricultura y Agroforestería
CATIE
San José, Costa Rica
Tel.: (506) 556 7830/558 2519
Fax: (506) 556 1576
jbeer@catie.ac.cr
ljimenez@catie.ac.cr
5. Marcel Bursztyn
Centro de Desenvolvimento
Sustentável
Universidade de Brasília (CDS – UnB)
Setor de Autarquias Sul
Quadra 5 - Bloco H - sala 200
CEP: 70070-914. Brasília – DF
Tel.: (55 61) 322 2550
Fax: (55 61) 321 1853
marcel@unb.br
6. Sophie Bussillet
Consultant, Technopolis, France
55 Rue des petits Ecuries 75010
Paris, Europa
Tel.: (33 1) 494 90923
Fax: (33 1) 494 90929
sophie.bussillet@technopolis-group.com
7. Victor Hugo Cardoso
Director General
Instituto Nacional Autónomo de
Investigaciones Agropecuarias, INIAP
Av. Eloy Alfaro N30-350 y Amazonas,
Edificio MAG, piso 4, Quito, Ecuador
Tel.: (593 2) 252 86 50
Fax: (593 2) 250 42 40
vcardoso@iniap-ecuador.gov.ec
8. Mario F. Castejón Quiñonez
Representante de la FAO al
Sabana Oeste, de la POP's 600 m oeste
sobre Carretera vieja a Escazú,
Apdo: 8198-1000, San José de Costa
Rica
San José, Costa Rica
Tel.: (506) 220-0511/220-0512/220-
0590
Fax: (506) 232 8848
faocos@faocr.org
9. André de Courville
Délégué Géographique Am. Latine et
Caraïbe. CIRAD
Avenue Agropolis Montpellier, France
Tel.: (33) 467 615 961
Fax: (33) 467 614 422
andre.de_courville@Cirad.fr
10. Tito E. Díaz Muñoz
Subdirector de Investigación e
Innovación
Corporación Colombiana de
Investigación
Agropecuaria (CORPOICA)
Bogotá, Colombia
Tel.: (57 1) 442 7346/422 7300
Fax: (571) 422 7346 Ext. 1095
ediaz@corpoica.org.co
11. Jorge Echenique Larraín
Presidente, Fundación Chile
Av. Parque Antonio Rabat Sur N°6165,
Vitacura, Santiago
Tel.: (562) 240-0300
Fax: (562) 241-9383
agraria@agraria.cl
12. Ricardo Escobar
Gerente General & Director de
Investigación Agrícola Services &
Development (ASD)
Apartado postal 30-1000
San José, Costa Rica
Tel.: (506) 257 2666
Fax: (506) 257 2667
r.escobar@asd-cr.com

13. Guy Faure
Representante CIRAD para
Centroamérica, CIRAD-TERA
Programa "Agricultures Familiales et
Mondialisation"
San José, Costa Rica
Tel.: (506) 234 62 82
guy.faure@Cirad.fr
14. Pedro E. Ferreira Rossi
Director General
CATIE
Turrialba, Costa Rica
Tel.: (506) 556 6431 / Directo 556-
6081
Fax: (506) 556 1533
ferreira@catie.ac.cr
15. Cristofari Pasquin
Agregado de Cooperación para
América Central, Embajada de Francia
San José, Costa Rica
Tel.: (506) 234 4167
Fax: (506) 234 4195 / 4196 / 4197
pcristofari@yahoo.fr
16. Salomon Gutt
General Manager
Palmeras de los Andes S.A.
P.O.Box 17 00 5115 Quito
Quito, Ecuador
Tel.: (593 2) 2333545
Fax: (593 2) 2333745
sgutt@danec.com
17. Edgar Lionel Ibarra
Consultant, IICA-PROMECAFE
1a. Av. 8-00, zona 9, Guatemala
Tel.: (502 2) 3865915
Fax: (502 2) 334-7603
edgar.ibarra@iica.int
18. Daniel P. Jeffers
Maize Pathologist
Centro Internacional de Mejoramiento
de Maíz y Trigo (CIMMYT)
Apdo. Postal 6-641 06600
México, D.F. México
Tel.: (52 55) 5804 7592
Fax: (52 55) 5804 7558
d.jeffers@cgiar.org
19. Gustavo Kauark Chianca
Diretor-Executivo, EMBRAPA
Parque Estação Biológica - PqEB s/nº.
Brasília, DF - Brasil - CEP 70770-901
Tel.: (55 61) 448 4433
Fax: (55 61) 347 1041
diretoria.gustavo@embrapa.br
Gustavo.Chianca@embrapa.br
20. Jacques Meunier
Scientific Director, CIRAD
34398 Montpellier CEDEX 5, France
Tel.: (33 04) 67 61 5997
Fax: (33 04) 67 61 5657
jacques.meunier@Cirad.fr
21. Eugenia Muchnik
Economista, Fundación Chile
Área Agroindustrial
Av. Parque Antonio Rabat Sur 6165,
Vitacura, Santiago, Chile
Tel.: (56 2) 240 0329
Fax: (56 2) 241 9387
emuchnik@fundacionchile.cl
22. Sybille Nuenninghoff
Especialista en Recursos Naturales
Banco Interamericano de Desarrollo
Edificio World Trade Centre, 4º Nivel
Calle el Mirador y 89 Av. Norte
San Salvador, El Salvador
Tel.: (503) 233 8900 Ext. 2260
Fax: (503) 233 8921
sybillen@iadb.org
23. Rafael Ortiz
Consultor privado
Santo Domingo, República
Dominicana
Tel.: (809) 566 2225
faelortiz@hotmail.com
24. Víctor Palma, Ph.D.
Director Ejecutivo
Proyecto INCAGRO
Av. Pablo Carriquiry 660, San Isidro,
Lima 27, Perú
Tel.: (511) 221-2614/221-2042/421-
2186
Fax: (511) 221-1725
Victor.Palma@incagro.gob.pe
25. Rafael Posada
Economista, Centro Internacional de
Agricultura Tropical (CIAT)
Apartado Aéreo 67-13
Bogotá, Colombia
Tel.: (57 2) 44 50 010 / 4450000
Fax: (57 2) 44 50 073
r.posada@cgiar.org
26. Jenny Ruales Nájera
Principal professor
Escuela Politécnica Nacional EPN
Pasaje Andalucía E12A y Alfredo
Mena Caamaño
Quito, Ecuador
Tel.: (593) 2 2507138
Fax: (593) 2 2507142
jruales@pi.pro.ec

27. Gilles Saint-Martin
 Directeur Relations Europeennes et Internacionales, CIRAD
 42 rue scheffer, 75116 Paris
 Francia
 Tel.: (33 1) 53 70 2223
 Fax: (33 1) 53 70 2133
gilles.saint-martin@Cirad.fr
28. Adrián Rodríguez
 Especialista de Desarrollo Rural Sostenible
 IICA
 San José, Costa Rica
 Tel.: (506) 216 0222
 Fax: (506) 216 0233
Adrian.Rodriguez@iica.int
29. Fernando Seixas
 Head of Department of Forest Science
 ESALQ/USP
 Av. Pádua Dias, 11
 Piracicaba, SP - 13.418-900, Brasil
 Tel.: (55 19) 3436 8664
 Fax: (55 19) 3436 8601
fseixas@esalq.usp.br
30. Mario Seixas
 Subdirector General Adjunto y Director Secretaría de Cooperación Técnica, IICA
 San José, Costa Rica
 Tel.: (506) 216 0163/216 0222
 Fax: (506) 216 0164
mario.seixas@iica.int
31. Olanrewaju B. Smith
 Executive Secretary
 Global Forum on Agricultural Research (GFAR)
 GFA Secretariat, c/o FAO, SDR
 Viale Delle Terme Di Caracalla, 00100
 Rome, Italia
 Tel.: (39 06) 5705 5047
 Fax: 39 (39 06) 5705 3898
ola.smith@fao.org
32. Pierre Soler
 Representante del IRD en Perú
 IRD, Casilla 18-1209
 Lima 18
 Lima, Perú
 Tel.: (511) 422 47 19
 Fax: (511) 222 21 74
rep-ird@amauta.rcp.net.pe
33. Jorge Tezón
 Gerente de Relaciones Institucionales
 Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA)
 Buenos Aires, Argentina
 Tel.: (54 11) 4384 0417
 Fax: (54 11) 4383 2024
itezon@correo.inta.gov.ar
34. Danielle Vinette
 Especialista en Cooperación Horizontal IICA
 San José, Costa Rica
 Tel.: (506) 216 0222
 Fax: (506) 216 0164
danielle.vinette@iica.int
35. Alexis Calderón Villalobos
 Director Nacional de Extensión Agropecuaria MAG
 San José, Costa Rica
 Tel.: (506) 231 6338
acalder@costarricense.cr
36. Max Ureña Fallas
 Jefe Desarrollo Metodológico
 Dirección Nacional de Extensión, MAG
 San José, Costa Rica
 Tel.: (506) 231 6338
direccionextension@mag.go.cr
37. Floribeth Viquez
 Directora
 Centro Nacional de Tecnología y Alimentos (CITA)
 San José, Costa Rica
 Tel.: (506) 207 3506/207 3507
 Fax: (506) 253 3762
fviquez@cita.ucr.ac.cr

3^{ème} PARTIE

ANALYSE DES RESULTATS

DE L'ENQUÊTE : RAPPORT FINAL

Sophie Bussillet- Vincent Charlet - Bastiaan de Laat

TECHNOPOLIS France

55 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris

Tel +33 1 49 49 09 20 – Fax +33 1 49 49 09 29

7. RESULTATS GENERAUX DU QUESTIONNAIRE

7.1. PRESENTATION

Ce document constitue la deuxième version du rapport intermédiaire de l'étude sur les partenaires du Cirad, conduite par Technopolis France. Il vise à donner une description détaillée des résultats de l'enquête conduite auprès d'un ensemble de partenaires du Cirad, dont la liste a été fournie par le commanditaire.

Ce document se compose des grandes parties suivantes :

- Les rappels méthodologiques
- Les résultats du questionnaire :
 - Les résultats des questions concernant le profil des répondants
 - Les résultats des questions concernant la description du partenariat établi entre le CIRAD et le répondant
 - Les résultats des questions concernant l'espace concurrentiel du CIRAD
 - Les résultats des questions portant sur l'évaluation que les répondants font de leur partenariat avec le CIRAD
 - Le traitement des réponses libres et commentaires spontanés des répondants
- La comparaison des réponses des 3 régions (Afrique, Amérique Latine, Asie)
- Les conclusions et recommandations

En annexe le lecteur trouvera le questionnaire complet, tel qu'il a été envoyé aux différents contacts du CIRAD.

7.2. RAPPELS METHODOLOGIQUES

7.2.1. Description des données

Avant la présentation des résultats proprement dits, il est important de rappeler quels sont les différents périmètres en présence et pour quels types de raisons le nombre de réponses exploitables est significativement inférieur au nombre de contacts fournis par le commanditaire.

En janvier 2004, après avoir mobilisé certains agents et correspondants de l'organismes, la Direction des Relations Européennes et Internationales du Cirad a fourni une liste de 1 428 contacts, répartis en quatre grandes familles linguistiques, comme indiqué par le tableau 7.2.1.

Tableau 7.2.1 Contacts fournis par le Cirad

Francophones	711
Anglophones	398
Hispanophones	199
Lusophones	120
Total	1 428

Sur ces 1 428 contacts, seuls 1 234 (soit 86 %) disposaient d'une adresse électronique ou postale, selon la répartition donnée par le tableau 7.2.2.

Tableau 7.2.2 Contacts disposant d'une adresse électronique ou postale

Francophones	607
Anglophones	379
Hispanophones	139
Lusophones	109
Total	1 234

Ces 1 234 questionnaires ont été envoyés, par courrier électronique, dans les quatre langues mentionnées. L'élément de réponse le plus immédiat a été l'identification de 251 adresses erronées (soit 20 % des adresses disponibles), par la réception de messages d'avertissement des serveurs smtp. Une fois celles-ci ôtées, reste un périmètre de 983 questionnaires supposés reçus². C'est sur ce périmètre qu'il convient de calculer le taux de retour de l'enquête.

Tableau 7.2.3 Réponses reçues, par type et par langue

	Francophones	Anglophones	Hispanophones	Lusophones	Total
Adresses erronées	120	71	29	31	251
Réponses positives	135	102	19	25	281
Réponses négatives	34	22	1	2	59

Comme l'indique le tableau 7.2.3, les réponses reçues ont pu être positives ou négatives. Par « réponse positive », on entend le renvoi du questionnaire au moins partiellement complété. Les réponses négatives ont quant à elles été assez diverses. Un certain nombre de contacts ont en effet pris la peine de motiver leur choix de ne pas répondre au questionnaire, le plus souvent parce qu'ils se jugeaient inaptes ou mal positionnés pour le faire, mais aussi parfois en raison d'un désaccord plus explicite sur la logique d'une telle consultation (cf. chapitre sur les contributions libres, en fin de rapport).

A la date du 4 avril 2004, 281 questionnaires remplis ont été reçus, soit un taux de retour global de 29 %, dont la déclinaison par famille linguistique est donnée dans le tableau 7.2.4.

Tableau 7.2.4 Taux de retour

Francophones	28 %
Anglophones	33 %
Hispanophones	17 %
Lusophones	32 %
Total	29 %

Note : le taux de retour est calculé en divisant le nombre de réponses positives reçues par le nombre supposé de questionnaires effectivement reçus par les destinataires.

² Ce chiffre est néanmoins théorique car tous les serveurs smtp n'avertissent pas les expéditeurs que leur message n'a pas atteint son destinataire, à plus forte raison en cette période où les filtres anti-spam et anti-virus ont été renforcés.

7.2.2. Commentaires

Le taux de retour très satisfaisant peut être considéré comme un premier signe de la réussite de l'exercice de consultation.

Cependant, on peut regretter que ce taux de retour n'ait porté que sur moins de 1 000 questionnaires reçus, alors que la liste initialement fournie laissait espérer plus de 1 400 contacts. En réalité, nous manquons d'éléments robustes pour savoir si le rapport entre les 1 428 contacts fournis et les 983 adresses supposées à jour est usuel pour des organisations de la taille et de la structure du Cirad ou si cela constitue une raison légitime pour s'interroger sur la bonne connaissance que cette institution a de ses partenaires.

Enfin, le taux de retour comparativement bas des réponses hispanophones s'explique par des questions de coordination entre Technopolis et le CIRAD et notamment la difficulté de disposer rapidement des traductions des messages électroniques. La conduite du questionnaire a en effet illustré très nettement la valeur ajoutée des relances régulières dans le cadre d'une consultation électronique.³ Cela étant, nous ne pensons pas que les résultats souffrent d'un défaut de représentativité sur ce point.

7.3. RESULTATS CONCERNANT LE PROFIL DES REpondANTS

7.3.1. Fonction du répondant

Le tableau 7.3.1., ci-dessous, indique la répartition des répondants selon le type de fonction qu'ils occupent au sein de leur institution. Il en ressort que l'objectif du commanditaire de voir le questionnaire prioritairement adressé à des personnes en postes de responsabilité voire de direction a effectivement été largement atteint.

Tableau 7.3.1 Fonction des répondants

	réponses	(%)
Directeurs, décideurs	126	44,8
Responsables d'unité, cadres	85	30,2
Autres	64	22,8
Non-réponses	6	2,1
Total	281	100,0

7.3.2. Localisation de l'institution du répondant

Le tableau 7.3.2. indique la répartition géographique des institutions des répondants. Ces chiffres sont toutefois à lire avec une relative prudence, dans la mesure où la forte proportion d'institutions à couverture régionale ou internationale n'a pas facilité le remplissage de cette partie du questionnaire. Concrètement, certains répondants ont pu par exemple se déclarer basés en France, bien qu'appartenant à une institution

³ Le CIRAD s'est lui-même chargé d'une relance après la date de clôture de la consultation auprès de ses partenaires hispanophones, dont l'effet a été plus limité.

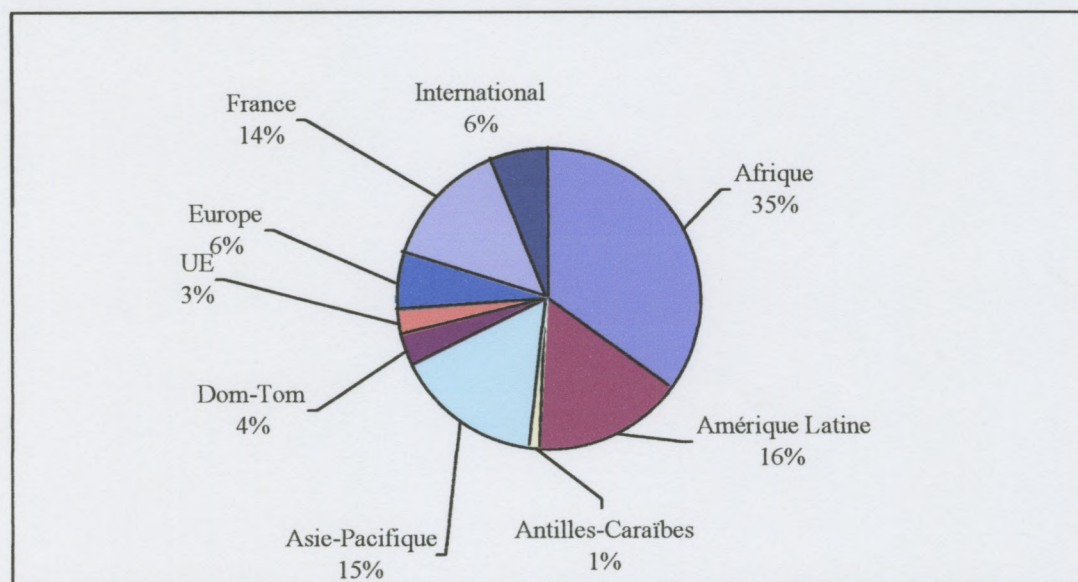
internationale. Par ailleurs, les remarques précédentes concernant le taux de réponse des hispanophones se prolongent évidemment sur ce point.

Tableau 7.3.2 Région de l'institution des répondants

	Réponses	(%)
Afrique	98	34,9
Amérique Latine	44	15,7
Asie – Pacifique	43	15,3
France	39	13,9
Europe	18	6,4
International	17	6,0
Dom-Tom	10	3,6
UE	7	2,5
Antilles – Caraïbes	3	1,1
Non réponses	2	0,7
Total	281	100,0

Ces résultats sont reportés dans la figure ci-dessous.

Figure 7.3.1 Région de l'institution des répondants



Note : par « UE », on désigne les partenaires travaillant des les instances communautaires. Par « Europe », on désigne les partenaires résidant dans les différents pays européens, en dehors de la France.

7.3.3. Les types d'institutions où travaillent les répondants

Le questionnaire permettait également aux répondants d'indiquer le type de leur institution, selon une nomenclature prédéfinie. Les résultats sont indiqués dans le tableau 7.3.3 ci-dessous ; ils mettent notamment en relief les fortes proportions d'institutions de recherche et d'établissements d'enseignement parmi les partenaires ayant répondu. A contrario, les types de partenaires souvent présentés comme caractéristiques du rayonnement d'un organisme comme le Cirad, tels que les

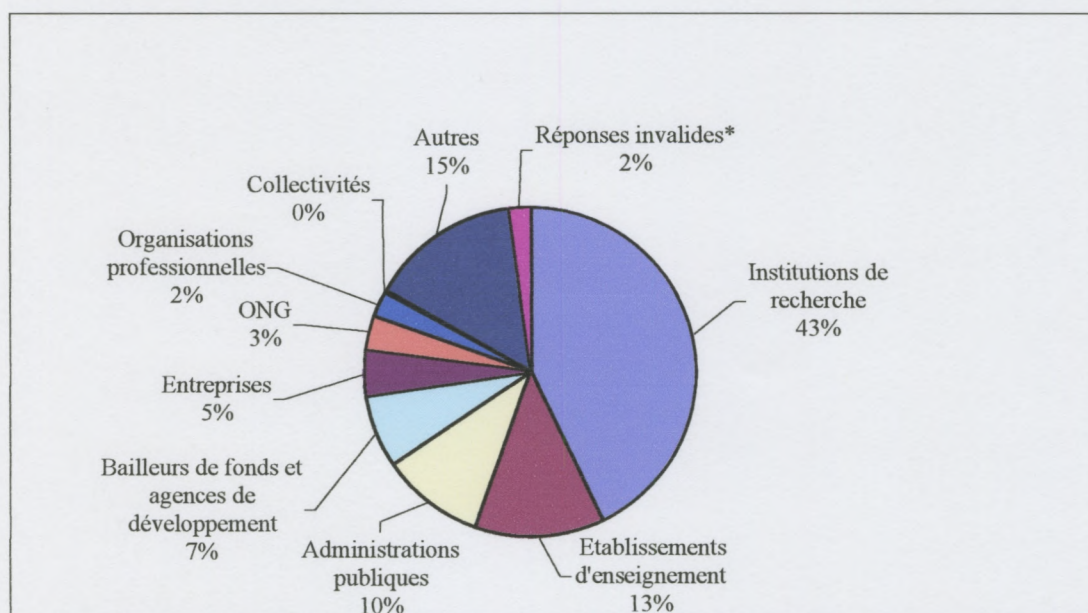
bailleurs de fonds et plus encore les représentants des « utilisateurs » (organisations professionnelles, collectivités...), sont finalement assez peu représentés⁴.

Tableau 7.3.3 Type d'institution

	Réponses	%
Institutions de recherche	120	42,7
Etablissements d'enseignement	36	12,8
Administrations publiques	28	10,0
Bailleurs de fonds et agences de développement	20	7,1
Industries, entreprises	13	4,6
Organisations non gouvernementales	9	3,2
Organisations professionnelles	7	2,5
Collectivités (communes, régions...)	1	0,4
Autres	41	14,6
Non réponses ou réponses multiples	6	2,1
Total	281	100,0

Ces résultats sont reportés dans la figure ci-dessous.

Figure 7.3.2 Type d'institution



(*) dont non réponses

7.3.4. Les domaines d'activité des institutions des répondants

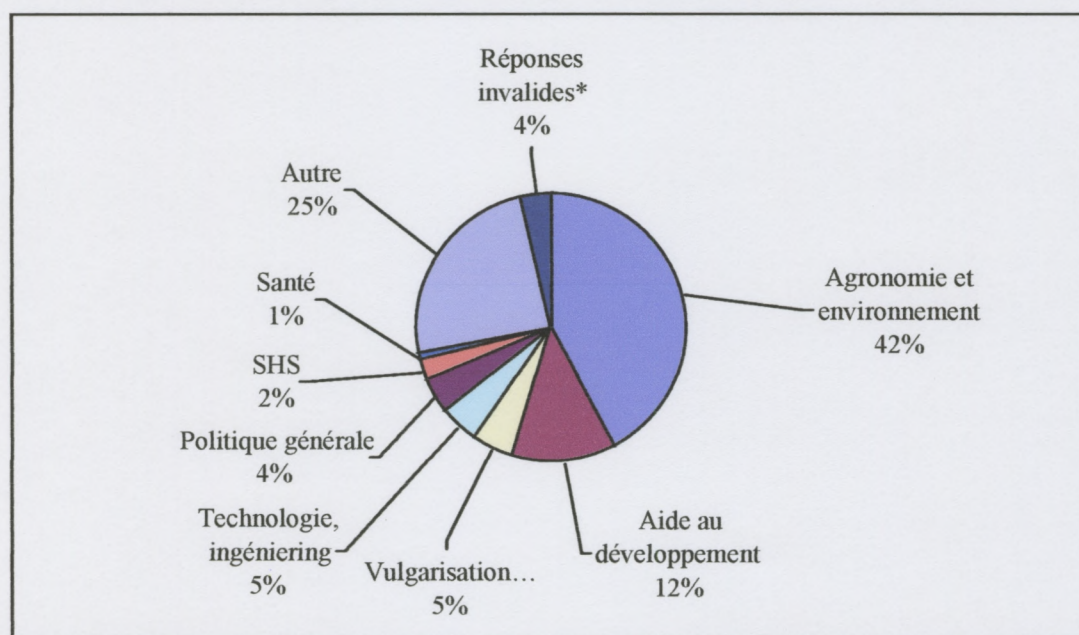
Un autre axe d'analyse qui a été choisi afin de mieux cerner le profil des répondants est celui de leur domaine d'activité. Il n'est pas surprenant de constater que les deux premiers domaines identifiés sont ceux de l'agronomie (plus de 42 %) et de l'aide au développement (près de 13 %). Ces chiffres sont repris dans la figure 7.3.3 ci-après.

⁴ Comme l'indiquent le tableau et le graphique, les réponses multiples n'ont pu être considérées comme valides lors du traitement des résultats.

Tableau 7.3.4 Domaine d'activité principal de l'institution

Domaine	Réponses	(%)
Agronomie et environnement	119	42,3
Aide au développement	35	12,5
Vulgarisation, expertise technique	14	5,0
Technologie, ingéniering	13	4,6
Politique générale	12	4,3
Sciences de l'homme et de la société	7	2,5
Santé	2	0,7
Autre	69	24,6
Non réponses ou réponses multiples	10	3,6
Total	281	100,0

Figure 7.3.3 Domaine d'activité principal de l'institution



(*) dont non réponses

7.3.5. Mandat géographique de l'institution

La dernière question visant à cerner le profil des répondants concernait le niveau d'extension de leur mandat géographique. La répartition sur ce point est assez aisée à décrire. La moitié des répondants se positionnent en effet sur un mandat national (43 %) ou territorial (9 %). Inversement, l'autre moitié a une couverture qui dépasse les frontières d'un seul pays, que ce soit sur une base régionale (13 %) voire internationale (35 %).

Tableau 7.3.5 Mandat géographique de l'institution

	réponses	(%)
Territorial	25	8,9
National	120	42,7
Régional	37	13,2
International	97	34,5
Non réponses	2	0,7
Total	281	100,0

7.3.6. Le positionnement de l'institution à l'égard du Cirad

Enfin, bien que cette question figurait dans section ultérieure du questionnaire, nous préférons évoquer ici les réponses concernant le positionnement du répondant par rapport au Cirad, dans la mesure où cela nous semble compléter la description du panel étudié. Les résultats sont donnés dans le tableau 7.3.6.

En lien avec la forte proportion d'institutions de recherche parmi les répondants (cf. paragraphe 7.3.3 précédent), on note ici la position dominante des partenaires scientifiques publics (près de 57 % des répondants). Même si les utilisateurs directs sont la deuxième catégorie par ordre d'importance, ceux-ci sont tout de même beaucoup moins représentés puisqu'ils ne constituent qu'à peine 9 % des répondants.

Tableau 7.3.6 Principale position du répondant à l'égard du Cirad

	réponses	(%)
Partenaire scientifique public	159	56,6
Utilisateur direct	24	8,5
Partenaire scientifique privé	22	7,8
Autorité publique concernée	19	6,8
Grand public	7	2,5
Destinataire de formations assurées par le Cirad	4	1,4
Autre	34	12,1
Non réponses	12	4,3
Total	281	100,0

7.3.7. Un profil de répondant dominant ?

Suite au constat que l'on retrouve fréquemment, dans les questions évoquées ci-dessus, une catégorie de réponse nettement dominante, il a été jugé utile de vérifier si l'on n'était pas en présence d'un sous-ensemble homogène de répondants, dont les réponses apportées dans la suite du questionnaire auraient pu influencer sur la lecture des résultats.

Il ressort que les répondants qui se positionnent vis-à-vis du Cirad comme des partenaires scientifiques publics, que ce soit en tant qu'institutions de recherche ou en tant qu'établissements d'enseignement, et s'inscrivent principalement dans le champ de la recherche en agronomie et environnement représentent 70 répondants, soit 25 % de l'ensemble des réponses traitées.

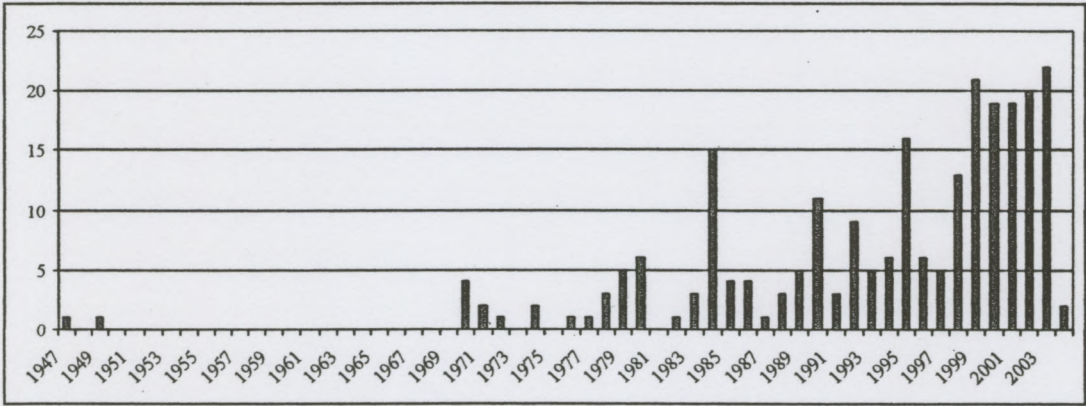
7.4. DESCRIPTION DU PARTENARIAT AVEC LE CIRAD ET DE SON DEVENIR

Cette partie du rapport, et la partie correspondante du questionnaire, abordent plus directement la description de la relation de partenariat entre le Cirad et le répondant.

7.4.1. Date du début de la coopération avec le Cirad

La figure 7.4.1 ci-après fournit une vue synthétique du début de la coopération entre le Cirad et l'institution du répondant. S'il n'est pas surprenant de constater que les années les plus récentes correspondent aux partenariats les plus nombreux, cet histogramme indique tout de même qu'une part significative des coopérations envisagées s'inscrivent dans la durée. Le pic observé en 1984, date de la création de l'EPIC, est assez significatif à cet égard : un certain nombre de répondants ont ainsi le sentiment que le partenariat existe « depuis le début de l'institution », sans parler de ceux qui lui prêtent une origine encore antérieure.

Figure 7.4.1 Date du début de la coopération avec le Cirad – ventilation par année.



Le tableau 7.4.1. suivant fournit une lecture agrégée des mêmes données, en répartissant les partenariats étudiés par tranches de cinq années. Il vient confirmer le fait que le rythme de diminution du nombre de partenariat reconnus en fonction de l'éloignement de leur date d'origine est assez faible.

Tableau 7.4.1 Date du début de la coopération avec le Cirad

	réponses	(%)
Avant 1983	37	13,2
De 1984 à 1989	32	11,4
De 1990 à 1994	34	12,1
De 1995 à 1999	61	21,7
De 2000 à 2004	82	29,2
Non réponses	35	12,5
Total	281	100,0

Quelques analyses complémentaires ont été conduites afin de savoir si certains profils particuliers de partenaires se dégagent sur cette question de l'ancienneté du partenariat.

Plusieurs remarques peuvent être faites concernant le paramètre de la région d'origine du répondant⁵, qui convergent vers l'impression que le réseau de partenaires du CIRAD a été construit par vagues successives. Ainsi, les partenaires africains sont significativement surreprésentés parmi les répondants faisant état d'une coopération établie entre 1984 et 1989. Les partenaires latino-américains sont, quant à eux, surreprésentés pour les années 1990 à 1994 et sous-représentés dans les deux tranches antérieures. Enfin, le pic qui correspond aux partenaires asiatiques se situe entre les années 1995 et 2000, avec là encore une sous-représentation pour les années antérieures. Les partenariats français, quant à eux, sont surreprésentés dans les deux tranches antérieures à 1989, ce qui pourrait n'être perçu que comme une conséquence statistique des trois éléments précédents.

Les différents types d'institutions semblent également répondre de manière légèrement différenciée à cette question de l'origine du partenariat. Ainsi, les administrations et bailleurs sont surreprésentés parmi les partenaires indiquant une coopération établie entre 1984 et 1989, sans doute à cause de leur référencement fréquent à l'année de création du Cirad. Par ailleurs, les institutions de recherche sont surreprésentées dans les années 1985 à 1995 tandis que les établissements d'enseignement sont surreprésentés dans la tranche immédiatement ultérieure, de 1995 à 2000, semblant indiquer une ouverture plus récente du Cirad aux partenariats universitaires.

Enfin, en termes de domaine d'activité, les institutions dédiées à l'agronomie et à l'environnement sont nettement surreprésentées parmi les partenaires faisant état des coopérations les plus anciennes et, symétriquement, sous-représentées dans les coopérations de la décennie en cours.

⁵ La dernière partie de ce rapport aborde plus en détail les analyses régionales.

7.4.2. Les modes de coopération avec le Cirad et leur importance

7.4.2.1. L'importance estimée des modes de coopération durant les trois dernières années

Le tableau 7.4.2 suivant présente de manière détaillée les réponses concernant le niveau d'importance de chacun des modes de coopération envisagés. Les données brutes permettent notamment d'apprécier le nombre de répondants pour chaque question : il faut ainsi noter entre 62 et 106 réponses vides selon les questions. La figure 7.4.2 située juste après fournit une représentation visuelle de la répartition des réponses effectivement reçues.

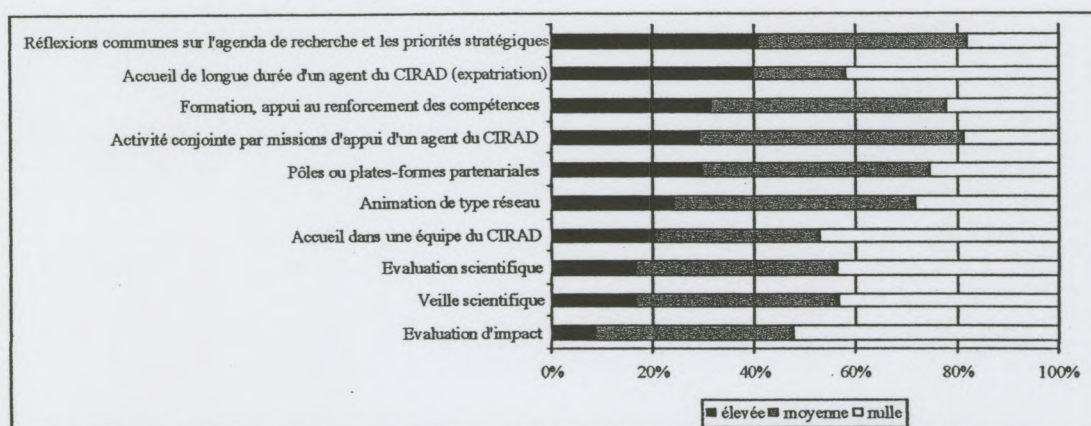
On observe deux modes de coopération jugés importants dans les trois dernières années par au moins 40 % des répondants : l'expatriation de longue durée d'un agent du Cirad et la réflexion commune sur l'agenda de la recherche. Ce niveau d'importance est par ailleurs renforcé par le fait que ces deux alinéas comptent des nombres de réponses vides parmi les plus faibles.

Le renforcement des compétences ainsi que les activités conjointes supposant des missions d'appui de la part des agents du Cirad ressortent également, même si nombreux sont les répondants qui leur ont attribué une importance seulement moyenne, par la faible proportion de ces derniers les ayant considérées comme non significatives.

Tableau 7.4.2 Importance de chaque mode de coopération avec le Cirad durant les trois dernières années

	élevée	%	moy.	%	nulle	%	vide	%	Total
Accueil de longue durée d'un agent du Cirad (expatriation)	79	28,1	36	12,8	84	29,9	82	29,2	281
Activité conjointe par missions d'appui d'un agent du Cirad	60	21,4	108	38,4	39	13,9	74	26,3	281
Accueil dans une équipe du Cirad	37	13,2	59	21,0	86	30,6	99	35,2	281
Réflexions communes sur l'agenda de recherche et les priorités stratégiques	89	31,7	90	32,0	40	14,2	62	22,1	281
Animation de type réseau	46	16,4	91	32,4	54	19,2	90	32,0	281
Pôles ou plates-formes partenariales	56	19,9	85	30,2	48	17,1	92	32,7	281
Formation, appui au renforcement des compétences	67	23,8	100	35,6	48	17,1	66	23,5	281
Veille scientifique	29	10,3	70	24,9	76	27,0	106	37,7	281
Evaluation scientifique	29	10,3	70	24,9	77	27,4	105	37,4	281
Evaluation d'impact	15	5,3	70	24,9	94	33,5	102	36,3	281

Figure 7.4.2 Importance de chaque mode de coopération avec le Cirad durant les trois dernières années



A contrario, on note quatre modes de coopérations jugés non significatifs durant ces trois dernières années par au moins 40 % des répondants : la veille scientifique, l'évaluation scientifique, l'accueil dans une équipe du Cirad et surtout l'évaluation d'impact. A ces quatre modalités, il faut également ajouter l'expatriation d'agents du Cirad, déjà mentionnée pour la forte proportion de répondants lui ayant accordée une importance élevée : on y retrouve le fait que ce type de partenariat est nécessairement plus « focalisé » que les autres dans la mesure où il suppose des investissements importants sur un nombre de sites finalement restreints.

Les animations de type réseau ou les plateformes partenariales, qui sont souvent évoquées comme des modalités « modernes » de la politique partenariale d'institutions telles que le Cirad, occupent une position intermédiaire.

7.4.2.2. Les modes de coopération à développer en priorité

Le tableau 7.4.3 indique les modalités de coopération qui ont été citées comme devant faire l'objet d'un développement prioritaire à l'avenir. La formation et l'appui au renforcement des compétences, les réflexions communes sur l'agenda de recherche ou encore les plateformes partenariales ressortent comme les trois modes les plus cités. Sachant que les proportions de répondants ayant déclaré ces modalités comme d'importance élevée ou moyenne dans les trois dernières années sont également élevées, elles émergent comme des axes forts de cette partie du questionnaire.

L'évaluation scientifique, la veille scientifique et l'évaluation d'impact, dont on a déjà noté la faible importance pour un grand nombre de répondants dans les trois dernières années, sont par ailleurs les moins fréquemment perçues comme prioritaires.

Tableau 7.4.3 Modes de coopération à développer en priorité

	réponses	(%)
Formation, appui au renforcement des compétences	107	38,1
Réflexions communes sur l'agenda de recherche et les priorités stratégiques	105	37,4
Pôles ou plates-formes partenariales	87	31,0
Activité conjointe par missions d'appui d'un agent du Cirad	78	27,8
Animation de type réseau	62	22,1
Accueil de longue durée d'un agent du Cirad (expatriation)	57	20,3
Accueil dans une équipe du Cirad	49	17,4
Evaluation d'impact	37	13,2
Veille scientifique	29	10,3
Evaluation scientifique	26	9,3
Total	637	100,0

Note : le total des réponses est supérieur à 281 en raison du traitement des réponses multiples.

On peut également noter que l'expatriation d'agents du Cirad ne figure pas parmi les modalités les plus souvent perçues comme prioritaires, tandis qu'une fraction importante des répondants l'a jugée importante dans les trois dernières années. Les consultations régionales ont confirmé cette tendance : plusieurs partenaires parmi les africains ont en effet estimé que l'expatriation d'un agent du Cirad n'était plus aussi nécessaire à la coopération que par le passé et que cette dernière ne serait pas entravée par le maintien des chercheurs en France.

Les animations de type réseau, l'appui au renforcement des compétences ainsi que le développement des plateformes partenariales, dont on a vu qu'elles constituaient des modalités souvent prioritaires aux yeux des partenaires du Cirad, ne font pas ressortir aussi nettement une surreprésentation des répondants déclarant en avoir bénéficié de manière importante dans les trois dernières années. Notre première analyse est qu'il s'agit de modalités plus courantes à l'échelle internationale, à plus forte raison parce qu'elles bénéficient d'une popularité en hausse : elles représentent davantage un modèle dominant, sans que cela n'en diminue du tout le caractère prioritaire, mais dans lequel le Cirad n'exprime pas de spécificité propre.

7.4.2.3. Quelques profils de répondants

Des analyses plus approfondies ont été conduites afin de savoir si les résultats globaux décrits ci-dessus peuvent recevoir des éclairages différents suivants les grandes caractéristiques des répondants.

Sur le plan chronologique d'abord, il ressort clairement que les coopérations les plus anciennes et durables, autrement dit celles dont le nombre diminue le moins vite avec l'éloignement de leur date d'origine, sont celles qui reposent sur l'expatriation d'agents du Cirad. En revanche, les animations de type réseau, les plateformes régionales ou encore l'appui à la formation sont majoritairement récentes. Enfin, l'accueil de partenaires dans les équipes du Cirad présente un profil d'évolution particulier dans la mesure où c'est la seule modalité dont la proportion décroisse dans les toutes dernières années, après un pic dans les années 1995-2000.

Pour ce qui concerne l'influence du type d'institutions, trois constats se dégagent. Premièrement, et assez naturellement, les institutions de recherche sont

surreprésentées parmi les répondants mettant l'accent sur les échanges de scientifiques, dans les deux sens. Deuxièmement, les administrations publiques et les bailleurs de fonds sont surreprésentés parmi ceux qui soulignent l'importance de la réflexion sur l'agenda scientifique et les priorités de recherche. Enfin, on note que les établissements d'enseignement se distinguent curieusement des institutions de recherche, qui semblent intuitivement être « leurs plus proches cousins » : ils sont en effet surreprésentés parmi les répondants qui font état, pour les trois années passées, de l'importance de l'animation de réseaux et de quelques autres modalités, que les résultats globaux ne font pas ressortir, comme la veille scientifique. En revanche, et ils constituent la seule « famille » à faire apparaître des résultats aussi nettement différents en matière de réflexion sur l'avenir que d'analyse rétrospective, ils sont surreprésentés parmi les répondants appelant un renforcement de l'accueil de partenaires au sein des équipes du Cirad.

Enfin, en matière de thématique scientifique, on peut retenir que les partenaires œuvrant dans le champ « agronomie-environnement » sont surreprésentés parmi ceux qui soulignent l'importance des activités d'échanges de scientifiques, dans les deux sens. Ceux travaillant dans l'aide au développement se focalisent davantage sur les activités de type réseau et l'animation de plateformes.

L'analyse en termes géographiques est présentée dans le paragraphe 7.8.

7.4.3 Les produits de la coopération avec le Cirad et leur importance

Ce paragraphe, construit sur le même modèle que le précédent, présente les analyses analogues qui ont pu être conduites au sujet des produits de la coopération avec le Cirad.

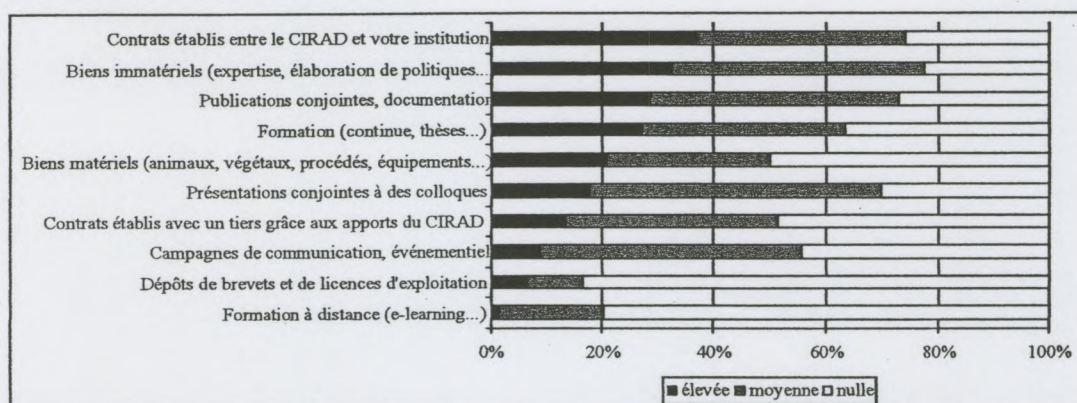
7.4.3.1. L'importance estimée des produits de coopération durant les trois dernières années

Le tableau 7.4.4 et la figure 7.4.3 suivants fournissent les résultats détaillés concernant l'importance accordée par le répondant aux différents produits de coopération mis en œuvre dans les trois dernières années. Là encore, le tableau permet de mesurer la proportion, parfois significative, de non réponses tandis que le diagramme permet une lecture comparative des réponses effectives.

Tableau 7.4.4 Importance de chaque produit de coopération avec le Cirad durant les trois dernières années

	élevée	%	moyenne	%	nulle	%	vides	%	Total
Formation (continue, thèses...)	55	19,6	76	27,0	75	26,7	75	26,7	281
Formation à distance (e-learning...)	2	0,7	31	11,0	131	46,6	117	41,6	281
Biens matériels (animaux, végétaux, procédés, équipements...)	38	13,5	54	19,2	92	32,7	97	34,5	281
Biens immatériels (expertise, élaboration de politiques...)	65	23,1	91	32,4	45	16,0	80	28,5	281
Publications conjointes, documentation	58	20,6	91	32,4	55	19,6	77	27,4	281
Présentations conjointes à des colloques	34	12,1	100	35,6	58	20,6	89	31,7	281
Dépôts de brevets et de licences d'exploitation	10	3,6	16	5,7	130	46,3	125	44,5	281
Contrats établis avec un tiers grâce aux apports du Cirad	23	8,2	66	23,5	85	30,2	107	38,1	281
Contrats établis entre le Cirad et votre institution	78	27,8	79	28,1	55	19,6	69	24,6	281
Campagnes de communication, événementiel	14	5,0	76	27,0	72	25,6	119	42,3	281

Figure 7.4.3 Importance de chaque produit de coopération avec le Cirad durant les trois dernières années



Les résultats paraissent moins « enthousiastes » que dans le paragraphe précédent, au sujet des modalités de coopération. Aucun produit, par exemple, n'est qualifié d'important sur ces trois dernières années par plus de 40 % des répondants. Les trois types de produits les plus mis en avant sont les contrats de coopération, les biens immatériels ainsi que les publications conjointes. A l'inverse, plus de 80 % des répondants pointent le caractère peu significatif de la formation à distance ou des dépôts de brevets et de licences.

7.4.3.2. Les produits à développer en priorité

Le tableau 7.4.5 suivant présente les résultats obtenus sur les produits à développer en priorité. Ici encore, la corrélation entre l'importance constatée sur les trois dernières années et le niveau de priorité estimé pour les années à venir est globalement forte.

En particulier, la formation à distance ou le dépôt de brevets ne semblent pas plus attendus à l'avenir qu'ils n'ont été observés par le passé.

On note tout de même que les formations occupent le premier niveau de priorité tandis qu'elles n'apparaissent qu'au quatrième rang dans l'évaluation rétrospective du paragraphe précédent.

Tableau 7.4.5 Produits de coopération à développer en priorité

	réponses	(%)
Formation (continue, thèses...)	116	41,3
Publications conjointes, documentation	99	35,2
Biens immatériels (expertise, élaboration de politiques...)	80	28,5
Contrats établis entre le Cirad et votre institution	78	27,8
Biens matériels (animaux, végétaux, procédés, équipements...)	59	21,0
Contrats établis avec un tiers grâce aux apports du Cirad	37	13,2
Présentations conjointes à des colloques	33	11,7
Campagnes de communication, événementiel	33	11,7
Formation à distance (e-learning...)	29	10,3
Dépôts de brevets et de licences d'exploitation	20	7,1
Total	584	100,0

Note : le total des réponses excède 281 en raison des réponses multiples

7.4.3.3. Quelques profils de répondants

En termes institutionnels, les établissements de recherche soulignent l'importance dans les trois dernières années des partenariats scientifiques et des dépôts de brevets et licences ; pour ce qui est des priorités futures, ils évoquent la formation et les brevets. Les établissements d'enseignement, quant à eux, soulignent naturellement l'importance des activités de formation dans les trois années passées et les maintiennent comme prioritaires pour l'avenir. Point important : ils sont nettement surreprésentés parmi ceux qui appellent un développement prioritaire de la formation à distance, pourtant peu mise en avant sur l'ensemble du panel interrogé. Les administrations, enfin, soulignent l'importance des biens immatériels tant pour les années passées que pour celles à venir et rejoignent les établissements d'enseignement dans l'identification de l'enseignement à distance comme une priorité à développer.

7.5. L'ESPACE CONCURRENTIEL DU CIRAD

Cette section du rapport étudie le positionnement du Cirad au regard des autres partenaires des répondants.

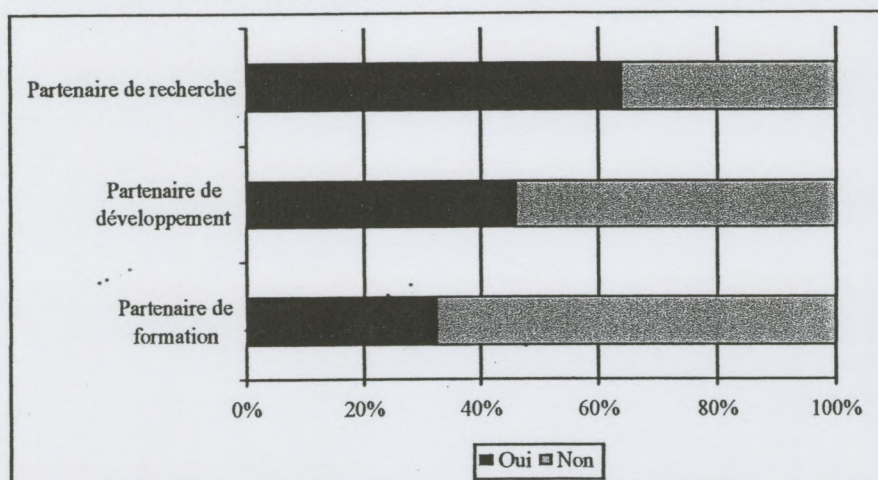
7.5.1. Positionnement du Cirad

La première question qui était posée à ce sujet consistait à savoir si le Cirad faisait ou non partie des trois principaux partenaires du répondant. Les résultats sont détaillés dans le tableau et le diagramme ci-après.

Tableau 7.5.1 Le Cirad parmi les trois principaux partenaires du répondant ?

	Oui	%	Non	%	vides	%
Partenaire de recherche	166	59,1	95	33,8	20	7,1
Partenaire de formation	78	27,8	163	58,0	40	14,2
Partenaire de développement	111	39,5	132	47,0	38	13,5

Figure 7.5.1 Le Cirad parmi les trois principaux partenaires du répondant ?



Le résultat est contrasté suivant le type d'activité envisagé : le Cirad est ainsi bien positionné pour plus de 60 % des répondants en matière de recherche. Seuls la moitié d'entre eux portent le même jugement en matière de partenariat pour le développement et un peu plus de 30 % seulement font de même en matière de formation.

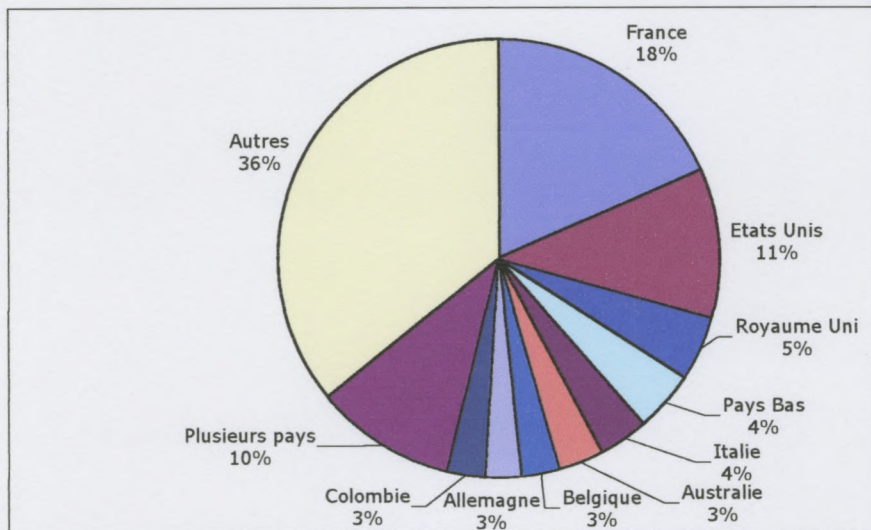
7.5.2. Les autres partenaires des répondants

Il était intéressant de demander aux répondants de citer leurs principaux partenaires en matière de R&D et de formation pour le développement. L'analyse de leurs réponses peut se faire en deux temps : par pays ou grandes régions du monde et par institution.

Il convient de noter que ce paragraphe repose sur des traitements légèrement plus fragiles que les autres parties du rapport. En effet, les réponses apportées dans cette partie du questionnaire ont dû, pour pouvoir être traitées, être normalisées dans la mesure du possible. Toutes les réponses n'ont cependant pas pu être rendues exploitables, notamment lorsque les répondants n'ont mentionné que des sigles.

Les premiers chapitres de ce rapport ont déjà permis de connaître la répartition géographique des partenaires du Cirad. C'est la localisation de leurs propres partenaires, c'est-à-dire leur « champ partenarial », qui est indiquée ici.

Figure 7.5.2 Localisation des principaux partenaires des répondants



Deux constats majeurs se dégagent de ce diagramme. Premièrement, les répondants sont manifestement plus francophiles que la moyenne des institutions de même type : le fait de voir la France comme premier pays de localisation des partenaires des répondants, devant des pays tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou les Pays-Bas qui ont généralement une politique d'aide au développement plus conséquente que celle de notre pays, est un signe en ce sens. Deuxièmement, ces zones de partenariat sont assez étendues : hormis la France et les Etats-Unis, les autres pays ne se démarquent pas de manière très contrastée. Le Royaume-Uni, par exemple, a été cité 27 fois tandis que la Colombie l'a été environ deux fois moins (16 fois).

Il semble assez naturel de supposer que les effets de proximité jouent très directement à ce sujet. Ceci s'est trouvé confirmé par l'analyse croisée de la localisation des répondants eux-mêmes et de celle de leurs partenaires principaux. Plus qu'un tropisme vers telle ou telle région, c'est en effet la proximité qui ressort comme facteur explicatif de l'établissement des partenariats. Ainsi :

- Ce sont surtout les institutions africaines qui sont surreprésentées parmi les principaux partenaires des répondants africains. Il en va de même pour les latino-américaines pour les répondants latino-américains, etc.
- Par ailleurs, les répondants africains font état d'une affinité relative positive⁶, par ordre décroissant, pour les institutions localisées en France, au Maghreb et Proche Orient, en Europe puis en Amérique du Nord.
- Les répondants sud-américains font état d'une affinité relative positive pour leurs partenaires nord-américains.
- Les répondants situés dans les Dom-Tom ont une affinité relative positive pour des partenaires situés en Asie – Pacifique, juste derrière les partenaires français métropolitains.

⁶ Par affinité relative positive de A pour B, on entend une surreprésentation statistique de B parmi les principaux partenaires de A.

- Les répondants situés en Asie et Pacifique ont une affinité relative positive pour leurs partenaires situés en Europe uniquement, mais ni avec des partenaires Français ni avec des partenaires nord-américains.

En termes institutionnels, sur 576 références, le partenaire de loin le plus récurrent est l'IRD, cité 39 fois. Viennent ensuite, par ordre décroissant, la FAO (18 fois) et le CGIAR (15 fois) ; l'US AID et l'USDA sont cités 10 fois en tout. Par ailleurs, on dénombre au total 85 références aux universités. La plus fréquemment citée, ici encore d'assez loin, est l'université de Wageningen (13 fois) ; viennent ensuite l'université catholique de Louvain (4 fois), l'université de Ghent (3 fois) et l'université de Guelph (3 fois).

7.6. EVALUATION DE LA COOPERATION AVEC LE CIRAD

Ce chapitre correspond à la dernière partie du questionnaire, hormis les commentaires libres, et en présente les résultats : il s'agissait pour les répondants d'évaluer la coopération établie avec le Cirad, d'y porter un regard critique. L'essentiel des questions correspondantes sont déclinées de manière assez fine selon les axes thématiques, repris du plan stratégique de l'établissement.

7.6.1. Equilibre du partenariat

7.6.1. 1. Analyse d'ensemble

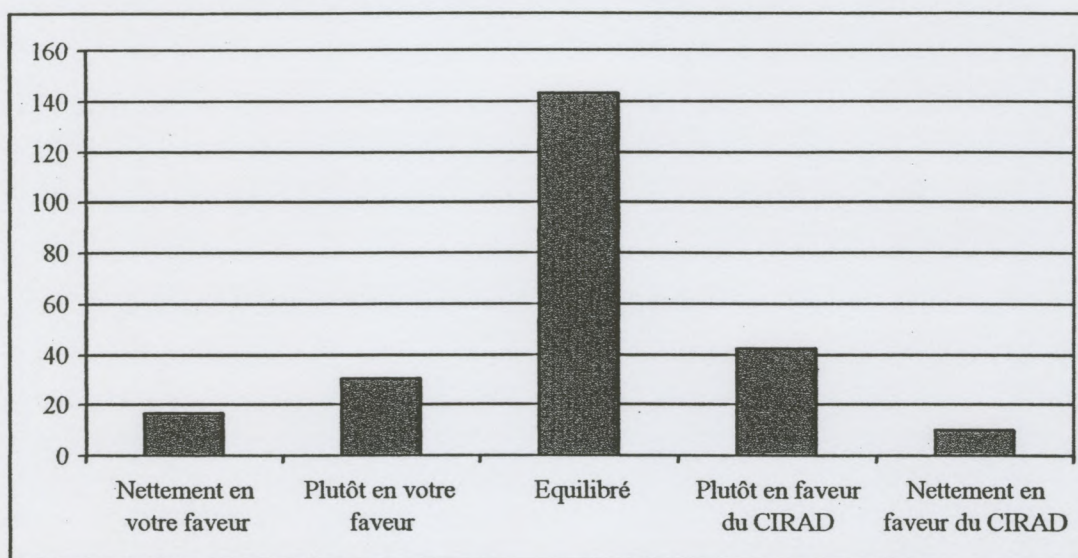
Cette section du questionnaire appelait tout d'abord de la part du répondant un jugement d'ensemble sur le caractère équilibré du partenariat. Le résultat est représenté par le tableau 7.6.1 et la figure 7.6.1 ci-après : les partenariats jugés « équilibrés » représentent un peu plus de 50 % des réponses reçues, soit près de 60 % des partenariats déclarés.

Selon une courbe en cloche quasi parfaite, les partenariats sont plus rarement jugés déséquilibrés, quasi symétriquement dans un sens et dans l'autre : les répondants s'estimant globalement lésés ou au contraire favorisés par leur coopération avec le Cirad représentent respectivement 21 % et 19 % des cas concernés.

Tableau 7.6.1 Equilibre du partenariat avec le Cirad

	réponses	(%)
Nettement en votre faveur	17	6,0
Plutôt en votre faveur	30	10,7
Equilibré	143	50,9
Plutôt en faveur du Cirad	42	14,9
Nettement en faveur du Cirad	10	3,6
Pas de coopération avec le Cirad	29	10,3
Non réponses	10	3,6
Total	281	100,0

Figure 7.6.1 Equilibre du partenariat avec le Cirad



7.6.1.2. Quelques profils de répondants

En termes institutionnels, on observe également des répartitions légèrement hétérogènes. Ainsi, les institutions de recherche ont les avis les plus contrastés : elles sont en effet surreprésentées parmi les répondants qui jugent le partenariat nettement en leur faveur et parmi ceux qui le jugent plutôt voire nettement en faveur du Cirad. Les établissements d'enseignement sont surreprésentés parmi ceux qui le jugent plutôt en leur faveur. Enfin, les administrations publiques sont surreprésentées parmi ceux qui le jugent nettement en faveur du Cirad, peut-être en raison de leur positionnement de bailleur de fonds.

7.6.2. Evaluation détaillée par thématique

La coopération était ensuite évaluée par les répondants sur chacune des thématiques identifiées dans le plan stratégique du Cirad, elles-mêmes regroupées selon trois axes stratégiques. Ces trois axes sont la production agricole durable, la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement et enfin l'alimentation et la qualité des produits.

Le constat majeur qui émerge de toute cette partie du questionnaire est précisément le caractère assez peu discriminant de ces thématiques : à quelques variations mineures près, les résultats obtenus sont identiques sur chacune d'entre elles.

La description des résultats se ramène donc à une liste restreinte de caractéristiques communes.

Premièrement, pour presque toutes les thématiques, très rares ont été les répondants à déclarer avoir une activité en cours et, plus encore, un partenariat en cours avec le Cirad. Les réponses vides sont tout d'abord très nombreuses, et ce pour toutes les thématiques. En outre, la « gestion intégrée des écosystèmes agro-sylvo-pastoraux »

et « l'amélioration des variétés végétales et des espèces animales locales » sont les deux seules thématiques pour lesquelles les réponses positives et négatives s'équilibrent à peu près pour ces deux questions. Sinon, les réponses négatives sont nettement plus nombreuses.

Deuxièmement, l'évaluation des partenariats en cours avec le Cirad ressort comme positive sur toutes les thématiques. Les avis négatifs et très négatifs ne sont jamais nuls mais toujours fortement minoritaires. Par ailleurs, le sommet de la courbe en cloche est toujours clairement positionné sur l'avis « positif », hormis pour la thématique intitulée « changements alimentaires, notamment en milieu urbain » qui est la seule appelant autant d'avis neutres que d'avis positifs.

Les cinq thématiques qui, globalement, appellent un jugement le plus mitigé sont l'étude du « rôle de l'agriculture et de la foresterie dans le cycle du carbone », la « lutte contre la désertification », « l'analyse et la représentation des systèmes alimentaires », les « outils de traçabilité et de gestion du risque dans les filières de qualité » et l'analyse des « changements alimentaires » déjà évoquée ci-dessus. Ces thématiques se distinguent en effet par des jugements neutres nombreux et plus fréquents que les avis très positifs.

Inversement, les trois thématiques qui se distinguent par leurs appréciations plus nettement positives sont « la gestion intégrée des écosystèmes agro-sylvo-pastoraux », « l'amélioration des variétés végétales et des espèces animales » et les « méthodes d'organisation, de gestion et de négociation entre acteurs » : même si les avis les plus nombreux sont, comme pour toutes les autres thématiques, positifs, celles-ci se distinguent par des avis très positifs plus fréquents que dans les autres cas et nettement plus nombreux que les avis neutres.

Globalement, il semble que les thématiques du premier axe reçoivent une meilleure appréciation que celles du deuxième axe et encore meilleure que celles du troisième.

Les consultations régionales n'ont pas permis de répondre aux questions soulevées à la fois par l'uniformité des perceptions des 3 axes et par l'appréciation globalement positive au sein des axes (thématiques bien comprises ? énoncés suffisamment précis ? défaut de construction du questionnaire ?...).

La seule explication mise en avant a été celle du découragement des répondants, à la fin du questionnaire, devant ces trois longues séries de questions. Cependant, on peut noter que les discussions n'ont jamais, elles non plus, porté sur ces thématiques du plan stratégique du CIRAD.

Les résultats sont donnés ci-après pour chacun des trois axes.

7.6.2.1. Axe « Production agricole durable »

Tableau 7.6.2 Résultats détaillés de l'évaluation de la coopération sur l'axe « production agricole durable »

	Activité en cours			Coopération significative avec le Cirad durant les 5 dernières années			Apport de la coopération avec le Cirad sur vos propres travaux					
	Oui	Non	Vides	Oui	Non	Vides	Très négatif	Négatif	Faible ou insignifiant	Positif	Très positif	Non réponses
Gestion intégrée des écosystèmes agro-sylvo-pastoraux	75	94	112	74	72	135	2	1	9	56	24	189
%	26,7	33,5	39,9	26,3	25,6	48	0,7	0,4	3,2	19,9	8,5	67,3
Amélioration des variétés végétales et des espèces animales locales	86	85	110	76	71	134	2	1	5	50	31	192
%	30,6	30,2	39,1	27	25,3	47,7	0,7	0,4	1,8	17,8	11	68,3
Gestion intégrée de l'eau	42	118	121	28	99	154	2	1	10	22	10	236
%	14,9	42	43,1	10	35,2	54,8	0,7	0,4	3,6	7,8	3,6	84
Méthodes d'organisation, de gestion et de négociation entre acteurs	48	104	129	39	89	153	4	1	7	20	18	231
%	17,1	37	45,9	13,9	31,7	54,4	1,4	0,4	2,5	7,1	6,4	82,2
Modèles ou SIG de représentation ds systèmes agraires	57	101	123	49	91	141	2	1	10	31	14	223
%	20,3	35,9	43,8	17,4	32,4	50,2	0,7	0,4	3,6	11	5	79,4
Modèles de régulation des filières et des marchés	41	113	127	38	90	153	3	1	8	30	7	232
%	14,6	40,2	45,2	13,5	32	54,4	1,1	0,4	2,8	10,7	2,5	82,6

Figure 7.6.2 Activité du partenaire et état de la collaboration avec le Cirad

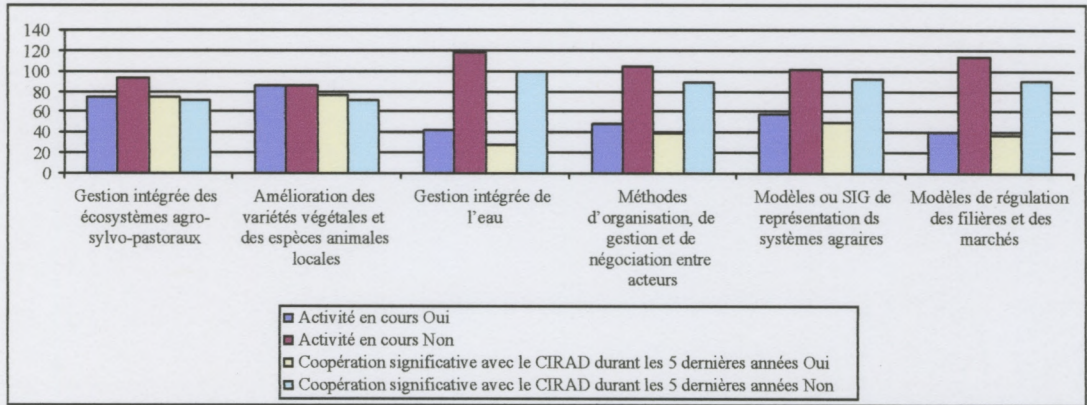
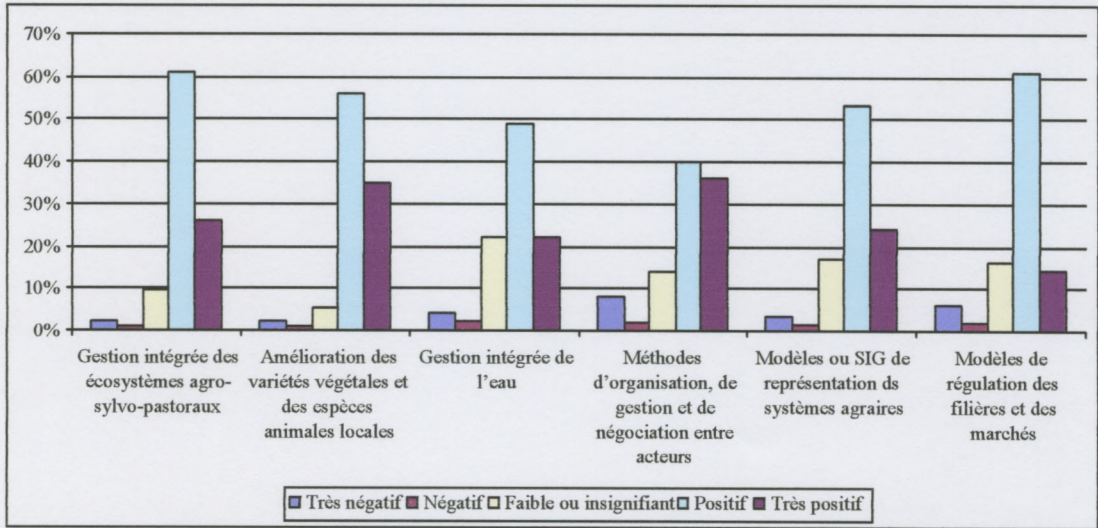


Figure 7.6.3 Apport de la coopération avec le Cirad (ventilation des avis exprimés)



7.6.2.2. Axe « Gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement »

Tableau 7.6.3 Présentation détaillée de l'évaluation de la coopération sur l'axe « gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement »

	Activité en cours			Coopération significative avec le Cirad durant les 5 dernières années ?			Apport de la coopération avec le Cirad sur vos propres travaux					
	Oui	Non	Vides	Oui	Non	Vides	Très négatif	Négatif	Faible ou insignifiant	Positif	Très positif	Non réponses
Rôle de l'agriculture et de la foresterie dans le cycle du carbone	28	126	127	18	116	147	2	1	6	19	2	251
%	10	44,8	45,2	6,4	41,3	52,3	0,7	0,4	2,1	6,8	0,7	89,3
Connaissance des ressources biologiques (sub)tropicales pour la biodiversité	64	97	120	55	86	140	1	1	10	38	13	218
%	22,8	34,5	42,7	19,6	30,6	49,8	0,4	0,4	3,6	13,5	4,6	77,6
Gestion des sols, lutte contre l'érosion et les pollutions agricoles	55	106	120	46	94	141	2	3	10	34	9	223
%	19,6	37,7	42,7	16,4	33,5	50,2	0,7	1,1	3,6	12,1	3,2	79,4
Lutte contre la désertification	29	122	130	24	103	154	1	1	8	18	5	248
%	10,3	43,4	46,3	8,5	36,7	54,8	0,4	0,4	2,8	6,4	1,8	88,3
Risques sanitaires d'origine végétale et animale	38	109	134	29	99	153	2	1	9	19	8	242
%	13,5	38,8	47,7	10,3	35,2	54,4	0,7	0,4	3,2	6,8	2,8	86,1
Gestion durable des espaces forestiers	52	110	119	46	98	137	1	2	6	36	10	226
%	18,5	39,1	42,3	16,4	34,9	48,8	0,4	0,7	2,1	12,8	3,6	80,4

Figure 7.6.4 Activité du partenaire et état de la collaboration avec le Cirad

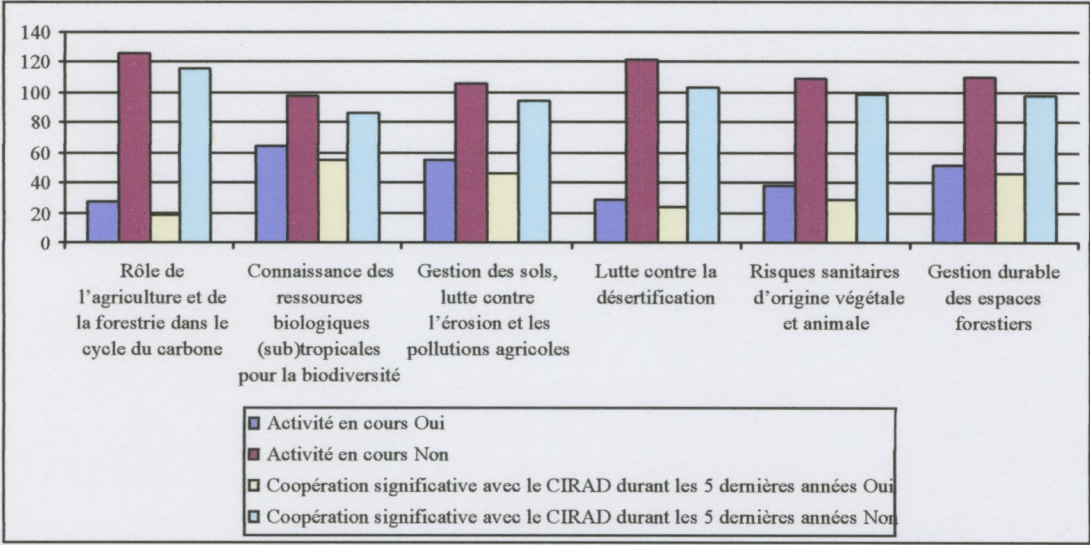
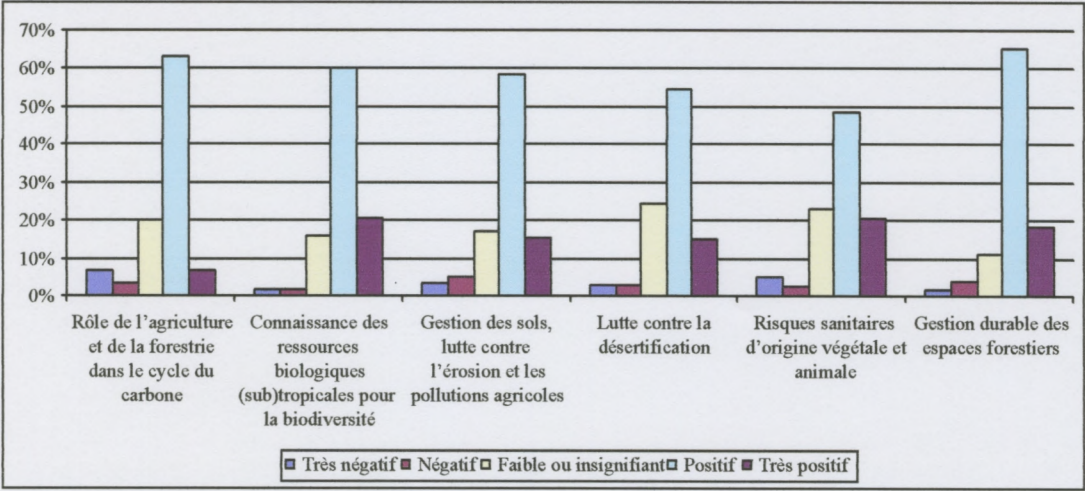


Figure 7.6.5 Apport de la coopération avec le Cirad (ventilation des avis exprimés)



7.6.2.3. Axe « Alimentation et qualité des produits »

Tableau 7.6.4 Résultats détaillés de l'évaluation de la coopération sur l'axe « alimentation et qualité des produits »

	Activité en cours			Coopération significative avec le Cirad durant les 5 dernières années			Apport de la coopération avec le Cirad sur vos propres travaux					
	Oui	Non	Vides	Oui	Non	Vides	Très négatif	Négatif	Faible ou insignifiant	Positif	Très positif	Non réponses
Analyse et représentation des systèmes alimentaires	24	124	133	18	105	158	2	2	7	13	2	255
%	8,5	44,1	47,3	6,4	37,4	56,2	0,7	0,7	2,5	4,6	0,7	90,7
Systèmes de transformation des produits à l'échelle artisanale et semi-industrielle	45	109	127	42	96	143	2	1	8	34	9	227
%	16	38,8	45,2	14,9	34,2	50,9	0,7	0,4	2,8	12,1	3,2	80,8
Déterminants de la qualité des produits tout au long des filières	42	110	129	36	98	147	2	1	9	30	6	233
%	14,9	39,1	45,9	12,8	34,9	52,3	0,7	0,4	3,2	10,7	2,1	82,9
Outils de traçabilité et de gestion du risque dans les filières de qualité	16	130	135	12	111	158	2	1	5	8	1	264
%	5,7	46,3	48	4,3	39,5	56,2	0,7	0,4	1,8	2,8	0,4	94
Contrôle de la qualité : normes et standards	35	113	133	26	100	155	2	1	6	20	4	248
%	12,5	40,2	47,3	9,3	35,6	55,2	0,7	0,4	2,1	7,1	1,4	88,3
Changements alimentaires, notamment en milieu urbain	14	131	136	12	113	156	2	1	6	6	4	262
%	5	46,6	48,4	4,3	40,2	55,5	0,7	0,4	2,1	2,1	1,4	93,2

Figure 7.6.6 Activité du partenaire et état de la collaboration avec le Cirad

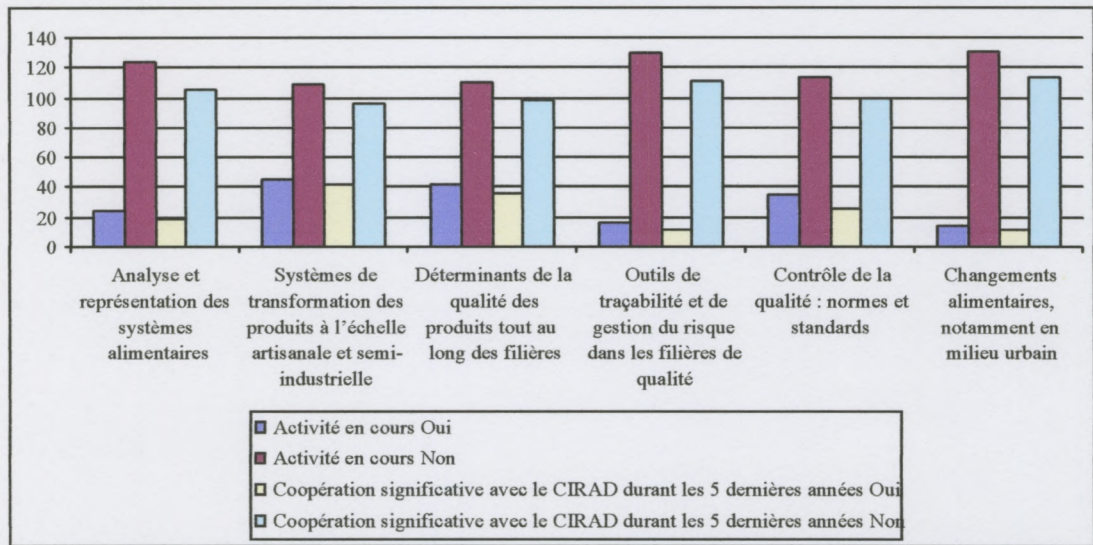
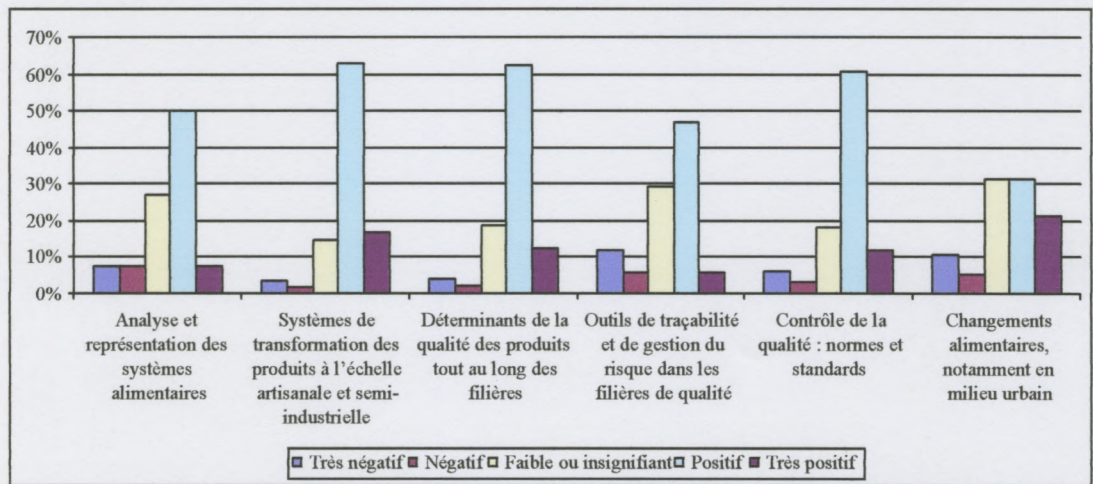


Figure 7.6.7 Apport de la coopération avec le Cirad (ventilation des avis exprimés)



7.7. COMMENTAIRES LIBRES DES REpondANTS

Les répondants ont été invités à s'exprimer librement à quatre reprises : d'abord à propos de chacun des axes stratégiques (ajout d'une thématique, etc.), ensuite de manière libre à la fin du questionnaire.

7.7.1. Remarques liminaires

Il convient tout d'abord de souligner l'abondance des expressions libres des personnes contactées, autant dans le cadre du questionnaire que dans celui des courriers e-mails. Cela souligne à notre sens une perception globalement positive de la consultation autant que de l'action du Cirad.

« L'existence de ce questionnaire est sans doute unique parmi les institutions de recherche françaises et par là même cette initiative est très courageuse et remarquable. »

« Je trouve l'initiative très pertinente et espère vivement qu'elle permettra au Cirad de développer une politique scientifique plus cohérente que par le passé. »

La plupart des commentaires constituent des appréciations positives de la collaboration avec le Cirad. De nombreux répondants n'ont pu compléter le questionnaire du fait de la nouveauté de leur collaboration avec le Cirad, mais ont souligné l'importance que revêt ce partenariat.

Il est également frappant de constater que plusieurs personnes ont répondu au questionnaire sans avoir de collaboration établie avec le Cirad ; leurs commentaires libres prennent alors la forme d'un appel à la concrétisation d'un partenariat formel.

7.7.2. Commentaires portant sur les axes stratégiques

Les commentaires relatifs à l'axe « Production agricole durable » sont les plus fournis ; cependant, ils consistent presque exclusivement en la description des activités en cours. Il est délicat de faire une analyse plus poussée dans la mesure où sont avant tout décrites des situations individuelles, se rapportant à des domaines d'activité spécialisés et précis (hévéa, cycles biochimiques...).

L'axe « Gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement » a suscité moins de remarques ; et celles-ci sont dans l'ensemble plus critiques. Ces critiques portent sur la discontinuité de l'action du Cirad dans le secteur de la sylviculture.

La question 20 portant sur l'axe « Alimentation et qualité des produits » a concentré peu de commentaires, ceux-ci étant là encore très individualisés.

7.7.3. Expression libre

Dans un souci d'amélioration de l'offre partenariale du CIRAD, nous analysons ici les critiques et suggestions des répondants à son égard. Cela ne doit cependant pas faire oublier que l'appréciation portant sur le partenariat avec le CIRAD est très majoritairement positive.

7.7.3.1. La discontinuité dans les financements et les thématiques/ politiques

L'arrêt de la collaboration qui en découle compromet le développement des acquis au niveau du partenaire.

« Je suis persuadé qu'il vaudrait mieux avoir une structure médiocre mais stable qu'une meilleure structure dont les règles de fonctionnement changent tous les deux ans. »

A ce problème un répondant a ajouté celui des « difficultés fréquentes de la part du Cirad à respecter ses engagements et objectifs initiaux, en termes de moyens humains et financiers à mobiliser pour la bonne réalisation de l'opération. » Un autre souligne

que ces réorganisations stratégiques se font sans la consultation des partenaires, selon les intérêts du Cirad.

7.7.3.2. Le positionnement du Cirad par rapport aux autres organismes français

« Qu'est ce qui différencie les travaux du Cirad et de l'IRD Outre-Mer ? L'IRD a réussi un affichage de CNRS d'outre-Mer ; le Cirad est-il l'INRA d'outre-mer, ou un Institut Technique d'Outre-Mer ? »

Cette citation pose le problème de la différenciation et de la complémentarité de l'action du Cirad par rapport aux autres organismes français de recherche agronomique. Les passerelles/frontières entre organismes sont brouillées selon certains, ce qui conduit au non traitement de situations particulières, demandant par exemple l'articulation forte d'une recherche fondamentale avec l'expertise du Cirad .

Plusieurs répondants ont ainsi appelé à la recherche de meilleures complémentarités. Nous pouvons ici donner la parole à un responsable de l'IRD :

« Mon sentiment général est que la collaboration pourrait être beaucoup plus développée qu'elle ne l'est actuellement. Sans doute les relations "à la base" (entre chercheurs) sont-elles satisfaisantes. En revanche, le manque de concertation est patent pour tout ce qui a trait aux grandes orientations et à la stratégie. Dans le domaine du renforcement des capacités de recherche du Sud qui m'est cher, la France (avec l'IRD, le Cirad, AIRE développement, ..) a une expérience et des réponses originales, qu'il serait bon de défendre haut et fort, ensemble, au niveau international. Certains partenaires européens nous attendent d'ailleurs sur ce terrain : promouvoir notre approche (...). »

7.7.3.3. Les relations plus difficiles avec le privé

Celles-ci sont à la fois à développer et à améliorer, selon les répondants.

En effet, le Cirad est perçu comme « trop exclusivement tourné vers des schémas de coopération avec le secteur public », or, par exemple, le soutien à un maillage du monde rural par des entreprises agricoles modernes est jugé essentiel pour les pays en voie de développement.

Les partenaires privés du Cirad semblent par ailleurs connaître des difficultés à la collaboration. Un répondant appartenant à une PME, travaillant depuis 1995 avec le Cirad, pose le problème de la non prise en compte des collaborations Cirad/entreprise au niveau des conventions signées entre le Cirad et la recherche publique du pays d'accueil.

7.7.3.4. Les ressources humaines

Le problème de la gestion des ressources humaines par le Cirad est multiple, selon plusieurs répondants :

- Difficultés d'intégration et de gestion des chercheurs du Cirad au sein des équipes d'accueil (pour le Cirad comme pour l'organisme d'accueil), inadéquation des postes de chercheurs aux besoins locaux

- Lourdeurs de l'organisation hiérarchique du Cirad, que risque de ne pas résoudre la structuration en unités de recherche : « En effet, la majorité des unités propres sont actuellement mises en place par les mêmes anciens responsables, ce qui n'est pas favorable à la création d'une nouvelle dynamique de recherche scientifique et de développement pour le Cirad. La fracture entre les meilleurs chercheurs de base et l'administration intermédiaire (programmes, départements), risque donc de perdurer au détriment de l'évolution actuellement souhaitée par la Direction Générale du Cirad. »
- Les changements continuels de personnel du Cirad, surtout au niveau managerial, sont sources de troubles pour ses partenaires, selon un répondant d'Amérique hispanophone

7.7.3.5. La recherche de financements « tous azimuts »

Le fait que le Cirad doive s'autofinancer est perçu comme un problème par plusieurs répondants, et ce à deux niveaux :

- « Le Cirad est souvent apparu comme un bureau d'étude : la recherche systématique de financement, qu'impose son statut d'EPIC, a fortement troublé, pour ne pas dire détérioré, son image. »
- « Le fait que le Cirad doive fortement s'auto financer, limite les collaborations avec les autres institutions de recherche qui peuvent paraître concurrentes. Ainsi sur le plan international, en particulier pour ce qui concerne des recherches qui peuvent avoir un impact pour les PVD, du fait de l'existence même du Cirad et de ses besoins financiers, l'ensemble du dispositif français de recherche est peu mobilisé, donc sous utilisé, inconnu et peu exploité, alors que les autres pays (USA par exemple) mobilisent mieux l'ensemble de leur système de recherche pour répondre à des appels d'offre internationaux ou pour se positionner. »

Cette caractéristique est la cause, pour certains, d'un déséquilibre dans la collaboration avec le Cirad :

« Plusieurs départements du Cirad emploient des scientifiques de grande valeur et expérience avec lesquels nous souhaiterions intensifier des collaborations dans le domaine de la recherche pour le développement des pays du Sud mais les contraintes que leur imposent leur structuration, leur mode de financement et leurs modes de fonctionnement rendent une collaboration scientifique équilibrée extrêmement difficile à mettre en oeuvre. »

« Assez difficile d'arriver à des accords équitables notamment par le fait que les agents déclinent d'abord des stratégies financières avant les stratégies scientifiques. »

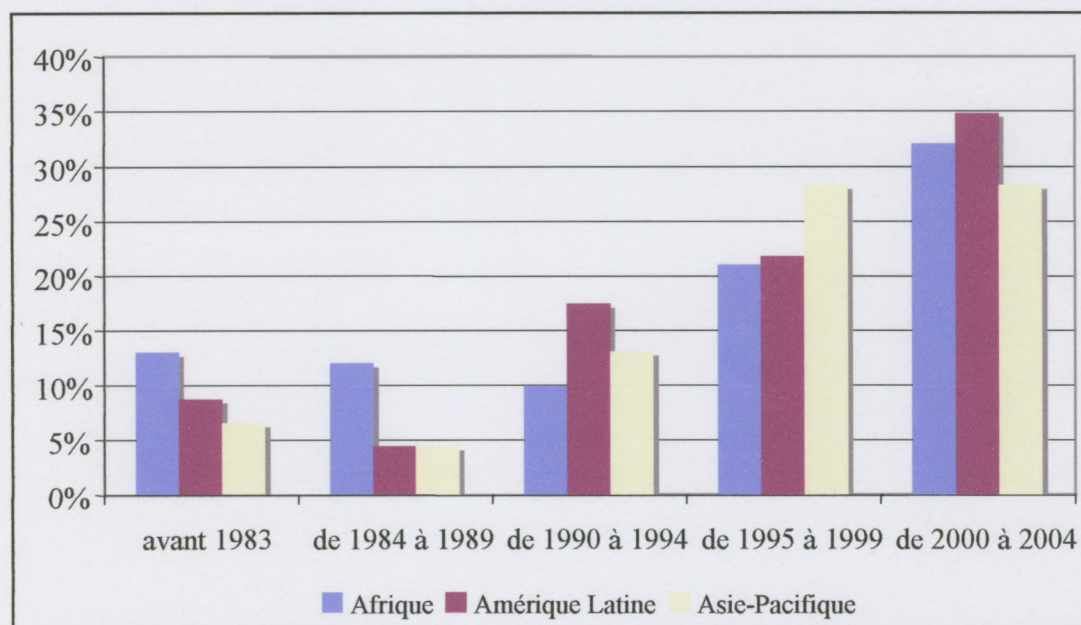
7.8. COMPARAISON DES TROIS REGIONS : AFRIQUE, AMERIQUE LATINE, ASIE/PACIFIQUE

Ce chapitre livre une analyse comparative des réponses aux principales questions de l'enquête, en fonction de la région du répondant.

7.8.1. Principales caractéristiques de la coopération avec le Cirad

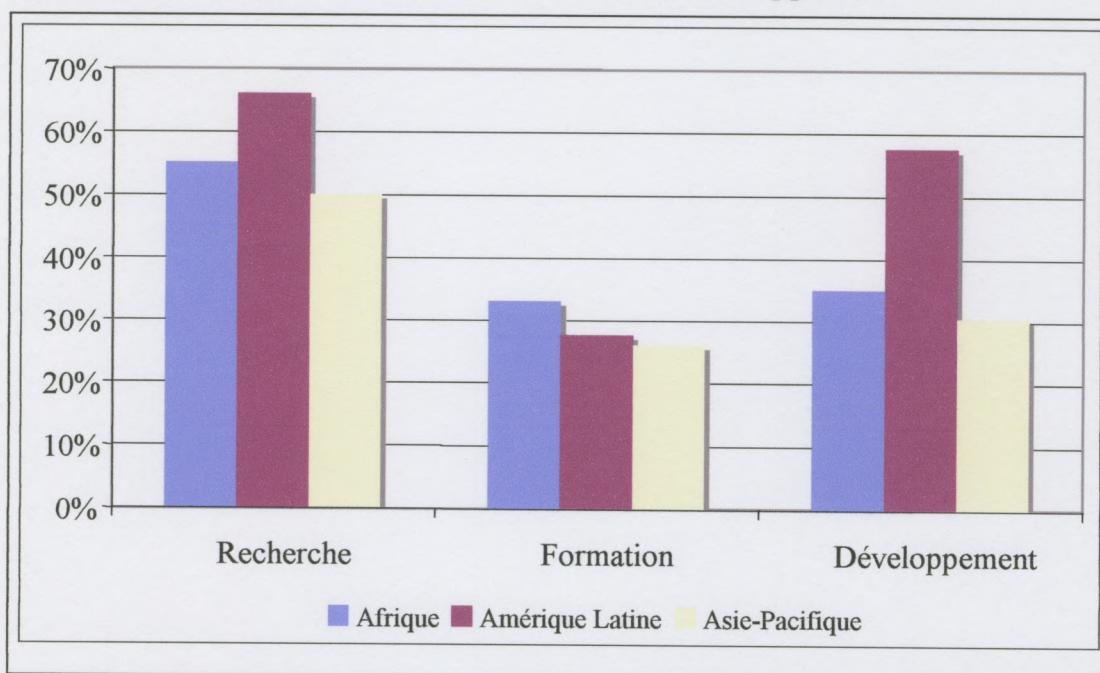
Nous avons vu précédemment que la coopération avec le CIRAD s'était construite par vagues ; c'est ce qui apparaît clairement dans la Figure 7.8.1 suivante. Les coopérations avec l'Afrique sont ainsi les plus anciennes, datant même pour partie d'avant la création du CIRAD. Celles développées avec l'Amérique latine se sont surtout développées à partir du début des années 1990, et l'on observe une croissance continue du nombre de coopérations débutées depuis. L'Asie est la région où les coopérations ont débuté en nombre le plus tardivement, avec un palier depuis la deuxième moitié des années 1990.

Figure 7.8.1 Date du début de la coopération avec le Cirad



La question ayant trait au positionnement du Cirad parmi les institutions de recherche, formation et développement, fait apparaître ce dernier comme plus visible en Amérique Latine que dans les deux autres régions, du moins en matière de recherche et de développement. Les situations en Afrique et en Asie sont assez comparables, même si le Cirad semble légèrement plus visible en Afrique qu'en Asie.

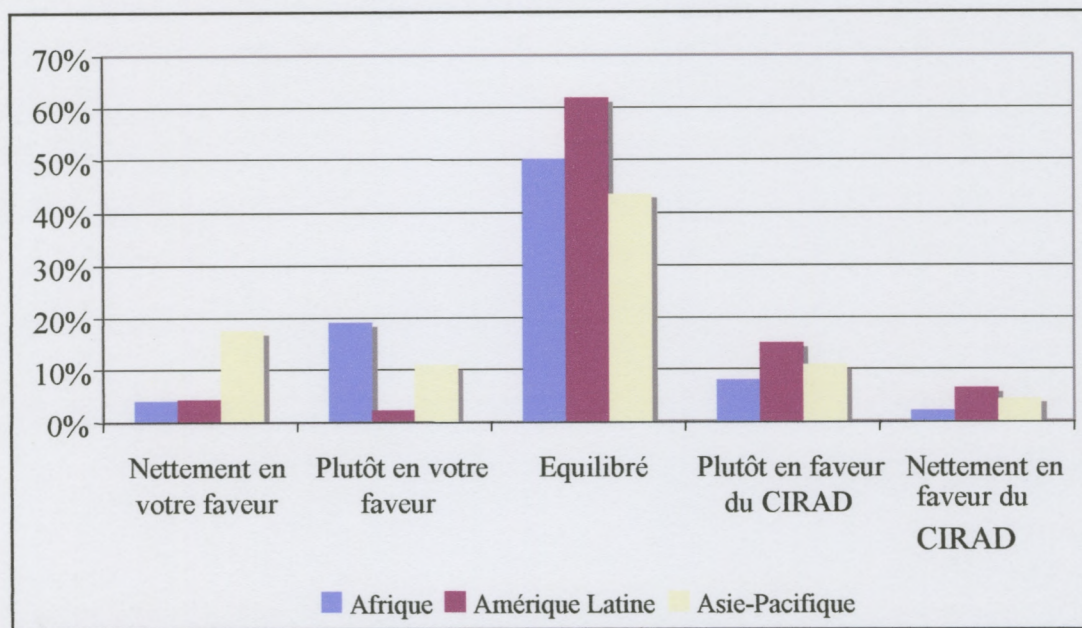
Figure 7.8.2 Le Cirad faisant partie des trois principaux partenaires du répondant en matière de recherche, formation et développement



Enfin, la Figure 7.8.3 fait apparaître des différences notables dans la perception qu'ont les répondants de l'équilibre de leur partenariat avec le Cirad. Les réponses des Asiatiques sont les plus ventilées : ils sont plus de 30 % à juger la coopération en leur faveur mais également 17 % à la considérer comme en faveur du Cirad. Les Africains sont de ce point de vue les plus satisfaits de leur coopération avec le Cirad, si l'on agrège les réponses faisant état d'un équilibre entre les deux parties ou d'un déséquilibre en leur faveur. Inversement, les répondants d'Amérique Latine sont, toujours de ce point de vue, les moins satisfaits : ce sont eux qui jugent le plus souvent que la coopération est équilibrée ou en faveur du Cirad (ils sont 23 % dans ce dernier cas).

De ce constat nous pensions pouvoir expliquer le taux de réponse comparativement plus faible chez les répondants latino-américains que chez les autres répondants. Mais les consultations régionales n'ont ni validé ni infirmé cette hypothèse, faute de réponse apportée à la question posée.

Figure 7.8.3 Equilibre du partenariat avec le Cirad

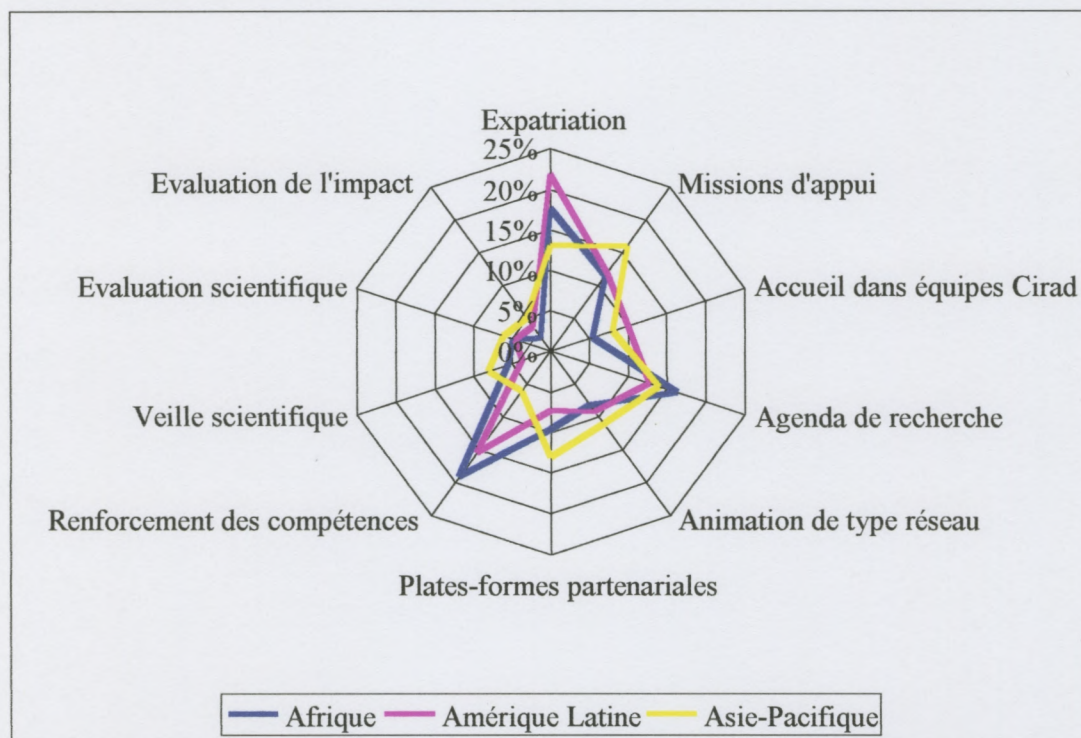


7.8.2. Comparaison de l'appréciation portée sur les modes de la coopération avec le Cirad

Les figures suivantes permettent de rendre compte des différents profils des 3 régions.

Ainsi, il apparaît que, d'après la Figure 7.8.4, les profils de l'Afrique et de l'Amérique Latine en ce qui concerne l'importance quantitative des modes de coopération avec le Cirad sont assez similaires, tandis que celui de l'Asie se démarque. Si la formation et l'accueil de chercheurs du Cirad sur place sont quantitativement importants dans les deux premières régions, l'accent est plutôt mis en Asie à part égale sur les missions d'appui, les plates-formes partenariales et les réflexions commune quant à l'agenda de recherche. Ce dernier mode de coopération a par ailleurs une importance égale dans les 3 régions.

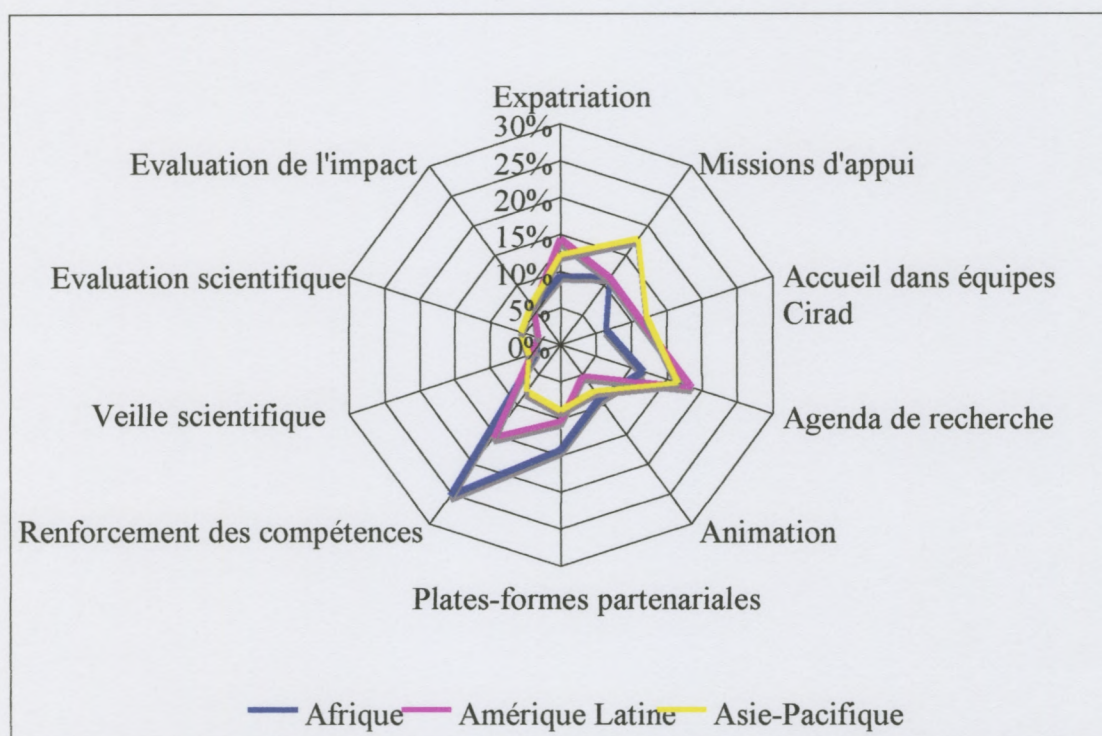
Figure 7.8.4 Importance élevée des différents modes de coopération avec le Cirad durant les trois dernières années



La lecture de ce que les répondants jugent nécessaire de développer dans le futur est également riche d'enseignements. On observe une demande significative de formation de la part des partenaires d'Amérique Latine et surtout d'Afrique. Contrairement aux deux autres régions, les Africains ne font pas des réflexions communes sur l'agenda de recherche une priorité. Pour ce qui est de l'Asie, on observe que les trois modes de coopération les plus importants sont reconduits comme des priorités à développer ; les plates-formes partenariales sont cependant jugées moins prioritaires.

La comparaison de la figure précédente et de la suivante vient confirmer un résultat important au sujet de l'expatriation : alors même que ce mode de coopération était quantitativement important pour 14 à 23 % des répondants, moins de 15 % souhaitent qu'il soit développé dans futur. Ce constat est particulièrement flagrant en Afrique, où moins de 10 % des répondants y voient une priorité.

Figure 7.8.5 Les modes de coopération à développer en priorité

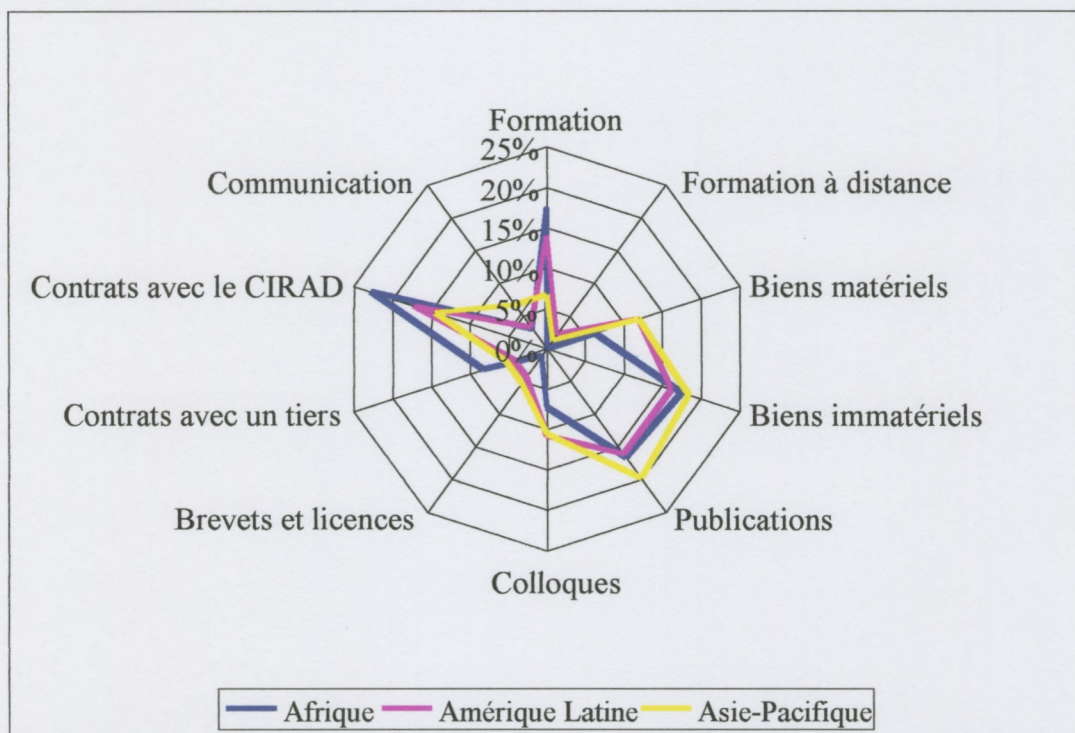


7.8.3. Comparaison de l'appréciation portée sur les produits de la coopération avec le Cirad

Les profils des trois régions sont relativement plus similaires concernant l'importance quantitative des produits issus de la coopération avec le Cirad que sur les questions précédentes.

La coopération avec les partenaires africains produit avant tout des contrats avec le Cirad et de la formation (thèses...), et dans une moindre mesure des biens immatériels et des publications. Ces deux derniers types de produit sont majoritaires en Asie ; en Amérique Latine, les quatre sont d'importance équivalente. Les différences notables entre les trois régions interviennent principalement au niveau des produits de formation (importance nettement moindre en Asie), des brevets et licences (ce n'est pas un produit de la coopération avec les partenaires africains), des biens matériels (sous-représentation en Afrique) et enfin des contrats avec un tiers (plus nombreux en Afrique que dans les autres régions).

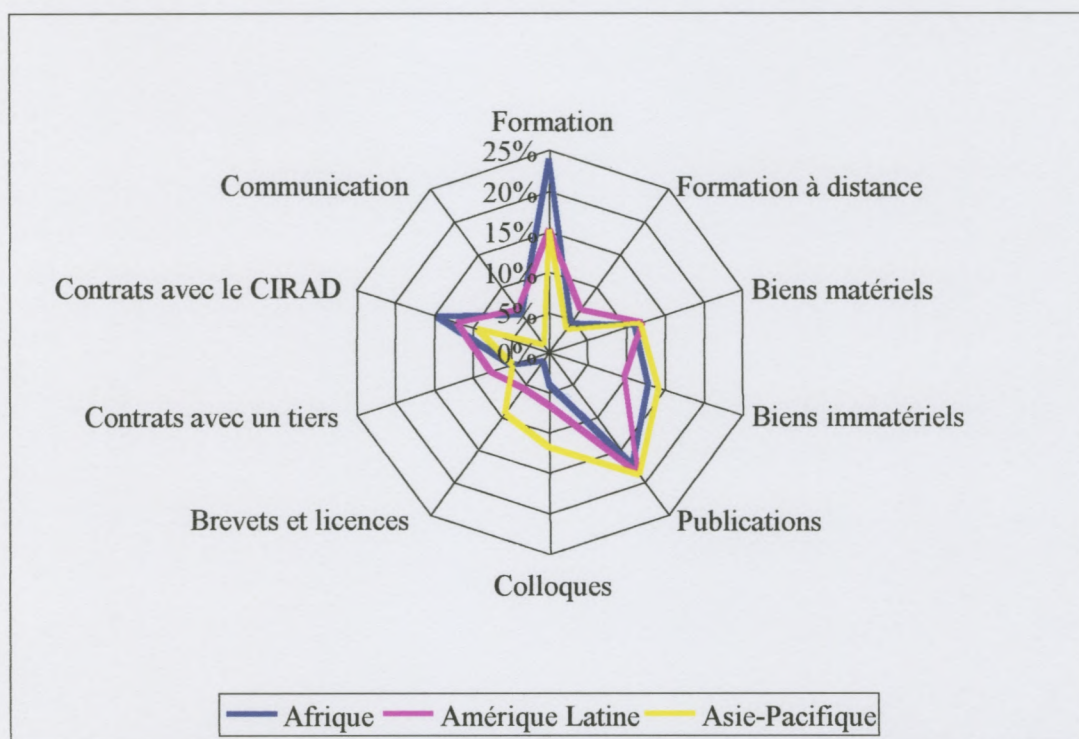
Figure 7.8.6 Importance élevée des différents produits de la coopération avec le Cirad durant les trois dernières années



La comparaison de la Figure 7.8.7 avec la Figure 7.8.6 souligne à nouveau l'accent mis sur la formation comme priorité à développer, notamment en Afrique. Par rapport aux autres produits, priorité est également mise sur les publications, cependant dans les mêmes proportions que leur importance quantitative relevée dans les années précédentes (entre 15 et 20 %).

Les partenaires africains souhaitent également que la production de biens matériels soit développée dans le futur ; les partenaires asiatiques insistent sur les présentations communes dans des colloques et surtout sur la production de brevets et licences.

Figure 7.8.7 Les produits de la coopération à développer en priorité



7.9. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Sans présager des conclusions qui seront tirées en interne par le Cirad, nous sommes ici en mesure de livrer quelques remarques de synthèse et de proposer des recommandations. Celles-ci se fondent à la fois sur les résultats de cette enquête et sur le contenu des échanges des consultations régionales que Technopolis France a contribué à animer.

Une première remarque concerne l'appréciation nettement positive à la fois de l'action du Cirad et de la tenue d'une telle consultation des partenaires : en attestent les réponses libres au questionnaire, son taux de retour satisfaisant, ainsi que la qualité des discussions lors des consultations régionales, les participants ayant adopté une grande liberté de parole et manifesté intérêt et motivation durant les réunions.

Quatre idées fortes ressortent après synthèse des résultats de ces deux types de consultation.

Premièrement, plusieurs indices convergent pour donner une image assez morcelée du réseau de partenaires du Cirad. Pour ce qui est des coopérations avec le Sud (i.e. hors bailleurs et autres instances multilatérales), il semble que les partenaires africains, qui comptent souvent parmi les plus anciens, ne font pas état de la même demande que les partenaires plus récents d'Asie et d'Amérique Latine. Autant les premiers expriment des besoins toujours importants en formation et renforcement des capacités, autant les seconds semblent plus proches d'un modèle de partenariat scientifique, appelant un

renforcement des échanges et des mobilités mais aussi la mise au point de nouveaux produits.

De ce constat émerge la nécessité pour le Cirad de ne pas considérer ses partenaires comme ayant des besoins et des attentes identiques. Cette diversité d'approche pourrait non seulement être explicitée dans la stratégie internationale du Cirad mais également faire l'objet de recherches complémentaires. Ainsi, une expertise socioéconomique sur les différents modèles de développement pourrait être mobilisée afin de documenter cette diversité de profils des partenaires, quitte à aller au-delà d'une première approche par grandes régions qui peut encore masquer une certaine hétérogénéité des trajectoires nationales. L'appréhension de cette problématique pourrait permettre au Cirad de mieux caler ses prestations sur les besoins de ses partenaires.

Indépendamment, le Cirad pourrait mettre en œuvre un « suivi qualité » de ses différents projets : par exemple en faisant remplir par les partenaires deux questionnaires simples, l'un à la clôture du projet portant sur la satisfaction à l'égard de l'action du Cirad et l'autre 2 à 3 ans plus tard pour évaluer les résultats du projet en termes scientifiques, économiques, de formation... Dans les deux cas, une question ouverte permettrait au partenaire de s'exprimer sur ses besoins et attentes, ses suggestions et recommandations à l'égard du Cirad. Le principe directeur d'une telle démarche serait de capitaliser sur l'expérience de cette enquête et ainsi de récolter en continu un matériau pouvant être précieux pour la politique de l'établissement.

Deuxièmement, nous retenons de la consultation :

- une demande moindre pour l'expatriation (alors même que le nombre d'expatriés est en diminution sans que cela relève d'une volonté ou d'une stratégie de la part des instances du Cirad)
- une demande forte pour les actions de formation (alors même que le Cirad est moins bien positionné que pour ses actions de recherche)
- un intérêt pour que le Cirad développe des activités de coopération « modernes » comme les plates-formes partenariales et une animation de type réseau. En effet, selon des modalités différentes en fonction des régions, il a été souhaité que le Cirad remplisse un rôle de coordination régionale, d'interface entre les institutions de recherche et d'enseignement et les bailleurs de fonds internationaux

En revanche, et c'est le troisième point, les évaluations reçues sur chaque thématique, assez peu nombreuses et surtout étonnamment uniformes, interrogent sur la clarté de la nomenclature utilisée et sur l'opportunité pour le Cirad de l'utiliser comme outil explicite de construction de ces partenariats. L'absence de réactions quant à cette nomenclature lors des consultations régionales confirme cette impression.

Enfin, il semble que la visibilité du Cirad puisse être améliorée ; l'intérêt manifesté lors des consultations régionales par les partenaires concernant les stratégies et les activités du Cirad en témoigne. Cela ne suppose sans doute pas seulement le développement d'outils de communication sur les activités, les priorités ou l'organisation du Cirad mais aussi la recherche d'une coordination de stratégie et d'action avec les autres institutions françaises présentes à l'étranger, notamment

l'IRD. Des réflexions communes visant à accroître les complémentarités et synergies entre les deux organismes seraient de nature à renforcer leur visibilité ainsi, plus généralement, que celle du « modèle français » d'aide au développement par la recherche dont cette étude indique qu'il bénéficie d'une visibilité et d'un plébiscite plutôt limités à l'heure actuelle.

Annexe de la 3^{ème} partie :

Questionnaire à destination des partenaires du Cirad

Madame, Monsieur,

Le CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) fête aujourd'hui ses vingt ans. A cette occasion cet organisme français de recherche a souhaité donner la parole à ses partenaires.

Le CIRAD souhaite recueillir **votre point de vue personnel** sur les relations entre votre institution et le CIRAD. En particulier :

- comment jugez-vous l'expertise scientifique des équipes du CIRAD ?
- quelle est la valeur ajoutée apportée par l'expertise du CIRAD ?
- le CIRAD peut-il mieux répondre à vos attentes ?

Cette consultation s'inscrit dans la réflexion stratégique de l'établissement. Vous pourrez trouver un exemplaire du projet stratégique 2001-2010 à l'adresse suivante : http://www.cirad.fr/fr/le_cirad/pdf/projstrat.pdf.

Ce projet stratégique a de plus été décliné en un contrat avec l'Etat français pour la période en cours (2002-2005) ; ce contrat peut lui aussi être consulté, à l'adresse suivante : http://www.cirad.fr/fr/le_cirad/pdf/contrat_objectifs.pdf.

Notre cabinet, Technopolis France, est chargé par le CIRAD de la réalisation pratique de cette consultation. Les réponses seront traitées et analysées de manière indépendante et confidentielle par Technopolis.

Nous vous remercions de consacrer quelques instants au **questionnaire électronique** ci-après, en répondant **directement sur ce fichier**. N'hésitez pas à nous contacter pour plus de renseignements (sophie.bussillet@technopolis-group.com). Les questionnaires remplis sont également à retourner à cette adresse : sophie.bussillet@technopolis-group.com.

Bien cordialement,

L'équipe de Technopolis France

CIRAD
42, rue Scheffer
75116 PARIS
France
www.cirad.fr
+33.1.53.70.20.00

TECHNOPOLIS FRANCE
55, rue des Petites Ecuries
75010 PARIS
France
www.technopolis-group.com
+33.1.49.49.09.24

1 Identification

Cette partie du questionnaire vous permet de vous identifier ; merci de la remplir attentivement.

(Case réservée à Technopolis France :)

1.1. Votre situation professionnelle

Question 1. Votre prénom :

Tapez Ici Votre Reponse

Question 2. Votre nom patronymique :

Tapez Ici Votre Reponse

Question 3. Numéro de téléphone où l'on peut vous joindre :

Tapez ici votre réponse

Question 4. Votre adresse électronique :

tapez ici votre reponse

Question 5. Votre fonction (une seule réponse possible)

- ☐ Responsable d'unité, cadre
- ☐ Directeur, décideur
- ☐ Autre, préciser :

1.2. L'institution dans laquelle vous travaillez

Question 6. Nom/Sigle de votre institution :

Tapez Ici Votre Reponse

Question 7. Pays :

Tapez Ici Votre Réponse

Question 8. Type d'institution (une seule réponse possible)

- ☐ Organisation professionnelle
- ☐ Institution de recherche
- ☐ Administration publique
- ☐ Collectivité (commune, région...)
- ☐ Organisation non gouvernementale
- ☐ Bailleur de fonds et agence de développement
- ☐ Fondation
- ☐ Etablissement d'enseignement
- ☐ Industrie, entreprise
- ☐ Autre, préciser :

Question 9 **Domaine d'activité principal de votre institution (une seule réponse possible)**

- ☐ Technologie, ingéniering
- ☐ Aide au développement
- ☐ Santé
- ☐ Sciences de l'homme et de la société
- ☐ Agronomie et environnement
- ☐ Politique générale
- ☐ Vulgarisation, expertise technique
- ☐ Autre, préciser :

Question 10 **Mandat géographique de votre institution (une seule réponse possible)**

- ☐ Territorial
- ☐ National
- ☐ Régional (plusieurs pays voisins)
- ☐ International

2 Description du partenariat avec le CIRAD et de son devenir

Cette partie du questionnaire sollicite votre point de vue personnel sur la relation de coopération entretenue avec le CIRAD.

Nous appelons « coopération » le fait de travailler conjointement ou en coordination avec un ou plusieurs agents du CIRAD. Les contacts occasionnels ne sont pas à prendre en compte (par exemple : assister aux mêmes réunions de tel ou tel forum une fois par semestre).

Question 11 **Date du début de votre relation de coopération avec le CIRAD**
Tapez ici l'année

Question 12 **Comment vous positionnez-vous principalement à l'égard du CIRAD ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Partenaire scientifique public
- ☐ Partenaire scientifique de statut privé
- ☐ Autorité publique concernée
- ☐ Utilisateur direct
- ☐ Destinataire de formations assurées par le CIRAD
- ☐ « Grand public » : représentant agricole, militant...
- ☐ Autre, préciser :

Question 13 : Indiquez quelle a été l'importance quantitative de chaque mode de coopération avec le CIRAD durant les trois dernières années, et indiquez lesquels vous souhaitez voir développés dans l'avenir.

	Importance quantitative			A développer en priorité (3 réponses maximum)
	élevée	moyenne	nulle	
Accueil de longue durée d'un agent du CIRAD (expatriation)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Activité conjointe par missions d'appui d'un agent du CIRAD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accueil dans une équipe du CIRAD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Réflexions communes sur l'agenda de recherche et les priorités stratégiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Animation de type réseau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pôles ou plates-formes partenariales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation, appui au renforcement des compétences	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Veille scientifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Evaluation scientifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Evaluation d'impact	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Question 14 : Indiquez quelle a été l'importance quantitative de chaque type de produit issu de la coopération durant les trois dernières années, et indiquez lesquels vous souhaitez voir développés dans l'avenir.

	Importance quantitative			A développer en priorité (3 réponses maximum)
	élevée	moyenne	nulle	
Formation (continue, thèses,...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation à distance (e-learning...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Biens matériels (animaux, végétaux, procédés, équipements...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Biens immatériels (expertise, élaboration de politiques...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Publications conjointes, documentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Présentations conjointes à des colloques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dépôts de brevets et de licences d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrats établis avec un tiers grâce aux apports du CIRAD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrats établis entre le CIRAD et votre institution	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Campagnes de communication, événementiel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3 Vos principaux partenaires

Question 15 Le CIRAD fait-il partie de vos trois principaux partenaires internationaux sur les questions :

- | | | |
|--------------------|------------------------------|------------------------------|
| De recherche ? | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| De formation ? | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| De développement ? | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |

Question 16 Citez (à l'exception du CIRAD) vos trois principaux partenaires internationaux sur les questions de recherche, développement et/ou formation pour le développement

	Nom	Sigle	Pays
1	Tapez Ici Votre Réponse	SIGLE	Pays
2	Tapez Ici Votre Réponse	SIGLE	Pays
3	Tapez Ici Votre Réponse	SIGLE	Pays

4 Evaluation de la coopération avec le CIRAD

Question 17 Comment jugez-vous l'équilibre de votre partenariat avec le CIRAD ? (une seule réponse possible)

- ☐ Nettement en votre faveur
☐ Plutôt en votre faveur
☐ Equilibré
☐ Plutôt en faveur du Cirad
☐ Nettement en faveur du Cirad

☐ Pas de coopération avec le Cirad

Ce chapitre est destiné à recueillir votre jugement sur les coopérations que vous avez menées avec le CIRAD sur une quinzaine de sujets différents. Pour chacun de ces thèmes, vous pouvez attribuer une note entre +2 et -2.

Question 18 Axe stratégique « Production agricole durable »

Si vous avez mené une coopération significative avec le CIRAD sur les thématiques suivantes durant les 5 dernières années, attribuez une note à cette dernière.

Thématiques prioritaires	Activité en cours ?	Coopération significative avec le CIRAD durant les 5 dernières années ?	Evaluation	très négatif -2	négatif -1	faible ou insignifiant 0	positif +1	très positif +2
Gestion intégrée des écosystèmes agro-sylvo-pastoraux	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Amélioration des variétés végétales et des espèces animales locales	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gestion intégrée de l'eau	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Méthodes d'organisation, de gestion et de négociation entre acteurs	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Modèles ou SIG de représentation des systèmes agraires	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Modèles de régulation des filières et des marchés	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Avis et commentaires éventuels (autres thématiques...) : insérez ici votre texte

Question 19

Axe stratégique « Gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement »

Si vous avez mené une coopération significative avec le CIRAD sur les thématiques suivantes durant les 5 dernières années, attribuez une note à cette dernière.

Thématiques prioritaires	Activité en cours ?	Coopération significative avec le CIRAD durant les 5 dernières années ?	Evaluation	très négatif -2	négatif -1	faible ou insignifiant 0	positif +1	très positif +2
Rôle de l'agriculture et de la foresterie dans le cycle du carbone	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connaissance des ressources biologiques (sub)tropicales pour la biodiversité	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gestion des sols, lutte contre l'érosion et les pollutions agricoles	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Risques sanitaires d'origine végétale et animale	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gestion durable des espaces forestiers	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Avis et commentaires éventuels (autres thématiques...) : insérez ici votre texte

Question 20 – **Axe stratégique « Alimentation et qualité des produits »**
 Si vous avez mené une coopération significative avec le CIRAD sur les thématiques suivantes durant les 5 dernières années, évaluez une note à cette dernière.

Thématiques prioritaires	Activité en cours ?	Coopération significative avec le CIRAD durant les 5 dernières années ?	Evaluation	très négatif -2	négatif -1	faible ou insignifiant 0	positif +1	très positif +2
Analyse et représentation des systèmes alimentaires	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Systèmes de transformation des produits à l'échelle artisanale et semi-industrielle	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déterminants de la qualité des produits tout au long des filières	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Outils de traçabilité et de gestion du risque dans les filières de qualité	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrôle de la qualité : normes et standards	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Changements alimentaires, notamment en milieu urbain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non – passez au thème suivant	Apport de la coopération avec le CIRAD sur vos propres travaux :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Avis et commentaires éventuels (autres thématiques...) : insérez ici votre texte

5 Expression libre

Vous pouvez ici exprimer vos remarques et commentaires éventuels

**NOUS VOUS REMERCIONS D'AVOIR BIEN VOULU
CONSACRER DE VOTRE TEMPS À REMPLIR CE
QUESTIONNAIRE !**